

Aujourd'hui

Rajiv Gandhi assassiné

Les deux dernières phases des élections en Inde sont reportées



S3 PENGUINS 5 NORTH STARS 3

Victoire dramatique de Pittsburgh contre le Minnesota, dans le quatrième match de la finale de la Coupe Stanley. La série est maintenant égale 2 à 2.

A4 SOLIGAZ

Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement rejette le projet du consortium Soligaz d'aménager des entrepôts souterrains de liquides de gaz naturel à Varennes.

D1 HYDRO

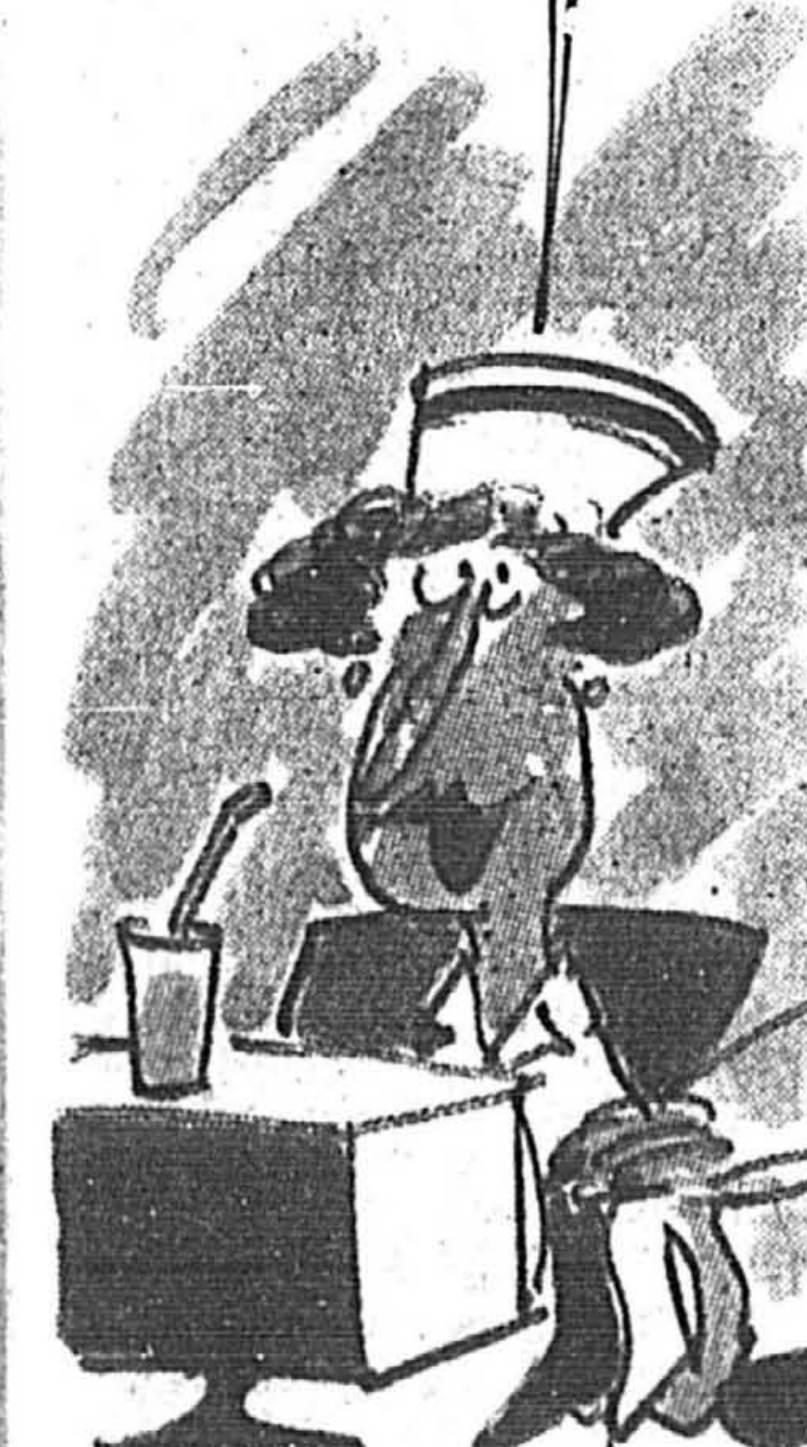
Le fait d'avoir triplé le nombre de ses enquêteurs en recouvrement de comptes sans adresse connue a permis à Hydro de récupérer pour 13 millions de mauvaises créances.

Sommaire

Annonces classées

Immobilier	D10 à D17
merchandises	D17, D18
emplis	D10, D19, E4
automobiles	E4 à E6
le monde de l'ordinateur	D2
propositions d'affaires	D9
Alim. / Consomm.	C1 à C4
Arts et spectacles	
Informations	E1 à E3
horaires	D20
Bandes dessinées	D13
Bridge	E5
Carrières et prof.	D4, D5
Décès	E7
Economie	D1 à D9
États-vous observateur?	D10
Feuilleton	D11
Horoscope	D12
Le monde	B1, C5, E8
Mors croisés	D18, S10
«Mot mystère»	D14
Télévision	E1, E2

Vous voulez voir le Docteur?... PAS QUESTION!... IL EST EN CONSULTATION, EN PAGE ÉDITORIALE



Une des dernières photos de Rajiv Gandhi, 46 ans, qui avait voté lundi à New Delhi. Il a été assassiné hier à Sriperumpudur, près de Madras, la capitale de l'État du Tamil Nadu.

d'après AFP, Reuter et AP
NEW DELHI

L'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, 46 ans, a été tué hier soir dans le sud du pays par l'explosion d'une bombe dissimulée dans un bouquet de fleurs, alors que son parti était donné favori des élections législatives qui se déroulaient cette semaine en Inde.

«J'ai le grand regret d'annoncer le décès de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi», a annoncé le porte-parole du gouvernement Rammohan Rao à New Delhi. Personne n'a encore revendiqué l'attentat, mais beaucoup soupçonnent des indépendantistes tamouls.

Le gouvernement, qui a ordonné l'ouverture d'une enquête sur cet assassinat, a immédiatement lancé une alerte de sécurité maximum dans l'ensemble du pays secoué depuis plusieurs jours par la violence.

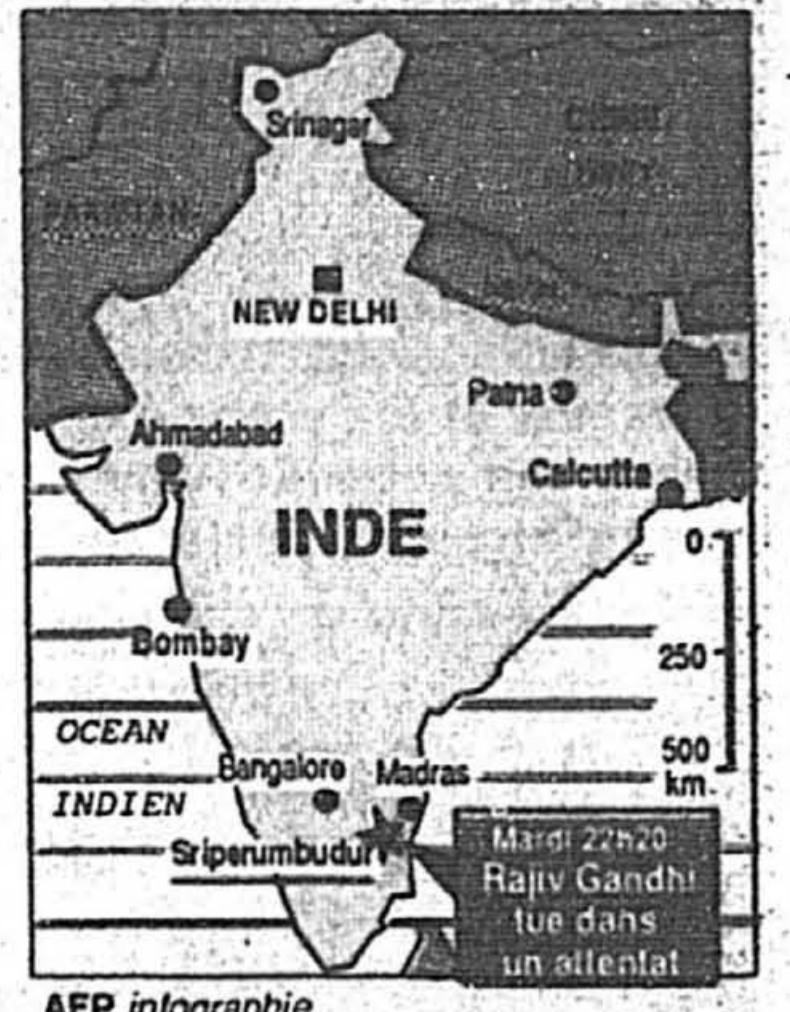
Et, selon l'agence indienne UNI, les deux dernières phases des élections législatives ont été reportées au mois prochain. Les deux journées de scrutin, prévues demain et dimanche dans 60 p. cent des 537 circonscriptions du pays, auront lieu les 12 et 15 juin, a précisé l'agence, qui cite le président de la commission électorale, T. N. Seshan.

Les dirigeants du parti du Congrès (I) de Rajiv Gandhi, très choqués par l'assassinat de leur leader, ont appelé la nation indienne à «rester calme et digne», a indiqué le porte-parole du parti Pranab Mukherjee. Il a qualifié l'assassinat de Rajiv Gandhi de «conspiration préméditée visant à déstabiliser le pays au moment où le peuple s'apprêtait à donner le pouvoir au parti du Congrès».

Policiers et forces spéciales ont barré la route ce matin, peu avant l'aube, à des milliers de personnes qui convergeaient vers la maison de l'ancien premier ministre et criaient vengeance contre les assassins.

Rajiv Gandhi a été tué sur le coup à 22h 10 locales dans la ville de Sriperumpudur, à une cinquantaine de kilomètres de Madras, capitale de l'État du Tamil Nadu. Il venait de sortir de sa voiture et se dirigeait vers un podium pour prendre la parole au cours d'un meeting électoral. Juste avant, il avait couvert de fleurs une statue de sa mère Indira Gandhi, assassinée le 31 octobre 1984 par des extrémistes sikhs.

La bombe était dissimulée dans un bouquet de fleurs qui lui a été



AFP infographie

Il voulait être proche du peuple

GILLES TOUPIN
envoyé spécial
NEW DELHI



L'Inde, conternée, stupéfaite, par l'assassinat de Rajiv Gandhi, est déchirée ce matin entre la colère et le deuil.

Le deuil, le gouvernement Chandra Shekar, réuni en pleine nuit, l'a décrété pour une semaine, rachetant la bête de la télévision nationale qui, ayant cessé d'émettre en fin de soirée comme à l'accoutumée, n'avait pas repris l'antenne.

La colère, elle a éclaté à Madras, capitale de l'État du Tamil Nadu, au sud, à 40 kilomètres de la ville de Sriperumpudur, où une bombe dissimulée dans un bouquet de fleurs a décapité le chef du Parti du congrès et ancien premier ministre peu après 22h.

Des foules envahissaient les rues, déchirant des affiches et incendiant des véhicules. A Delhi, malgré le déploiement massif des forces de sécurité et la mise en vigueur de l'alerte rouge, des foules en colère et en larmes se massaient ce matin autour de la résidence de Gandhi dans l'attente du retour de ses restes mortels.

Malgré un ou deux coups de feu lointains, la capitale avait été relativement calme passé minuit mais, au petit matin, la résidence d'au moins un adversaire politique du Parti du congrès avait été incendiée. Le gouvernement annonçait par ailleurs le report de

VOIR GANDHI EN A 2
VOIR PEUPLE EN A 2

L'amour peut-il changer un criminel en mari idéal?

SUZANNE COLPRON

2. ■ Micheline a rencontré son mari dans une réunion des Alcooliques anonymes. Louise, elle, a fait la connaissance de son conjoint par correspondance. Même chose pour Thérèse, pour Diane, pour Rose...

Tous leurs hommes étaient déjà en prison. Mariées ou fiancées à des détenus, ces femmes vivent dans l'attente du prochain coup de téléphone, de la prochaine visite, de la prochaine «roulotte». Elles ont pour la plupart abandonné parents et amis pour s'établir à Port-Cartier.

«Je ne regrette rien», assure Micheline, unie par les liens du mariage à Normand Champagne, 47 ans, trois fois condamné pour meurtre. «C'est la première fois de ma vie que je suis aimée de la sorte. Je suis prête à le suivre partout où il voudra aller.»

Micheline a déjà quitté un emploi pour se rapprocher de son conjoint à Port-Cartier. «J'aurais été incapable de vivre six semaines sans le voir, assure-t-elle. En trois ans, j'ai toujours été ponctuelle. Je ne suis jamais arrivée en retard aux visites...»

Champagne, surnommé «Laurence d'Arabie», purgeait une peine au vieux pénitencier de Laval au début de leur fréquentation. Il avait été condamné pour le meurtre de Léopold Dion, ce tueur d'enfants assassiné à coups de barre de fer et scalpe en prison. Plus récemment, il a écopé de dix ans de pénitencier pour une affaire de complot visant l'enlèvement d'une serveuse dans un restaurant MacDonald's.

En apprenant la nouvelle de son transfert sur la Côte-Nord, Micheline s'est mise en quête d'un logement. Elle a déménagé à Port-Cartier en août 1988, deux mois et demi avant l'arrivée de son mari.

«À 20 ans, je n'aurais probablement pas fait une chose pareille.

Mais, à mon âge, j'en suis capable. Je sais que ça en vaut la peine. Normand m'a dit qu'il avait 28 ans d'amour à me donner. Il est très protecteur et se fait toujours du souci pour moi. Je sais qu'il me respecte beaucoup et je trouve ça important.»



Des mariages sans lendemain?

Est-ce que toute les femmes de détenus pourraient en dire autant? Micheline préfère ne pas se prononcer. Depuis son union avec Normand Champagne, elle a vu plusieurs couples se former et se défaire. Les Soeurs de Bon Pasteur, de leur côté, ont assisté à de nombreux mariages sans lendemain, entre correspondantes d'un jour et détenus à vie.

De l'avis de l'aumônier du pénitencier de Port-Cartier, Nick Boucher, ces unions sont vouées à l'échec. «Les femmes croient que l'amour peut transformer un homme, dit-il. Mais elles se trompent. Le jour où les gars sortent de prison, la situation se détériore et les couples se séparent.»

L'abbé Nick Boucher est catégorique. À sa connaissance, pas un mariage n'a survécu à la remise en liberté du détenu. N'empêche. Les femmes, elles, se plaisent à croire que dans leur cas, il en ira autrement. Et en attendant, elles n'ont pas à se torturer l'esprit. Elles savent en tout temps où se trouvent leurs hommes...

Thérèse, 67 ans, a fait la rencontre de son par correspondance. Plusieurs détenus font paraître des petites annonces dans les journaux. D'autres s'adressent aux compagnies des prisonniers pour trouver l'âme sœur. «Vous ne connaissez pas une amie qui

VOIR MARI EN A 16

■ L'assassinat de Rajiv Gandhi sème la stupeur au sein de la communauté indienne du Québec. Page A 3

■ L'assassinat de Gandhi risque d'ouvrir un nouveau chapitre au sein d'une Inde déjà fissurée par la guerre des castes et des religions. Page A 7

■ Avec un bilan s'élevant déjà à des dizaines de morts, les élections en Inde s'annoncent comme les plus violentes depuis l'indépendance. Page B 1

■ L'editorial de madame. Page 2

■ Selon Shaktar Hassan, expert en politique indienne, aucun leader au sein du Parti du Congrès n'est en mesure d'assumer la relève de Rajiv Gandhi. Page B 8

Les médecins pourraient facturer les patients

Ils déclarent la guerre à «Saddam Côté»

MARTHA GAGNON

Unis et déterminés comme jamais, les médecins multiplieront les moyens de pression dans les prochaines semaines pour s'opposer au «système militaire de santé» que veut leur imposer le ministre Marc-Yvan Côté.

Pétition, journées d'étude, intervention auprès du premier ministre Bourassa, les fédérations professionnelles sont à mettre au point leur plan d'action. S'il le faut, les médecins n'écarteront pas la possibilité de facturer directement le patient en lui demandant de payer le prix de sa consultation. Celui-ci devrait alors s'adresser à la Régie de l'assur-

ce-maladie pour obtenir un remboursement. Une mesure tout à fait légale qui aurait pour effet d'embourber le système et de créer des ennuis à bien du monde.

Hier, ils étaient plus de 5000 médecins — omnipraticiens, spécialistes, résidents et étudiants — rassemblés au Palais des congrès de Montréal. Ils avaient déserté les hôpitaux et les cliniques pour préparer la mobilisation contre le

■ Le ministre Côté, qui se dit prêt à discuter avec les médecins, réitère sa détermination à faire adopter le projet de loi avant les vacances. Page A 6

projet de loi 120 sur la réforme de la santé.

«Un tel rassemblement, on n'avait pas vu ça depuis 25 ans au moins», s'est exclamé le docteur Clément Richer, président du nouveau Regroupement des fédérations de médecins du Québec, qui a qualifié la journée d'historique. Oubliant leurs rivalités professionnelles et les querelles de corporations, les médecins se sont unis pour tenter de bloquer l'adoption du projet de loi et d'obtenir un moratoire jusqu'à l'automne.

«Ce n'est pas une bataille pour avoir plus d'argent dans nos poches, a précisé le docteur Augustin Roy, président de la Cor-

VOIR MÉDECINS EN A 2

EUROPE ÉTÉ 1991
TAXE D'AÉROPORT: 42\$ EN SUS

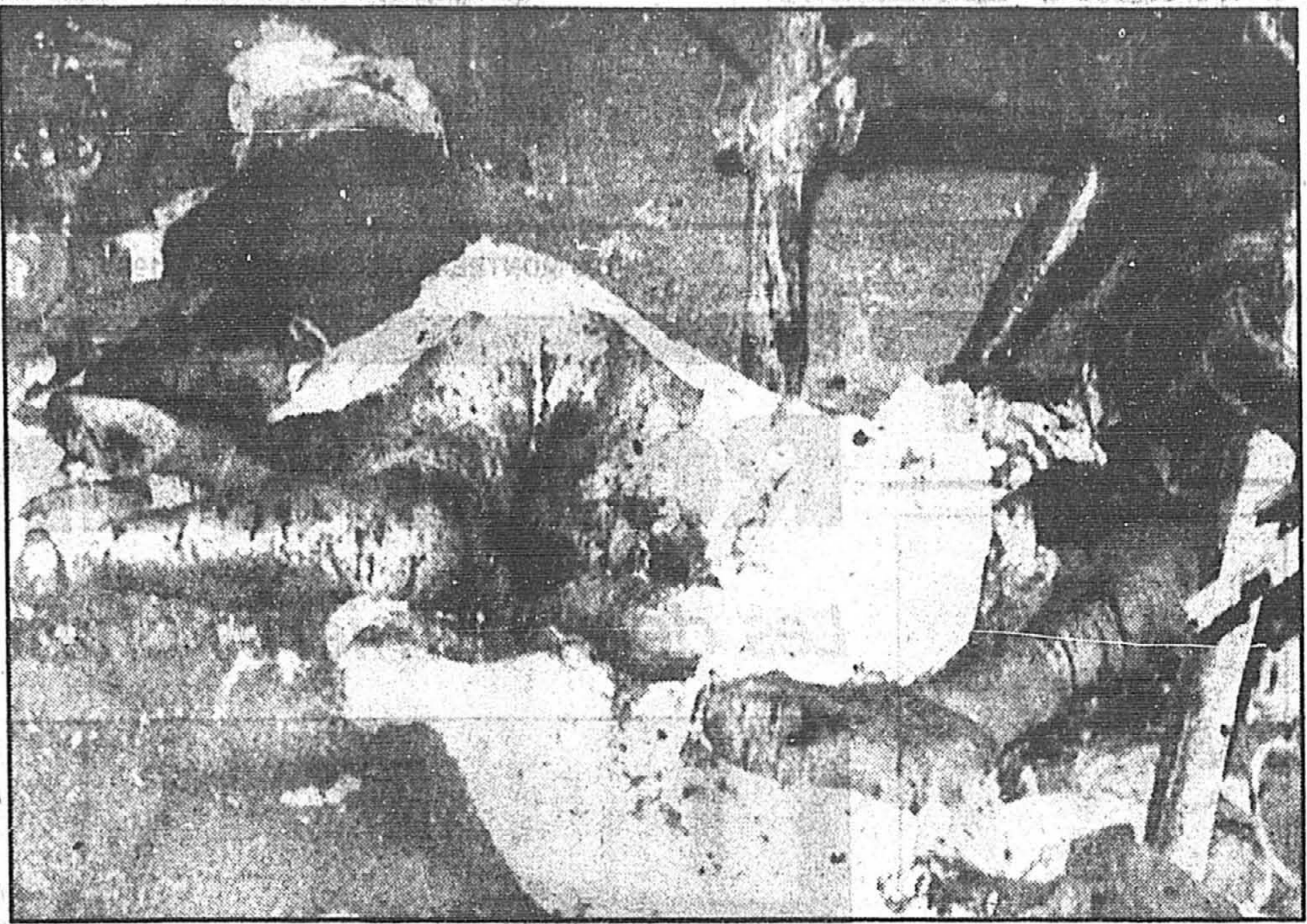
PARIS	299\$
NICE	579\$
NANTES	499\$
TOULOUSE	579\$
LYON	529\$
MULHOUSE	549\$
LONDRES	299\$

NOUVELLES FRONTIÈRES
288-4800
800 EST DE MAISONNEUVE
MÉTRO BERRI-UQAM
PERMIS DU QUÉBEC

SUITE DE LA UNE



Le premier et le dernier d'une grande dynastie politique : le pandit Jawaharlal Nehru tenant sur ses genoux son petit-fils Rajiv Gandhi. Cette photo a été prise le 30 octobre 1947, alors que Nehru venait d'être élu premier ministre de l'Inde.



Le corps déchiqueté de Rajiv Gandhi git parmi les cadavres des 14 autres victimes de l'attentat de Sriperumpudur, dans le sud de l'Inde. Sa mort laisse le Parti du Congrès sans chef et sans successeur présomptif.

GANDHI

Rajiv Gandhi assassiné

remis alors qu'il s'apprêtait à participer au meeting électoral, a déclaré le porte-parole du Parti du Congrès. Il n'a pu dire si l'assassin était au nombre des victimes de l'explosion qui a fait 16 morts.

«J'étais derrière M. Gandhi au moment de l'explosion, a raconté un journaliste. Ça a été la confusion partout, les gens ont commencé à courir dans tous les sens. Personne ne semblait comprendre ce qui se passait. Puis, quelqu'un a crié en tamoul (la langue locale): 'Ils ont tué Rajiv Gandhi, ils ont tué Rajiv Gandhi'. M. Gandhi, ont rapporté d'autres témoins, a été décapité par la force de l'explosion.

Quelque 10000 supporters de son parti du Congrès étaient rassemblés pour écouter M. Gandhi, lançant des fleurs et des écharpes de soie vers l'ancien premier ministre qui terminait sa campagne électorale au Tamil Nadu, un État du Sud de l'Inde où les élections devaient avoir lieu dimanche, dernier jour du scrutin.

«Une alerte rouge a été décrétée dans tout le pays et les premiers secrétaires (préfets) des 25 États ont été priés de prendre toutes les mesures nécessaires», a dit le porte-parole du gouvernement. Plus d'un million de membres des forces paramilitaires de sécurité ont été placés en état d'alerte.

Le corps de M. Gandhi a été ramené à New Delhi dans la nuit pour les funérailles, a dit M. Rao. Une foule considérable qui s'était approchée de la maison de Rajiv Gandhi avait commencé à molester des photographes. Elle avait aussi frappé sur la voiture officielle du président indien, M. Ramaswamy Venkataraman, le forçant à battre en retraite, selon la police. D'autres manifestants lançaient des slogans contre la CIA, l'agence de renseignement américaine et contre les opposants au Parti du Congrès (I).

«Nous nous attendons à des troubles, mais durant la matinée, pas maintenant», a déclaré à des journalistes un porte-parole de la police, évoquant les scènes d'émeutes sanglantes qui ont suivi l'assassinat du premier ministre Indira Gandhi, la mère de Rajiv, en 1984. Avant l'attentat, la campagne électorale en Inde avait déjà fait une centaine de morts au cours des deux derniers jours.

Le cabinet de M. Chandra Shekhar, premier ministre en exercice, s'est réuni d'urgence dans la capitale, a indiqué un porte-parole devant le domicile de M. Gandhi.

L'Inde a commencé à voter lundi pour élire son dixième Parlement. Les élections ont déjà eu lieu dans 204 circonscriptions lundi. La campagne et le début du vote avaient été entourés de multiples violences qui ont fait plus de 200 morts.

Selon les sondages, le Congrès devait remporter le plus grand nombre de sièges et M. Gandhi, qui avait perdu le pouvoir lors des élections de novembre 1989, semblait proche de reprendre la tête du gouvernement, éventuellement avec le soutien d'autres formations.

Tous les principaux partis, de la gauche à la droite, ont immédiatement condamné l'attentat et fait part de leur émotion. Un dirigeant du Parti communiste indien, M. Muqumuddin Farooqi, a qualifié le meurtre de «choquant» et déclaré que «la montée de la violence dans notre vie politique est un grave danger pour notre démocratie parlementaire».

Il a ajouté qu'il soupçonnait les Tigres pour la libération de l'É-

lam tamoul (LTTE), qui militent dans le nord et l'est du Sri Lanka pour l'indépendance d'une nation tamoule dans l'île, d'être responsables. Le Tamil Nadu est séparé du Sri Lanka par un mince détroit, et l'État est connu pour être utilisé comme un sanctuaire par les Tigres.

M. Gandhi avait signé en 1987 avec le gouvernement de Colombo un accord qui avait conduit au déploiement au Sri Lanka de plus de 100000 soldats indiens luttant aux côtés de l'armée locale contre la rébellion tamoule, jusqu'à leur retrait l'an dernier.

Le porte-parole du Bharatiya Janata (BJP), un parti prônant la renaissance de la religion hindoue, M. J. P. Mathur, s'est déclaré «horriifié» et a lui aussi pointé le doigt vers le LTTE. «Je suis certain que les responsables ne sont pas dans le pays. Je suis sûr que c'est le LTTE», a déclaré un autre dirigeant du BJP.

A Londres, un porte-parole du LTTE a affirmé hier soir que son mouvement n'avait «absolument rien à voir» avec l'assassinat de Rajiv Gandhi. Un parti rival, le Front révolutionnaire de libération du peuple Eelam (EPRLF), a accusé les Tigres du LTTE d'avoir assassiné Rajiv Gandhi pour «déstabiliser toute l'Asie du sud», a indiqué son porte-parole, Abbo Yusuf.

Les indépendantistes sikhs à Londres ont estimé que l'assassinat de Rajiv Gandhi était «historiquement inévitable», car «il avait violé le temple sacré» des Sikhs à Amritsar (Punjab, nord de l'Inde). □

PEUPLE

Il voulait être proche du peuple

trois semaines des 2^e et 3^e phases des élections générales commencées lundi à travers le sous-continent.

La nouvelle de l'attentat fatal est tombée froidement à Delhi, deux heures après la déflagration, par le biais de la All India Radio annonçant froidement le tragique événement.

Quelques phrases lapidaires au début du bulletin de nouvelles habituelles de la radio, au sommet de l'heure. La déflagration, a dit le commentateur d'une voix neutre, a causé la mort de plusieurs autres personnes, les gardes du corps du chef du Parti du Congrès.

Je le revois encore, il y a quelques jours à peine, dans le grand parc Kidwa, au centre de New Delhi. Les mains jointes devant lui, saluant à l'indienne la foule en délire. «Rajiv Gandhi Zindabad» («Longue vie à Rajiv Gandhi»), clamait la foule. Maintenant, quatre jours plus tard, il n'est plus.

Devant l'estrade où il s'adressait à la foule sous la nuit indienne, des jeunes gens se bousculaient pour s'approcher du fils d'Indira Gandhi. Dans son costume blanc, l'homme de 46 ans n'avait qu'un seul mot à la bouche, qu'il répétait sans cesse: *stabilité*. Le visage émacié par une longue campagne, mais détendu tout de même, Rajiv Gandhi tentait désespérément de chasser les fantômes du sectarisme, de la division, et du chaos qui avaient écrasé le pays aux jours pas si lointains de la partition de l'Inde.

Au fond, Rajiv Gandhi n'avait pas souhaité faire de la politique. Il n'avait pas les grandes intonations des tribuns du Parti du Congrès. Il parlait doucement, lentement, calmement, exactement, comme s'il avait été en tête à tête avec vous.

M'étant approché ce jour-là par derrière l'immense foule qui l'attendait, je pus, à ma grande sur-

prise, remonter facilement et sans obstacle à quelques pieds de lui. Par la suite, voulant me diriger derrière l'estrade où se trouvait la presse, je dus m'éloigner et passer à travers un contrôle aux rayons X tout à fait futile.

Au cours de la campagne électorale, Rajiv Gandhi s'était fait volontairement accessible, délaissant l'imposant corps de gorilles qui l'avaient entouré lors de la campagne de 1989. Il descendait régulièrement de sa Jeep, se laissait toucher par les jeunes et embrasser par les femmes que les gardes du corps avaient du mal à éloigner. Rajiv Gandhi voulait se rapprocher davantage de son peuple.

Un journaliste indien joint par La Presse a déclaré: «Il ne faut pas oublier que celui qui a été assassiné n'était pas premier ministre mais seulement le chef d'un parti d'opposition».

Les risques d'explosions de violence dans le pays — alors que la campagne électorale a déjà fait 250 morts — croissent cependant d'heure en heure, même si les premiers commentateurs à Delhi minimisaient les débordements.

L'attentat, dit-on, est probablement l'oeuvre de séparatistes tamouls du Sri Lanka basés dans la Tamil Nadu et de ce fait, les violences pourraient être contenues dans le sud.

Rajiv Gandhi, le pilote d'avion entraîné malgré lui dans la politique après l'assassinat de sa mère, Indira, en 1984, n'aura gouverné qu'un mandat, soit cinq années.

Malgré l'ascendant qu'il avait su se gagner auprès des foules, Rajiv Gandhi avait toujours eu ses détracteurs. Bien des analystes politiques disaient de lui qu'il n'avait pas l'étoffe d'un homme politique, qu'au fond de lui-même il souhaitait retourner à sa vie tranquille d'antan, mais que son appartenance à la famille Nehru-Gandhi lui imposait ce karma (devoir) de la vie politique.

Comme il avait épousé une chrétienne, Sonia Maino, italienne de surcroît, et comme il avait eu pour père un parsi (zoroastrien de l'Inde), certains fondamentalistes hindous allaient jusqu'à le qualifier d'«étranger». Pour d'autres cependant, le fait qu'il fut le petit-fils de Nehru et le fils d'Indira Gandhi lui donnait l'importance d'un brahmane (le prêtre dans la religion hindoue).

Je m'attendais certainement à un chambardement politique majeur, mais jamais j'aurais pu imaginer que ce changement prenne la forme d'une telle violence. L'Inde, aux prises avec la pire crise de société de sa courte histoire moderne, n'avait certes pas besoin de cette nouvelle catastrophe. □

MÉDECINS

Les médecins pourraient facturer leurs patients

poration professionnelle des médecins. On se bat pour défendre des principes et préserver notre liberté.»

Dans les hôpitaux, on ne rapportait aucun incident grave au cours de cette journée. Les activités ont cependant été ralenties. Des examens ont dû être annulés, des cliniques externes fermées et des chirurgies retardées. Mais on a l'habitude de ce genre de choses. En fait, on se serait cru un dimanche.

D'après l'Association des hôpitaux, le mot d'ordre de débrayage a touché environ la moitié des 200 établissements qui ont été affectés à des degrés divers.

Ce n'est qu'aujourd'hui qu'on

connaîtra le résultat du vote qu'ont pris les médecins montréalais. Si on se fie à l'atmosphère d'excitation qui régnait hier, ils devraient s'opposer fortement à la réforme et s'engager dans des moyens de pression qui seront précisés lors d'une conférence de presse, ce matin.

«On ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs», a prévenu le jeune et fougueux président de la Fédération des étudiants en médecine, Michel L'Allier. «Il faudra utiliser des moyens d'action visibles et efficaces pour lutter contre Saddam-Côté.»

En parlant de la diminution du nombre de professeurs et de chercheurs qu'entraînerait la réforme, il a fait cette boutade: «Plutôt que de s'inscrire à la Faculté de médecine, on devra peut-être s'inscrire à la Faculté des fonctionnaires.» Il s'oppose à ce qu'il appelle l'ingérence ministérielle dans les cabinets. «Le ministre veut s'interposer entre le médecin et le patient. J'ai beau être jeune, les relations à trois, je trouve cela inacceptable!»

Le docteur Clément Richer s'attend à ce que les médecins soient accusés de prendre les malades en otage. «C'est vrai jusqu'à un certain point. Malheureusement, on n'a pas le choix. Il en va de l'avenir de notre système. A-t-on déjà vu ça une réforme de la santé qui élimine les médecins? Ça n'a pas de sens. Comment peut-on croire que les malades seront mieux soignés?»

Durant les deux premières heures de l'assemblée, on s'est payé la tête du ministre Côté. L'imitateur Pierre Verville a parodié le ministre qui a changé «le serment d'Hippocrate pour le serment de technocrate». Et la troupe de *Théâtre à la carte*, qui, dans un de ses numéros, montrait un médecin-marionnette qui ne pouvait faire un pas sans avoir dans son dos le directeur général.

Selon le docteur Jean-Hugues Brossard, président de la Fédération des résidents et internes, «le seul mérite de M. Côté est d'avoir contribué à la réunification des médecins. On a essayé d'être des gentlemen; on a essayé de discuter et on a même présenté des solutions. Mais le ministre refuse de nous écouter.»

À son avis, les amendements qui ont été apportés au projet de loi le rendent encore plus inacceptable. «Avant les amendements, c'était le purgatoire, maintenant c'est l'enfer!» Il reproche au ministre de vouloir conscrire 16000 médecins alors que d'après ses estimés, il ne manquerait que de 250 à 400 professionnels dans les régions.

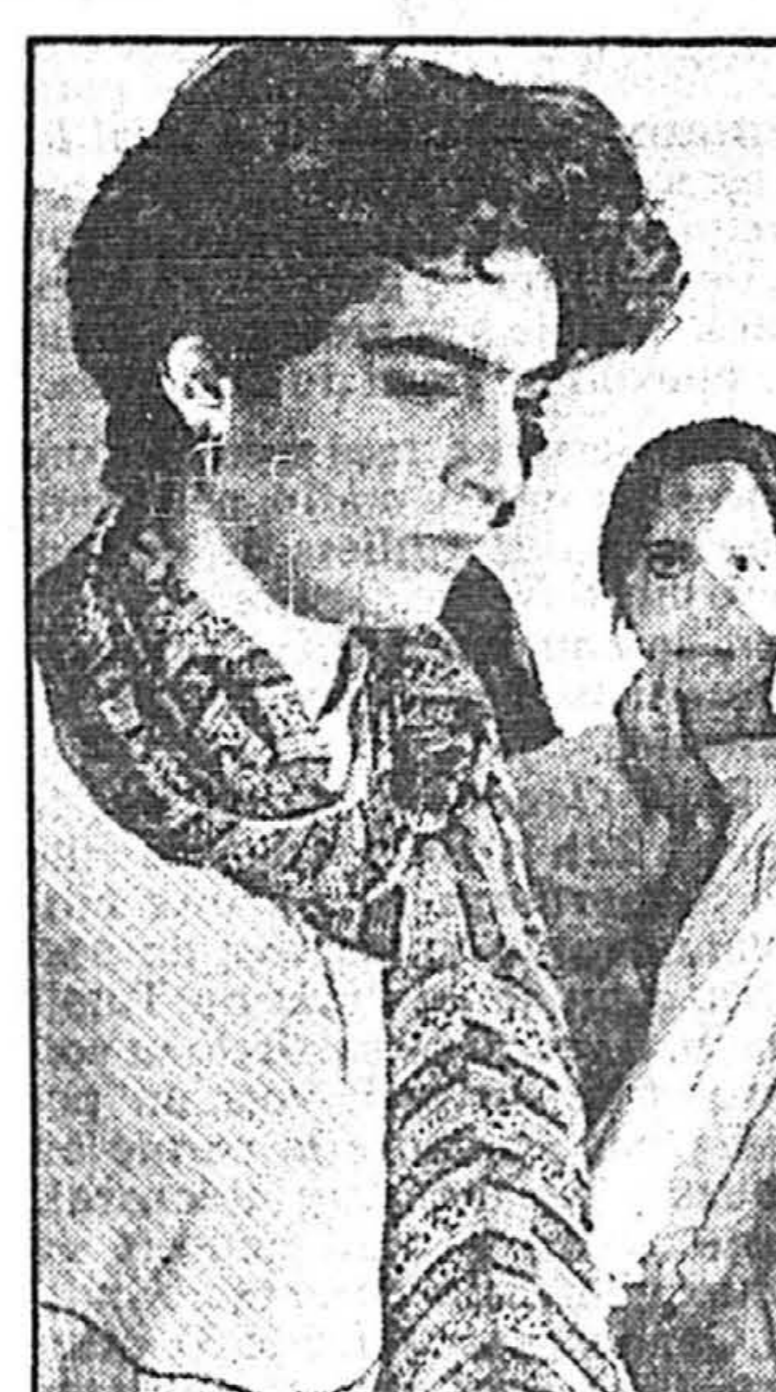
Le président de la Fédération des spécialistes, le docteur Robert Marier, affirme que l'on veut éliminer les médecins de tous les centres de décision. «Peut-on imaginer un ministère de la Santé où il n'y a pas de médecins? C'est malheureusement le cas. Au ministère de la Justice, il y a des avocats et aux Travaux publics, des ingénieurs. Au ministère de la santé, il n'y a que des bureaucrates. Et pourtant, si on a une bonne médecine, c'est à cause de nous.»

Il trouve inconcevable que l'on dépense deux milliards pour «bureaucratiser davantage le système de santé. On va créer des petits ministères, des Régies régionales. Des directeurs généraux tout-puissants vont diriger les hôpitaux.» Le docteur Marier affirme que le problème numéro un est le financement, qui n'a jamais été discuté en profondeur.

«On ne sait pas combien les gens dépendent pour le système de santé, ni ce qu'il faudrait investir.» □



Rajiv Gandhi aura finalement subi le même sort que sa mère Indira, qui occupa avant lui le poste de premier ministre et fut assassinée il y a sept ans par deux de ses gardes du corps.



Sonia Gandhi, l'épouse d'origine italienne de l'ex-premier ministre, quitte sa demeure de New Delhi pour aller recouvrir le corps de son mari. Priyanka Gandhi (à droite), fille du leader assassiné, ne peut encore croire au malheur qui vient de la frapper.

La Quotidienne	à trois chiffres	285
Tirage d'hier	à quatre chiffres	1230

ABONNEMENT	285-8911	ANNONCES CLASSEES	285-7111
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 17h30		Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h.	
REDACTION	285-7070	GRANDES ANNONCES	285-7202
PROMOTION	285-7100	Détailants	285-7306
COMPTABILITÉ	285-6892	National, Télé-Press	285-7265
Grandes annonces	285-6900	Vacances, Voyages	285-7320
Annonces classées		Carrières et professions, nominations	

La Presse
LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Carnet de la deuxième classe — Enregistrement: numéro 1400-Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272



MERCREDI 22 MAI 1991

Douglas & Desjardins

VENTE 5 POUR 1

TAPIS

RÉSISTACHE

CERTIFIÉ PAR DU PONT

- 1^o Vous obtenez le tapis RÉSISTACHE de 1^{re} qualité
- 2^o Vous obtenez le sous-tapis de 1^{re} qualité.
- 3^o Vous obtenez l'installation garantie à vie.
- 4^o La T.P.S. est incluse.
- 5^o La T.V.Q. est incluse.

Douglas & Desjardins

- 3856, Côte-Vertu
- 1875, Panama
- 420, boul. des Laurentides

336-1234
923-1234
668-4203

Stupéfaction et tristesse chez les Québécois d'origine indienne

Une seule voix discordante dans les réactions à l'assassinat de Rajiv Gandhi, celle d'un interlocuteur de l'Association du temple sikh

JULES BELIVEAU

L'annonce de l'assassinat de l'ex-premier ministre et candidat aux élections actuelles en Inde, Rajiv Gandhi, a frappé de plein fouet, hier, la communauté indienne du Québec, qui est surtout concentrée dans la région de Montréal. La nouvelle, qui s'est répandue de bouche à oreille et en grande partie au moyen du téléphone, a semé la stupéfaction sur son passage.

«C'est assurément un jour triste pour l'Inde et pour les Indiens du Canada, a déclaré le docteur Jayakar Daniel, président de l'Association nationale des Ca-

nadiens d'origine indienne, qui a dit croire qu'aucun Indien vivant au Canada ne pouvait approuver cet attentat. D'autres représentants ou membres de la communauté indienne ont fait part de leur désarroi et de leur crainte pour la stabilité politique et économique de l'Inde.

Une voix discordante toutefois dans ce concert ressemblant à un glas: le témoignage anonyme de la personne qui a répondu au téléphone, à la fin de l'après-midi d'hier, à l'Association du temple sikh de Lachine. «Tout ce que je peux dire, a proféré lentement l'individu, c'est que Gandhi jouait avec le feu et qu'il s'est brûlé». Et l'homme a ajouté plus loin: «De nombreux sikhs regrettent ce

qui est arrivé, mais ils n'oublient pas ce que l'ancien premier ministre de l'Inde a fait aux sikhs en 1984.» L'allusion à l'attaque lancée à cette époque contre le Temple d'or des sikhs était on ne peut plus claire.

Selon M. Minoo Gundevia, responsable du sous-comité des communications au sein de l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne, il ne fait toutefois aucun doute que la perte de Rajiv Gandhi, et dans de telles circonstances, constitue «une catastrophe gigantesque». «Nous sommes bouleversés, a dit M. Gundevia, mais que pouvons-nous faire? Nous sommes si loin du pays.» Le docteur Uma Shanker Srivastava,

professeur au département de nutrition de l'Université de Montréal, estime d'autant plus grave la mort de Rajiv Gandhi qu'il voyait en celui-ci le seul homme capable de contrôler la situation politique en Inde. «Je pense qu'il existe maintenant une menace de déséquilibre et de chaos politique et économique en Inde.»

Le docteur Srivastava affirme que, bien que certains n'approuvaient pas ses politiques, la majorité des Indiens vivant au Canada souhaitaient voir Gandhi reprendre le pouvoir dans leur pays d'origine. Il souligne par ailleurs que si la stabilité politique et économique de l'Inde lui paraît aujourd'hui menacée, il n'éprouve aucune crainte pour la démoc-

ratie dans ce pays. «L'Inde, dit-il, est un grand pays où la démocratie repose sur des bases solides. Comme l'Inde l'a fait après les assassinats de Mahatma Gandhi et d'Indira Gandhi, le pays survivra à la crise engendrée par l'assassinat de Rajiv Gandhi.»

Pour le docteur Daniel, l'assassinat d'hier n'a pas tué la démocratie en Inde, mais il lui a infligé «un recul temporaire». C'est pourquoi, souligne le président de l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne, il importe que les Indiens surmontent leurs différences de toutes sortes, qu'elles soient sociales, religieuses ou autres, et qu'ils s'unissent.

Pagé nommé un vérificateur administratif spécial pour enquêter sur la CECM

GILLES NORMAND
du bureau de La Presse
QUÉBEC

Soulignant qu'il ne s'agissait nullement d'une mise sous tutelle, le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, a désigné un vérificateur administratif spécial pour établir le portrait de la situation politique, administrative et même pédagogique de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), afin d'apporter des correctifs appropriés.

Il s'agit de M. Gérard Tosi-gnant, président de la Commission scolaire de Coaticook, libéré de ses fonctions pour la durée de son mandat, soit environ deux mois à compter du 23 mai.

Le ministre Pagé a renoncé à la tutelle après diverses consultations, qui l'ont amené à conclure que le fonctionnement de la plus grosse commission scolaire du Québec s'en trouverait gêné sérieusement. La CECM administre un budget de plus de 570 millions, pour une population de 91 000 élèves.

Le ministre de l'Éducation a jugé sa décision nécessaire après avoir discuté personnellement de la situation avec les principaux intéressés, la présidente démissionnaire, Mme Denise Soucy-Brousseau, et M. Laurent Portugais, directeur général, de même qu'avec les représentants du Mouvement pour une école moderne et ouverte (MEMO) et ceux de l'Alliance des professeurs de Montréal.

Le mandat confié au vérificateur comporte les précisions suivantes:

● analyser le fonctionnement du conseil des commissaires, formé en novembre dernier;

● vérifier la nature des rapports entre l'administration et le pouvoir politique, dont on déplore une forme de dualité et des incompréhensions;

● analyser le processus de prise de décision au sein de la commission scolaire;

● vérifier et analyser les encadrements formels de gestion, tels la délégation des pouvoirs, les règlements, les politiques et les procédures adoptées.

«Le mandat du vérificateur pourra être prolongé si nécessaire, et devra donner le portrait de la situation et indiquer des choses à modifier, à corriger, un encadrement à donner quant à certaines décisions. Il pourra être étendu à l'aspect pédagogique», a précisé le ministre Michel Pagé à la presse.

L'instabilité provoquée par le conflit entre la présidente, Denise Soucy-Brousseau, qui a démissionné temporairement de ses fonctions, et le directeur général, Laurent Portugais, a sûrement déjà eu des conséquences au plan pédagogique, a reconnu le ministre de l'Éducation, ne serait-ce que par «le temps et l'énergie qui y ont été employés».

Entre-temps, la vice-présidente de la CECM, Mme Rollande Denis-Pelletier, est aux commandes.

Nouvel épisode de la saga des Hilton

Alex est accusé d'avoir proféré des menaces de mort à l'endroit d'un policier

VVES BOISVERT

Autre dure journée pour la famille Hilton, hier.

Voilà qu'Alex Hilton, 27 ans, a peine sorti du pénitencier, a comparu, hier après-midi, devant le juge Maximilien Polak, de la Cour du Québec, pour être accusé de menaces de mort à l'endroit d'un policier et d'entrave au travail des policiers.

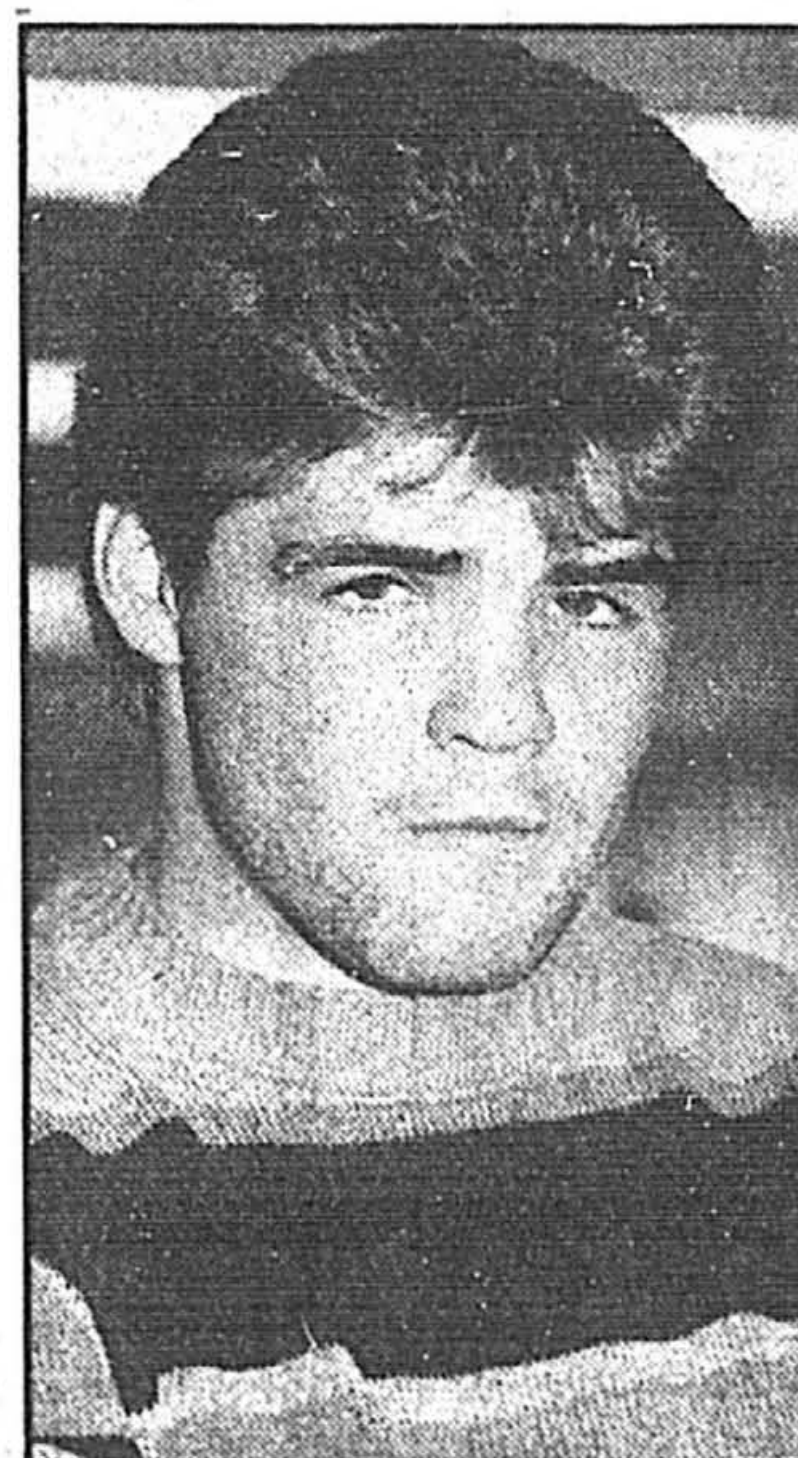
Quelques heures avant la comparution d'Alex, ses deux frères, Dave (27 ans également) et Matthew (25 ans), accusés d'avoir commis un hold-up au début du mois, se retrouvaient devant le même juge Polak afin de le convaincre de les remettre en liberté en attendant leur procès. Le juge Polak rendra une décision dans leur cas dès ce matin.

Alex, un autre champion boxeur, était en liberté conditionnelle depuis quelques semaines seulement. Il avait été libéré du pénitencier où il purgeait, depuis décembre 1988, une peine de cinq ans d'emprisonnement pour avoir participé à des agressions sexuelles et à des bagarres à la prison de Parthenais, à l'occasion d'un «tribunal interne» qu'il avait contribué à mettre sur pied.

Les incidents qu'on lui reproche maintenant sont survenus à la Maison Ogilvy où Alex Hilton était en processus de réinsertion sociale.

Une bataille aurait éclaté dans la maison de transition durant la nuit de dimanche à lundi, et les policiers s'y sont rendus lundi pour arrêter les bagarreurs.

Mais Hilton s'est interposé entre les policiers et le détenu Mi-



Alex Hilton PHOTO La Presse

chael King que les agents voulaient coffrer. C'est à cette occasion qu'il aurait proféré des menaces à l'endroit des policiers.

«Je suis découragé pour la famille», a confié Me Jeffrey Boro, l'avocat de la famille, dans le corridor du palais de justice.

«Ils me tiennent occupé», a-t-il ajouté.

À la suite de ces nouvelles accusations, la libération conditionnelle d'Alex Hilton a été révoquée et il sera renvoyé dans un centre de détention fédéral. Il aura toutefois droit à une requête pour mise en liberté dès ce matin.



Gerry Gélinas (à droite) et Patrick Powell, du groupe d'intervention locale du poste 33, sont de plus en plus populaires auprès des jeunes punks et de la faune humaine qui caractérise le centre-ville de Montréal. PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Des policiers du centre-ville tentent de se rapprocher des citoyens... de tous genres

ÉRIC TROTTIER

«Aie, Gerry, si j'avais à me faire arrêter, j'aimerais que ce soit par toi...»

Dans ce bar de danseuses de la rue Sainte-Catherine, quatre jeunes femmes dévêtues sautent dans les bras des agents Gerry Gélinas et Joe Brocardi, de la police de la CUM, les embrassent sur les joues et les taquent un peu.

Des scènes comme celle-là, on en voit de plus en plus au centre-ville, depuis la création du groupe d'intervention locale (GIL).

Jour après jour, de 21 heures à 4 heures du matin, «Joe» et «Gerry» prennent d'assaut les bars, brasseries et saunas de la rue Sainte-Catherine et se mêlent à la faune humaine caractéristique de ce coin de ville.

Après avoir abandonné leur auto-patrouille, ils commencent leur tournée en visitant un café du Village gay. Les clients présents ce soir-là accueillent froidement ces «intrus». Certains lèvent les yeux, cessent de boire et murmurent quelques mots inaudibles. Joe Brocardi, qui en a vu d'autres, leur lance tout de suite, sur un ton plutôt cool: «Ok, Ok, on est juste ici pour prendre un café. On ne va arrêter personne.»

En moins d'une heure, les policiers entrent à l'improviste dans une demi-douzaine d'établissements fréquentés par des homosexuels. «Les gays, échoués plus d'une fois dans le passé, sont évidemment difficiles d'accès», soutient Joe Brocardi. «Mais nous avons besoin de la police», enchaîne le gérant d'un bar. Selon lui, la présence policière est devenue indispensable depuis que des «touristes» ont accentué les actes d'indécence et l'utilisation de la drogue.

À preuve, les deux policiers jettent un coup d'oeil dans une petite ruelle en cul-de-sac, située derrière une garderie. «Tiens, encore une seringue», laisse tomber l'agent Brocardi. En fouinant davantag., ils découvrent des condoms qui laissent deviner que d'autres sont passés par là avant eux.

Prochain arrêt: un club de

danseurs nus. À l'intérieur, rien ne cloche. L'endroit est à moitié plein, les danseurs ont tous leurs vêtements, personne ne traîne dans les toilettes.

Les deux policiers virent les talons et reprennent le beat de la rue. Petit à petit, «la Catherine» s'anime, les trottoirs grouillent de monde et des milliers de voitures se frottent les unes aux autres l'illuminent et lui donne véritablement son air de Red light. C'est le «happy hour», entre deux et quatre heures du matin, à la fermeture des bars. En général, la période la plus fébrile de la nuit. Beaucoup de bagarres, beaucoup de flânerie et beaucoup de «niaisage».

«Les gens ne savent plus quoi faire», explique l'agent Brocardi, ils descendent la rue Sainte-Catherine, juste pour voir ce qui pourrait arriver. Comme la plupart ont bu, un rien peut créer toute une histoire.

«Salut Joe! Salut Gerry!» crie soudain un punk à l'épaisse tignasse verte qui s'approche en mangeant une pizza. «Mes seuls contacts avec la police, c'est

lorsque je me fais expulser à coups de pieds d'une ruelle. Des flics comme vous deux, ça fait du bien, parce que vous me parlez comme il faut.»

Avec un brin de fierté, l'agent Brocardi rétorque qu'il conserve la même attitude, qu'il s'agisse d'un propriétaire de Jaguar ou d'un criminel. «Quand j'arrête un type pour vol, je le traite comme un être humain. De cette façon, il y a plus de chances qu'il collabore et me refille des informations. Si je le traite comme un chien, il va m'envoyer promener.»

Au même moment, plusieurs habitués quittent les Foufounes électriques, cabaret bien connu, et souhaitent une bonne nuit aux policiers. L'agent Gélinas se prête de bonne grâce aux fantaisies d'un adolescent qui veut essayer sa casquette et écoute les élocutions d'une jeune drogue. «Gerry! J'suis gelééééé! Regarde, j'ai arrêté de me plier pour avoir des plus beaux bras, cet été. Maintenant je prends de l'acide...»

La nuit achève. Les deux poli-

ciers n'ont pas eu à intervenir pour des affaires sérieuses. À croire que le centre-ville est un endroit des plus paisibles.

Rue Saint-Denis, au sud de Sainte-Catherine, une quinzaine de prostituées tentent d'accrocher un dernier client. À la vue des policiers, elles se dispersent dans toutes les directions. En les croisant, l'une d'elles accroche une fleur à la boutonnière de l'agent Brocardi. «Salut les filles, lance-t-il, comment va la business, ce soir?»

—Pas très fort, Joe, y'a trop de flics dans le coin, rétorque une des jeunes femmes en blaguant.

Les deux policiers affirment qu'ils n'hésitent pas à appréhender celles qui ne se font pas discrètes. Pas question cependant de les prendre en chasse; ils préfèrent laisser cette tâche à leurs collègues de la section des moeurs.

De toute façon, comme le dit si bien l'agent Gerry Gélinas, les membres du GIL ne peuvent pas régler tous les problèmes. Dans les faits, ils veillent simplement à ce que le vase ne déborde pas...

Un retour à la «bonne» vieille police de quartier des années 50?

ÉRIC TROTTIER

Depuis le retour du beau temps, une quinzaine de policiers débambulent dans les rues du centre-ville, à la recherche d'une nouvelle collaboration avec les citoyens.

«C'est simple, on revient un peu à la police de quartier des années 50», explique le sergent Alain Lacoursière, qui dirige le projet actuellement à l'essai à la police de la Communauté urbaine de Montréal.

S'inspirant du concept des Kobans japonais, ces policiers du nouveau groupe d'intervention locale (GIL) sont responsables, par équipes de deux, d'une portion de territoire du poste 33, que ce soit dans le secteur du Carré Saint-Louis, de la rue Saint-Denis, du Village gay, etc.

Suivant la formule de la police communautaire, ils passent des nuits entières dans un périmètre restreint, s'adressant aussi bien aux gens ordinaires et aux commerçants qu'aux vendeurs de drogue et aux petits délinquants. Cette seule présence rassure les uns, éloigne les autres.

Comme à la vieille époque, les agents du GIL sont plutôt sympathiques dans leurs relations avec les citoyens. Ils jassent avec tout le monde,

cherchant ainsi à gagner la confiance. Ils finissent aussi par mieux saisir les problèmes du secteur et travaillent avec les citoyens pour trouver les meilleures solutions... à meilleurs coûts.

«Depuis trop longtemps, les policiers se contentent d'arrêter les gens, sans vraiment chercher à comprendre les problèmes», explique le sergent Lacoursière, précisant que les actuelles méthodes répressives du système judiciaire occasionnent des frais énormes à la société.

En ce sens, il incite les policiers du GIL à bien analyser les nouveaux phénomènes sociaux avant d'agir. «Quand bien même on isolerait tous les skins et les punks à l'île Sainte-Hélène, ça ne réglerait pas le problème.»

Ainsi, plutôt que de coffrer un individu qui prend un coup au Carré Saint-Louis, qui casse des bouteilles ou cause du chahut, les agents du GIL lui «expliquent» ce pourquoi il brime les gens du voisinage. «Et après, s'il recommence, on l'embarque et il comprend pourquoi. C'est plus de travail, mais c'est drôlement plus efficace», soutient le sergent Lacoursière.

Selon lui, cette façon de travailler apporte plus de satisfaction aux policiers. «On fait enfin un travail positif.»

LIQUIDATION D'INVENTAIRE DE TAPIS

TAPIS COMMERCIAL PREMIÈRE QUALITÉ \$5.99 v car.

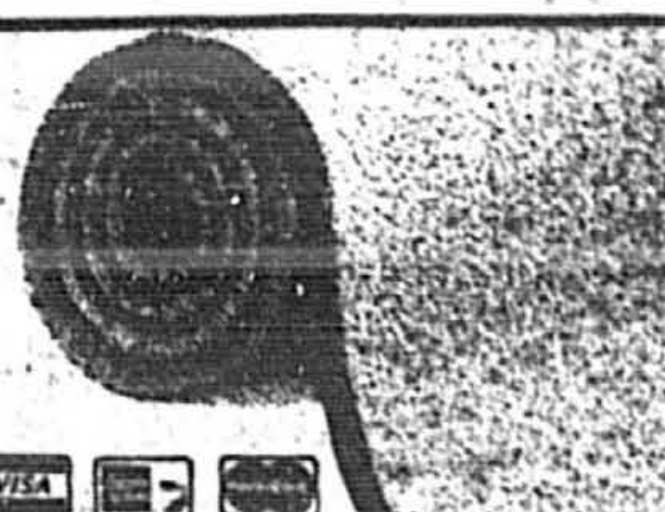
PRÉLART SANS GIRAGE PREMIÈRE QUALITÉ \$8.99 v car.

TAPIS PELUCHE PREMIÈRE QUALITÉ \$9.99 v car.

SUPER CHOIX Balance de rouleaux DE TAPIS



Douglas & Desjardins
● 3856, Côte-Vertu
Ville St-Laurent 336-1234
● 1875, Panama
Brossard 923-1234
Une rue à l'est du pont Champlain.
● 420, Boul. des Laurentides
Pont-Viau, Laval 668-4206



Le BAPE rejette le projet Soligaz d'entreposage de liquides de gaz naturel

ANDRÉ NOËL

Dans un rapport percutant, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) rejette le projet du consortium Soligaz qui consiste, entre autres, à construire un quai et des cavernes pour l'entreposage de liquides de gaz naturel à Varennes, au sud de Montréal.

C'est la première fois que le BAPE se prononce sur un projet industriel d'une telle importance (210 millions). Ses recommandations sont susceptibles de créer beaucoup d'embarras au gouvernement: le premier ministre Robert Bourassa avait endossé le projet lors de la dernière campagne électorale.

Soligaz est composé des sociétés Noverco, Soquip, SNC et de l'entreprise Pétromont. Il projette

depuis longtemps de construire à Varennes des infrastructures pour l'approvisionnement et l'entreposage souterrain de liquides de gaz naturel (LGN): propane, butane et pentane.

Dans son étude d'impact, Soligaz soutenait que son projet pouvait créer 20000 emplois directs et indirects en fournissant du LGN à des prix avantageux pour Pétromont et d'autres industries. Le consortium soutenait que ses travaux allaient avoir peu d'effets néfastes pour l'environnement. Il affirmait que les risques d'une déflagration majeure étaient nuls.

La commission d'enquête du BAPE rejette toutes ces conclusions. Les commissaires estiment que Soligaz a bâclé son étude d'impact et a tenté de camoufler des informations importantes. Ils dénoncent aussi le laxisme du ministre de l'Environnement.

Les risques: «La commission

est en désaccord avec les conclusions du promoteur (sur les risques de catastrophe). Elle considère que son analyse des risques est nettement déficiente. Cette analyse ne permet pas de démontrer qu'il soit virtuellement impossible qu'une fuite de gaz ne puisse être enflammée et s'étendre au-delà des limites de la propriété de Soligaz. Pour la commission, le promoteur a procédé en tronquant la réalité...

«Une seule mesure préventive pourrait permettre de réduire les conséquences d'un accident majeur: éloigner ce genre de projet des zones habitées. Les secteurs résidentiels de Varennes sont situés à environ un kilomètre des futures installations.»

Le BAPE estime que la pénétration de navires-citernes transportant des GPL aussi loin dans le fleuve Saint-Laurent pose de graves dangers. «Un accident maritime pourrait survenir et entraîner des conséquences catastrophiques», écrivent les commissaires dans leur rapport, divulgué hier. Selon le pire scénario, il pourrait y avoir jusqu'à 52500 morts, disent-ils.

Le choix de Varennes: Le BAPE accuse Soligaz de ne pas avoir étudié plusieurs endroits pour construire son projet. «La

démarche suivie par le promoteur pour sélectionner Varennes n'a pas été faite selon les règles de l'art. Les facteurs environnementaux n'ont joué aucun rôle dans le processus de sélection des sites. L'étude d'impact du promoteur n'a servi qu'à justifier a posteriori un site choisi d'avance. Or, ce site pose d'importantes contraintes sur les milieux biophysique et humain.»

Les effets sur l'environnement: La construction d'un quai et de digues dans le fleuve Saint-Laurent aurait de graves effets sur les habitats fauniques, soutient le BAPE. «La zone où s'effectuerait le dragage engendrerait une perte nette de l'habitat de l'esturgeon jaune. La construction des endiguements aurait des impacts majeurs sur le milieu riverain.»

Pour la commission, Soligaz veut construire des digues surtout pour «se débarrasser à bon compte de ses sédiments dragués et de ses matériaux d'excavation générés par le creusement des cavités souterraines.»

Les emplois: Soligaz exagère quand il affirme que son projet pourrait générer 20000 emplois, affirme le BAPE. «L'approvisionnement en liquides de gaz naturel ne ferait que créer une offre pour ces produits. Or, un projet qui ne

fait que créer une offre ne peut avoir de statut causal. Dans cette perspective, le promoteur ne peut pas prendre à sa charge les investissements prévus dans le secteur de la pétrochimie, ainsi que les 20000 emplois qui en découleraient.»

Les commissaires reconnaissent toutefois que l'abandon du projet pourrait menacer 1500 emplois chez Pétromont et d'autres industries.

Le développement durable: Le BAPE soutient que le développement durable semble le dernier souci de Soligaz, un consortium appartenant pourtant en partie au gouvernement.

«À l'aube du 21^e siècle, un projet qui a comme seul objectif de réduire le coût d'approvisionnement des matières premières sans tenir compte des fondements du développement durable et, qui plus est, à l'État comme actionnaire majoritaire est pour le moins dérangeant.»

«Combien de temps encore pourrions-nous agir impunément comme si l'environnement n'avait rien à voir avec l'économie, la santé et le développement?»

Soligaz a promis une réaction pour aujourd'hui. Le ministre de l'Environnement, M. Pierre Para-

dis, a souligné le caractère très critique du rapport. Il a indiqué qu'il allait le soumettre à ses fonctionnaires, puis faire une recommandation au conseil des ministres d'ici l'été.

Le ministre fédéral de l'Environnement, M. Jean Charest, doit aussi se prononcer. Le gouvernement fédéral a juridiction sur la construction des quais dans le fleuve.

Le groupe «Varennes pour y vivre», qui avait réclamé des audiences publiques, a applaudi aux recommandations du BAPE. «Les audiences et les études d'experts commandées par le BAPE ont prouvé que Soligaz n'avait pas fait ses devoirs», a dit un porte-parole, M. Sylvain Gagnon.

«Il n'y a aucune raison de construire tout ça à Varennes quand il existe d'autres endroits. Le BAPE a demandé à Soligaz de compléter ses études, mais le consortium a refusé. Le conseil des ministres doit à son tour rejeter le projet.»

«C'est le gros bon sens qui l'emporte, s'est réjoui M. Christian Simard, directeur de l'Union québécoise pour la conservation de la nature. Le projet était inacceptable. Le BAPE envoie un message clair aux promoteurs: oui au développement, mais dans le respect de l'environnement.»

La STCUM refuse de commenter les contre-propositions syndicales

GEORGES LAMON

STCUM, c'est que nos contre-propositions sont intéressantes.»

Le président de la section locale 1985 et du secteur du transport du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) trouve «assez bizarre le silence des maires de la CUM» à quelques heures de l'assemblée extraordinaire du conseil de la Communauté urbaine de Montréal (prévue pour 19h ce soir) qui prendra connaissance de la situation budgétaire de la Société de transport de la CUM (STCUM). «Les maires seraient-ils tous en faveur des propositions de la STCUM?» s'est demandé M. Maurice Vézina.

Qui plus est, le chef syndical ne croit pas que c'est aujourd'hui que les décisions vont se prendre. Il soutient même que le gouvernement du Québec devrait sérieusement regarder la situation du côté de la STCUM.

Par ailleurs, Maurice Vézina reconnaît qu'habituellement certaines informations filtrent dans le milieu, mais qu'à la suite des dernières contre-propositions syndicales, c'est la consigne de la bouche cousue. «Aucune information ne transpire», a-t-il noté.

«Je suis convaincu que la STCUM est en train d'étudier les façons de nous combattre, a-t-il indiqué à La Presse, hier. Pourtant les solutions honnêtes que nous apportons méritent d'être sérieusement étudiées. D'ailleurs, les rares commentaires que nous avons pu entendre de la part de la

Rappelons que le Syndicat avait rejeté le gel des salaires proposé par la STCUM. En retour, il y est allé de trois contre-propositions à la STCUM: adoption d'une politique de perception plus efficace et plus précise, retour des traitements des cadres à ce qu'il était avant leur nouveau plan d'évaluation, et échanges ou remplacements volontaires en cas d'absence. Ces «réaménagements» pourraient, selon Maurice Vézina, faire économiser 12 millions à la STCUM.

De son côté, la direction de la société de transport refuse, pour le moment, de commenter les contre-propositions faites en fin de semaine dernière par les dirigeants syndicaux pour le redressement financier de la STCUM.

Son porte-parole, M. Michel Leboeuf, a précisé, hier, à La Presse, que les contre-propositions étaient encore trop récentes et ce dossier, «trop chaud». La direction réserverait donc ses commentaires pour plus tard.

Il faudra donc attendre au moins à ce soir pour voir comment les maires des municipalités de la CUM réagiront aux décisions qu'entend prendre la STCUM et quelles orientations futures ils adopteront pour la société de transport.

Deux incendies majeurs dans la nuit d'hier

En l'espace de trois heures, dans la nuit d'hier, deux incendies majeurs ont éclaté à Montréal. L'un d'eux, d'origine criminelle, a presque achevé la destruction de deux écuries désaffectées situées au 316, rue Bridge, dans le sud-ouest de la ville. D'après l'enquête, le feu aurait été allumé sous une passerelle reliant des bâtiments de la Canada Packers dans lesquels étaient gardés auparavant des animaux d'abattoir. Une quarantaine de pompiers ont

mis près de deux heures à maîtriser l'élément destructeur.

Au moment où le feu s'est déclaré, les pompiers montréalais combattaient déjà un important incendie qui faisait rage dans un édifice commercial de la rue Beaver Hall, dans le centre-ville. L'immeuble de trois étages abritant une brasserie et des bureaux administratifs a été lourdement endommagé. On ignore par l'instant la cause de ce sinistre.

Economisez

avec les BMRabais de votre BMRiste

Prix BMR en vigueur jusqu'au 1^{er} juin 1991. Ces prix sont "Payez et Emportez".





3⁹⁹

Ciment-sable "EXPERT BMR"
Sac de 30 Kg.



35⁹⁹

"MAXI GUARD"
Protecteur thermoplastique pour pavage 10 litres.



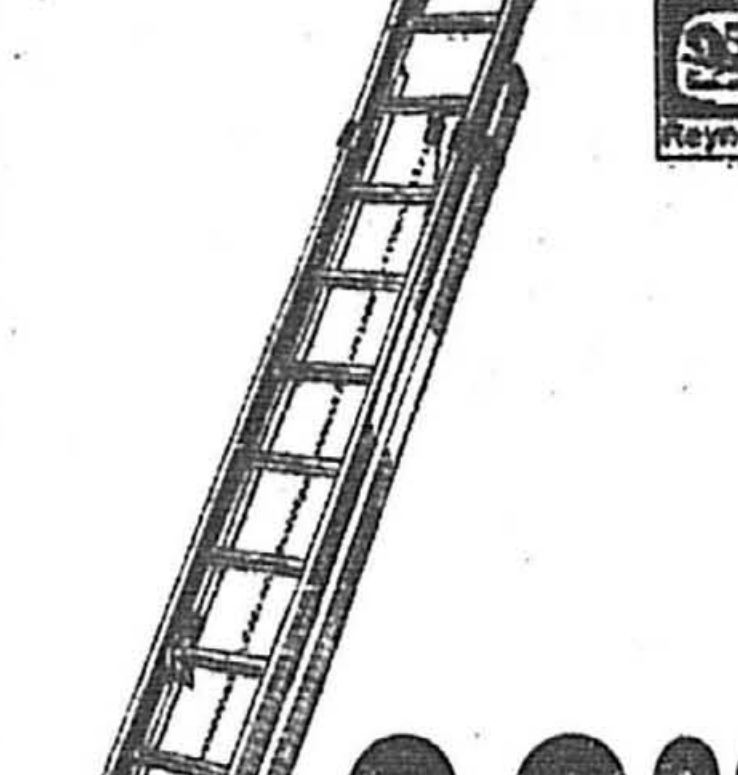
19⁹⁹

Dévidoir pour boyau d'arrosage #CA-150
Qualité supérieure. Capacité de 250 pieds de boyau.



21⁹⁹ Pqt

Laine isolante rose R-12/15"
3 1/2" d'épaisseur.



88⁹⁹

Échelle 24' en aluminium
Usage domestique. Approuvé C.S.A.



15⁹⁹ 3.78 litres

Thompson's Water Seal
Traitement imperméabilisant pour le bois, brique, béton, etc...

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités ou d'offrir des substituts.

- | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|--|---|
| MONTRÉAL
SHEARER FOCK-RUTHERFORD INC.
50, rue Stinson
748-6161 | MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION MANNAN INC.
2451, rue Augustin-Cantin
831-2551 | J.C. PRUD'HOMME INC.
99, rue Principale
Châteauguay
692-9952 | CHARLES GODFRIND INC.
1156, route 344
L'Assomption
559-2201 | MARCEL BELLEVILLE INC.
90, av. du Moulin
Saint-Alphonse-de-Rodriguez
883-2244 | St-JEAN BMR
210, boul. Saint-Joseph-
Saint-Jean
359-1311 | A. MIRON & FRÈRE INC.
135, rue du Marché
Valleyfield
373-8015 |
| CENTRE DE RENOVATION ST-ZOTIQUE INC.
2345, rue Saint-Zotique Est
725-9378 | ERNEST BERGERON ET FILS INC.
500, Notre-Dame
Acton Vale
548-2761 | MARC ROUSSEAU LTÉE
520, boul. Labelle
Châteauguay
688-1170 | PAUL BERTRAND INC.
1155, rue Joliette
Longueuil
874-3577 | G.M. DUFOUR INC.
1163, rue de la Montagne
Saint-Faustin
688-2052 | MATÉRIAUX J.C. BRUNET INC.
3593, chemin Oka
Saint-Joseph-du-Lac
472-7620 | MATÉRIAUX MIRON INC.
230, boul. Montclair-
Langlois
Valleyfield
373-7272 |
| J.E. TREMBLAY LIMITÉE
2291, rue des Ormeaux
351-3410 | D.N. RACINE INC.
2899, chemin de la Rivière
Athletan
264-5533 | F.V. LALONDE INC.
23, route 338
Coteau Landing
267-3539 | J.O. GARREAU INC.
1200, rue Girouard
Marieville
460-4419 | RENOVATION MICHEL TREMBLAY INC.
7000, route 125
Chertsey
682-3636 | EUGÈNE MONETTE INC.
2650, chemin Doncaster
Val-David
322-3833 | |
| NORMAN THOMPSON INC.
6750, BOUL Léger
48, av. Walsley Nord
481-8127 | F.W. JONES & SON LTD.
44, rue Dutch
Beaufort
248-3323 | FLEURANT & FRÈRE INC.
328, boul. Curé-Labelle
Fabreville
625-0711 | GUÉNETTE & FILS LTÉE
550, boul. des
Laurantides
Piedmont
227-2694-95 | GEO. H. DURAND LTÉE
210, rue Saint-Michel
Saint-Emile-de-l'Énergie
886-3854 | | |

VOUS RECHERCHEZ ?

- UNE AUTOMOBILE
- UN RESTAURANT
- UN SERVICE
- UN DÉTAILLANT

RECHERCHÉZ CE SIGLE!



Le symbole de confiance

pour plus d'information
(514) 481-5555

Les gagnants pour 1991 d'après un sondage mené par la firme Crop dans le Montréal métropolitain seront annoncés bientôt.

16 ans plus tard
Alice Quinton rompt le silence.
Un témoignage unique
et nécessaire.

Les enfants de Duplessis

de Pauline Gill

EN VENTE PARTOUT 18.95\$



Un juriste suggère d'instaurer une assurance collective pour les maladies génétiques

CAROLE THIBAudeau
SHERBROOKE

Les pertes économiques entraînées par les maladies génétiques devraient être assumées par l'ensemble de la société, estime M. Pierre Mackay, professeur de droit à l'Université du Québec à Montréal et directeur du Groupe de recherche sur l'informatisation et le droit.

Ce juriste qui est un des artisans du dossier médical informatisé de la future carte santé, a plaidé, hier, en faveur de cette prise en charge collective de notre héritage génétique, «de la même façon qu'on assume collectivement les conséquences d'un accident d'automobile ou, selon un modèle un peu différent, d'un accident de travail.»

M. Mackay participait hier au colloque sur les registres génétiques dans le cadre du 59e congrès de l'Acfas (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences), qui se tient cette semaine à l'Université de Sherbrooke.

«Notre héritage génétique est

bien l'une des choses dont nous sommes le moins responsables, affirme-t-il, encore moins que d'un accident. Nous avons collectivement hérité ce bagage de notre histoire. On devrait prévoir une forme d'assurance-vie, d'assurance-santé et d'assurance-incapacité pour assumer collectivement le risque génétique.»

Dans les faits, les compagnies d'assurances refusent actuellement ce rôle. Au Québec, la personne souffrant d'une maladie génétique est prise en charge médicalement mais pas économiquement.

Pour citer un exemple concret, il y a eu en 1990 l'affaire Audet contre L'industrielle Alliance, une compagnie qui a refusé de verser l'indemnisation d'un assuré atteint d'une maladie génétique. Ce dernier avait «omis» de déclarer sa dystrophie myotonique de Steinherth à l'article «anomalie physique ou mentale». Il est finalement mort accidentellement et la compagnie annulé le contrat pour fausse déclaration. La cour lui a donné raison.

Cet exemple n'est pas lié à l'utilisation d'un registre génétique mais il illustre bien l'intérêt des

assureurs pour les informations génétiques.

La raison d'être des registres génétiques informatisés est de permettre une meilleure médecine ainsi qu'une meilleure prise en charge par eux-mêmes des personnes plus vulnérables à telle ou telle maladie. Certains cancers du sein, du colon, de la prostate de même qu'un excès de gras dans le sang ont un caractère nettement génétique, touchant les individus qui y sont prédisposés.

Une personne qui se sait prédisposée peut adopter des mesures préventives.

Les inconditionnels de l'informatisation centralisée des dossiers médicaux estiment qu'elle permettra de développer de nouvelles formes de gestion et de rationaliser les coûts. L'informatisation est censée réduire les erreurs et du même coup les poursuites contre les médecins traitants.

En plus de ce but médical de base, une foule d'applications est possible pour ces registres: application clinique, d'enseignement, de recherche, de statistiques, d'assurances et de prestations. Les

données peuvent aussi servir à déterminer le montant des taxes ou à apporter des faits constituant une preuve juridique.

Danger

Le danger, lorsqu'on parle de registre réside toujours dans la confidentialité des données et la possibilité d'utiliser ces données pour l'accès à l'emploi ou à l'assurance sans compter les tentatives d'eugénisme.

Il en résulte la nécessité d'adopter une série assez lourde de dispositifs de sécurité. Où placer les écrans pour se prémunir contre les regards indiscrets? Comment communiquer les données tout en les protégeant contre l'interception des lignes de communication?

Un autre aspect important est celui de l'exploitation des données, un phénomène déjà établi chez les compagnies d'assurances nord-américaines, incluant celles du Québec, qui envoient toutes les données au Medical Information Bureau de Boston. Voilà un type de fichier qui illustre la difficulté de protéger les informations sur la vie privée.

Il y a des suicides égoïstes et d'autres provoqués par la honte, selon deux profs

CAROLE THIBAudeau
SHERBROOKE

Il y a des suicides égoïstes et des suicides provoqués par la honte. Les professeurs Jacques Pierre et Eric Volant, de l'Université du Québec à Montréal, ont étudié les lettres laissées par des suicidés en se penchant particulièrement sur leurs dernières volontés au sujet de leur corps.

Au cours d'une communication donnée au 59e congrès de l'Acfas (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences), les deux chercheurs ont décrit différents types de lettres parmi les 102 retenues pour leur étude.

Vingt-quatre des suicidés demandent dans leur lettre un service funéraire, 18 refusent rigoureusement tout service, 25 refusent toute exposition, 50 demandent l'incinération et 17 lèguent leur corps à la science.

«Le suicidé qui refuse toute

exposition prive ses proches de l'effet thérapeutique de cette exposition, explique le professeur Pierre. C'est une personne qui avait de la difficulté à nouer des relations satisfaisantes. Ses sentiments envers autrui sont d'agressivité et de dépendance, ainsi que d'une culpabilité devenue intolérable. Ce suicidé est du type égoïste: il impose aux vivants sa façon de mourir, et le suicidé garde le dernier mot quant au sens de sa mort.»

D'autres suicidés sont mus plutôt par un sentiment très fort de leur peu de valeur et de l'inutilité de leur vie. En donnant leur corps à la science, ils disent accomplir le seul geste utile de leur vie. La grande distance entre leur idéal et la réalité de leur existence, leur procure une honte intolérable qui les entraîne au suicide. Ces personnes demandent parfois, dans leur lettre, un service funéraire important, ce qui cherche à la fois à rétablir les relations avec leurs proches et à avoir enfin de l'importance.

Mme Robillard prône le partage dans la recherche scientifique

Presse Canadienne
SHERBROOKE

Le partage dans la recherche scientifique est devenu une nécessité dans la conception et l'élaboration mêmes des programmations et des montages, surtout dans des collectivités de taille modeste comme le Québec ou dans des communautés linguistiques qui n'occupent pas la première place, même sur la scène internationale.

Voilà le message, livré hier avant-midi, par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, Lucienne Robillard, lors de la cérémonie d'ouverture du 59e congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), qui

réunit jusqu'à vendredi quelque 3000 participants à l'Université de Sherbrooke.

C'est à partir du thème de ces assises, «La recherche scientifique, une richesse à partager», que Mme Robillard a élaboré sur l'importance du partage, concept déjà fortement «partagé» par les membres de l'ACFAS.

Selon la ministre Robillard, le développement de la synergie universités-entreprises ainsi que les défis de liaison et du transfert technologique qui s'y imposent sont devenus des enjeux majeurs. Elle situe cet enjeu de taille dans la concertation au niveau de la conception et la réalisation de programmations de recherche.

Disant appuyer la vision du premier ministre Robert Bourassa quant à la nécessité d'un véritable

contrat social scientifique, Mme Robillard affirme que c'est à l'intérieur de cette nouvelle dynamique sociale que se fera de plus en plus le partage, prôné par l'ACFAS. La ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soutient donc que le contrat social scientifique constitue pour la recherche elle-même une voie obligée de partage et de développement: «C'est dans cette perspective que mon ministère soutient l'action de plusieurs organismes dont la fonction essentielle est d'associer des partenaires dans des actions durables de liaison et de transfert.»

Mme Robillard a précisé que les objectifs du Fonds de développement technologique (FDT) vont également dans le même sens. En l'occurrence, elle entend

bientôt informer les milieux de la recherche sur les conditions auxquelles leurs projets devront satisfaire pour être admissibles au volet deux du FDT.

Elle précise déjà que le partenariat avec l'entreprise et le potentiel de transfert technologique figureront assurément parmi ces conditions. Les projets devront aussi miser sur la synergie entre milieux de recherche et entreprises.

La ministre Robillard a également soutenu que le progrès de la connaissance constitue, en soi, une richesse. C'est pourquoi elle dit partager l'opinion que les ressources allouées à la recherche ne sont pas de simples dépenses, mais un réel investissement, un des plus sûrs qui soient.

Remise de prix

Les cégépiens, une main-d'oeuvre en demande sur le marché du travail

CAROLE THIBAudeau
SHERBROOKE

La main-d'oeuvre cégépienne est particulièrement en demande au Québec dans les secteurs où l'on a besoin d'employés dynamiques, peu revendicateurs et très disponibles.

De nombreux cégépiens travaillent pour des raisons économiques et parfois aussi parce que cette expérience est enrichissante sur le plan personnel, leur prouvant qu'ils ont des aptitudes pour le marché du travail.

Un des conférenciers de l'Acfas, Ronald Gareau, du cégép

Ahuntsic, a rappelé que la participation des jeunes de 15-20 ans au marché du travail atteignait en 1988 un sommet historique, soit 49 p. cent. Des enquêtes dans divers cégéps montraient que ce taux pouvait atteindre les 60 p. cent.

Une autre enquête réalisée l'année dernière auprès de 472 étudiants du cégep Ahuntsic, révèle que cette surcharge de travail entraîne une baisse des résultats scolaires.

Mais elle montre surtout qu'il existe un seuil critique, environ 20 heures de travail par semaine, à ne pas dépasser sous peine de piètres résultats.

Les infirmières de la Saskatchewan rentrent au travail

Presse Canadienne
REGINA

Le retour au travail des infirmières de la Saskatchewan a commencé à se faire hier, après qu'une entente de principe ait été conclue dans ce conflit marqué par l'amertume.

Les infirmières, en grève depuis le 10 mai, tiendront un vote au cours des prochaines semaines sur l'entente d'une durée de deux ans qui leur vaudrait des augmentations de salaire totales de 9,2 pour cent, alors qu'elles demandaient 19 pour cent.

La grève des 5500 membres du Syndicat des infirmières de la Saskatchewan a affecté, pendant 11 jours, une centaine d'hôpitaux de la province.

Plus de 1250 patients ont été retournés chez eux, toutes les interventions chirurgicales — à part celles qualifiées d'urgentes — ont été annulées et les institutions hospitalières ont envoyé quelque 40 patients en état critique en dehors de la province.

Parmi ces patients, la petite

Kristin Fargo, un bébé prématuré qui est décédé dans un hôpital de Winnipeg. Le grand-père de l'enfant est convaincu qu'elle aurait pu être sauvée si l'intervention chirurgicale qu'elle devait subir n'avait été retardée à cause de la grève.

Le président de l'Hôpital général de Regina, Royce Gill, affirme pour sa part que le décès de Kristin, qui a succombé à une infection rénale, n'est aucunement relié à son transfert.

La présidente du syndicat, Pat Stuart, s'est dite heureuse du retour au travail des infirmières, mais demeure amère parce que, selon elle, les syndiquées ont dû faire la grève pour que les négociations avancent.

Mme Stuart a refusé de commenter les augmentations de salaire accordées avant que l'entente ne soit présentée aux infirmières.

Elle a toutefois mentionné qu'elle était satisfaite de certains gains obtenus par le syndicat, particulièrement en ce qui concerne les procédures de renvoi et de rappel.

Un Boeing «frôle» un avion privé dans l'Outaouais

Presse Canadienne
OTTAWA

Le Bureau canadien de sécurité dans les transports a ouvert une enquête afin d'élucider les circonstances entourant un incident survenu lundi dans l'Outaouais, lorsqu'un Boeing et un petit réactionnaire privé se sont «frôlés» à moins de deux kilomètres de distance.

L'incident s'est produit vers 10 h 15, lundi, dans le ciel de Gatineau. L'avion de ligne, un Boeing 727 de la compagnie aérienne First Air, venait de quitter l'aéroport d'Ottawa-Uplands en direction de Frobisher Bay. L'autre appareil, un Cessna Citation, volait à une dizaine de miles au nord de l'aéroport, suivant une trajectoire encore inconnue.

«Nos contrôleurs aériens ont noté la présence de l'appareil qui n'a pas encore été identifié. Ils ont aussitôt prévenu le pilote (du Boeing), qui a signalé avoir un contact visuel avec le petit appareil. Une manœuvre a été effectuée par le pilote du vol 860 de First Air, mais les appareils étaient tout de même à un mille nautique (1852 mètres) de distance latérale et à 200 pieds de distance verticale, ce qui est loin d'être catastrophique», a expliqué, hier, René Mercier, porte-parole de Transport Canada à l'aéroport d'Ottawa.

M. Maurice Vigneault, qui prenait son café sur le balcon de son logement, au quinzième étage d'un complexe d'habitation de Vanier, a suivi les deux appareils et a été témoin de la manœuvre.

«J'ai vu les deux appareils et, soudainement, le 727 a fait un virage serré vers la gauche. C'était évident qu'il s'agissait d'une manœuvre visant à éviter l'autre appareil. Je suis entré et j'ai balayé, avec un petit radio, les fréquences VHF utilisées par l'aéroport. J'ai alors entendu le pilote indiquer aux contrôleurs qu'il avait aperçu l'autre avion à environ 4000 pieds d'altitude et à deux heures, selon le plan de vol qu'il suivait», a expliqué, hier, M. Vigneault au cours d'un entretien téléphonique.

«Il y a des questions sans réponse. Un des avions ne devait pas se trouver là. Est-ce la faute d'un des pilotes, d'un contrôleur incompetent ou d'un manque de communication, je ne sais pas, mais quelque chose n'a pas fonctionné hier» (lundi), a ajouté M. Vigneault.

«Le fait que nos contrôleurs aient localisé l'appareil en défaut et avisé l'équipage de l'avion de ligne démontre au contraire que le système a bien fonctionné», rétorque René Mercier.



SUBARU

La Legacy championne

Meilleure nouvelle berline familiale 1991*

Meilleure nouvelle berline 1990*

MAINTENANT

14 995\$**

SUBARU LEGACY^{SR}

SUBARU VOUS EN DONNE POUR VOTRE ARGENT

- Direction assistée
- Transmission antirecul exclusive
- Rétroviseurs extérieurs électriques
- Volant inclinable avec mémoire

- Freins à disque aux 4 roues
- Support lombaire, siège avant gauche
- Radio AM/FM ETR stéréo (40 W)
- **ET BEAUCOUP PLUS!**

GARANTIE SUBARU 5 ANS/100 000 KM

Détentrice des records mondiaux de vitesse sur parcours de 100 000 km et de 50 000 miles
Première au monde à terminer dans la classe Groupe-N-Rallye safari africain 1990
Grande gagnante du Rallye d'hiver canadien 1991

FAITES L'ESSAI D'UNE CHAMPIONNE AUJOURD'HUI!



SUBARU

Qualité japonaise à un prix abordable

* Attribué par l'Association des Journalistes Automobile du Canada. ** Transport, préparation et taxes en sus.

Economisez 975\$
sur l'ensemble

Options Plus

- Vitres électriques
- Verrouillage électrique portières
- Air climatisé
- Régulateur vitesse
- Cassette stéréo

SUBARU AUTO CENTRE
4032, rue Ste-Catherine Ouest
Montréal
(514) 937-4235

SUBARU MONTRÉAL
4900, rue Paré
Montréal
(514) 737-4441

LACHUTE SUBARU
RR#2
Brownsburg
(514) 562-0262

SUBARU DRUMMONDVILLE
1530, boul. St-Charles
Drummondville
(819) 477-4694

SUBARU VALLEYFIELD
2715, boul. Hébert
Valleyfield
(514) 371-0322

SUBARU VICTORIAVILLE
2110, Notre-Dame Ouest
Victoriaville
(819) 752-9224

CRISTOFARÒ SUBARU
1571, rue Beaubien Est
Montréal
(514) 270-1159

LES AUTOMOBILES BOULEVARD ST-MARTIN
1430, boul. St-Martin, Laval
(514) 667-4960

LEHOUX & SIMARD
450 Jacques-Carrier Sud
St-Jean
(514) 347-6555

SUBARU REPENTIGNY
761, rue Notre-Dame
Repentigny
(514) 585-9950

YVON DUGUAY
560, boul. Fiset, Sorel
(514) 742-0441

SUBARU ST-HYACINTHE
650A, boul. Laurier
St-Thomas-d'Acquin
(514) 773-5262

SUBARU ST-JÉRÔME
2355, boul. Labelle
Lafontaine
(514) 438-7494
Mtl: 437-5186

PRESTIGE AUTOMOBILES
335, rue St-Valier
Granby
(514) 378-2212

SUBARU LONGUEUIL
465, Curé-Poirier Ouest
Longueuil
(514) 677-6361
522-6045

SUBARU DE LA SALLE
1771 Dollard
Ville LaSalle
(514) 368-6363

BOULEVARD AUTOS G.S.
10023, boul. des Hérités
Shawinigan
(819) 539-6906

STE-ROSE SUBARU
171, boul. Labelle
Ste-Rose
(514) 628-3555

SUBARU TROIS-RIVIÈRES
3851, boul. Royal
Trois-Rivières
(819) 375-1611

SUBARU VARENNES
1855 du Souvenir
Varennnes
(514) 652-4979

SUBARU STE-AGATHE
155, boul. Mariv
Ste-Agathe-des-Monts
(819) 326-1600

AUTOMOBILES LAVIGNE
37, rue Ste-Anne
Ste-Anne-de-Belleveue
(514) 457-5327

Disponible

4x4

et

TURBO

Prêt à discuter avec les médecins, Côté ne veut pas retarder l'adoption de sa loi

PIERRE APRIL
Presse Canadienne
QUÉBEC

Le ministre de la Santé et des Services sociaux Marc-Yvan Côté a répété, hier, qu'il est prêt à prendre le temps nécessaire pour discuter avec les médecins et dissiper toutes les craintes que son projet de loi a suscitées dans le milieu médical.

«Si on a besoin de quelques jours ou de quelques semaines pour faire le point avec les médecins, je suis prêt à ce qu'on fasse le travail en tenant compte que le projet de loi 120 doit être adopté d'ici au 21 juin», a déclaré le ministre.

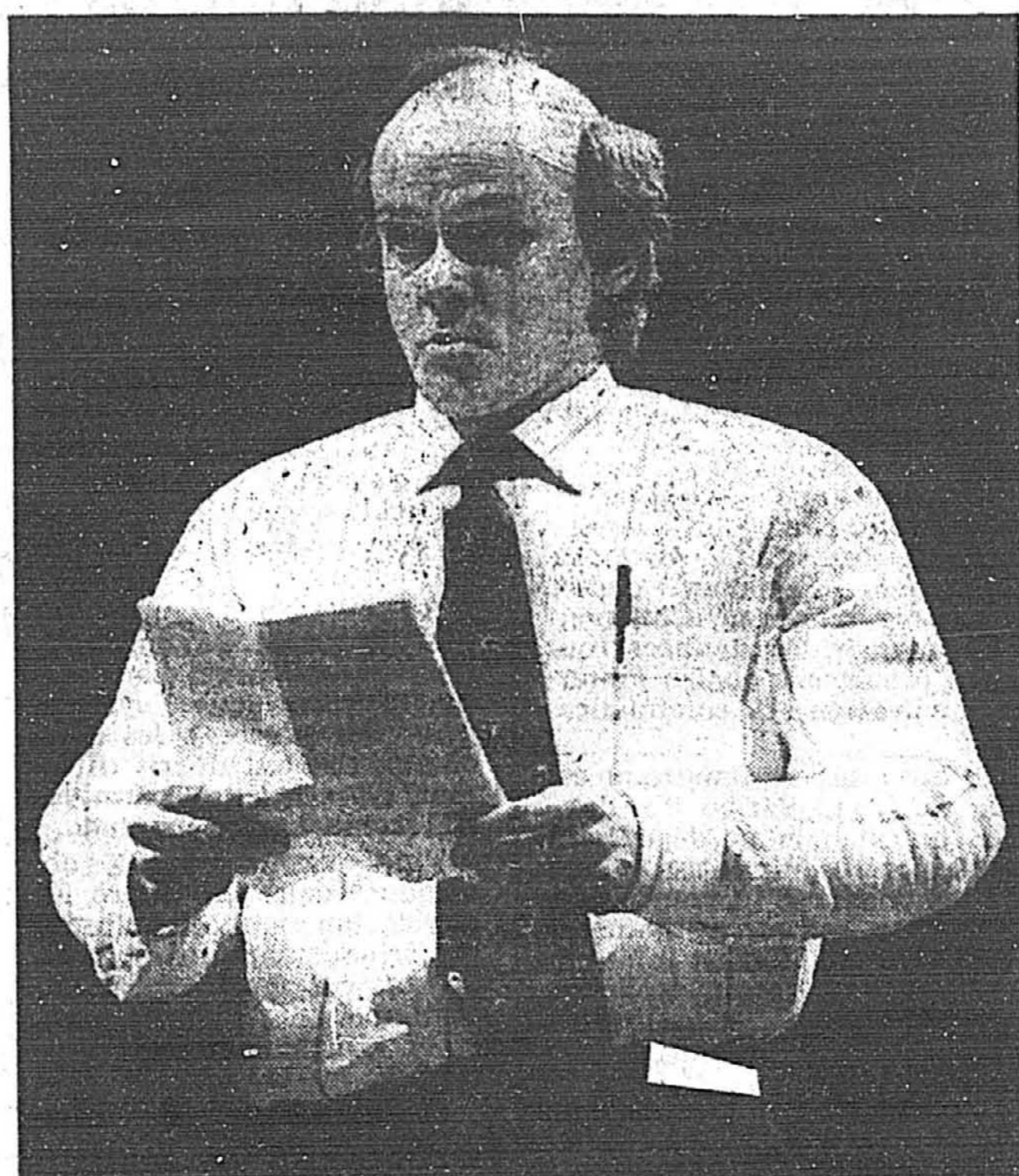
Alors que les médecins — dont 4000 étaient en journée d'étude hier à Montréal — ont juré de faire reculer le ministre, le principal intéressé a encore une fois exprimé sa grande détermination à faire adopter son projet de loi avant les vacances estivales.

«Une chose est certaine, j'ai toujours dit que je voulais faire adopter ma loi avant la fin de la session. Et je le veux toujours», a affirmé M. Côté, qui a expliqué que l'étude des 494 articles du projet de loi 120 se poursuit en commission parlementaire et que des modifications peuvent toujours y être apportées en cours de route.

«On va continuer à travailler sur la bonification du projet de loi, a-t-il précisé, et l'objectif de l'adoption le 21 juin est toujours atteignable.»

Le ministre, qui a rencontré les représentants des médecins vendredi dernier à Montréal, a admis qu'un fossé s'est creusé au cours des 30 dernières années entre les technocrates de son ministère et les médecins, mais qu'il est encore possible de faire disparaître les malentendus.

La semaine dernière, la Conférence des Conseil régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) a demandé au ministre de scinder le projet de loi 120 en reportant à plus tard le débat sur



L'imitateur Pierre Verville a parodié le ministre Marc-Yvan Côté en substituant le «serment du technocrate» au serment d'Hippocrate.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

le financement, le ticket orienteur et l'impôt-service pour ne pas risquer de mettre en péril l'ensemble de la réforme.

Hier, M. Côté a déclaré avoir pris cette option en délibéré. «Le financement est toujours dans le projet de loi, a-t-il dit, y inclus la question de l'impôt-service et du ticket orienteur et le débat se fera en commission parlementaire lorsque nous serons rendus là.»

Les campagnes publicitaires lancées par les médecins au cours des derniers jours accusant le gouvernement de vouloir les écarter des centres décisionnels dans le réseau de la santé n'ont cependant pas impressionné M. Côté.

«On accuse le projet de loi de beaucoup de choses, a-t-il souligné, on a passablement charrié. Il y a dans cela une large part d'exagération et je suis convaincu que ces campagnes ne servent pas les citoyens et les médecins.»

S'il est prêt à «bonifier le projet de loi», le ministre refuse toujours de plier sur les grands principes.

«On ne parle plus du projet de loi 120 tel qu'il a été déposé, mais d'un projet bonifié qui ne devra en aucun temps sacrifier les principes de base, d'abord les citoyens et ensuite les producteurs (médecins et autres) au service de ces mêmes citoyens», a-t-il conclu.

Selon des chercheurs, l'aspirine pourrait être nocive pour les personnes âgées

Une équipe de chercheurs de l'Hôpital juif de réhabilitation de Laval, en banlieue de Montréal, avance que l'augmentation du nombre d'hémorragies cérébrales chez les personnes âgées pourrait être reliée à l'absorption de médicaments visant à éclaircir le sang, notamment l'aspirine.

Cette hypothèse a été soulevée, hier, par l'épidémiologiste Nancy E. Mayo au cours du congrès de l'Association canadienne de physiothérapie. Pour éviter la fréquence d'accidents cérébro-vasculaires chez les 50-64 ans, il a souvent été conseillé de prescrire des anticoagulants, le plus populaire étant l'aspirine.

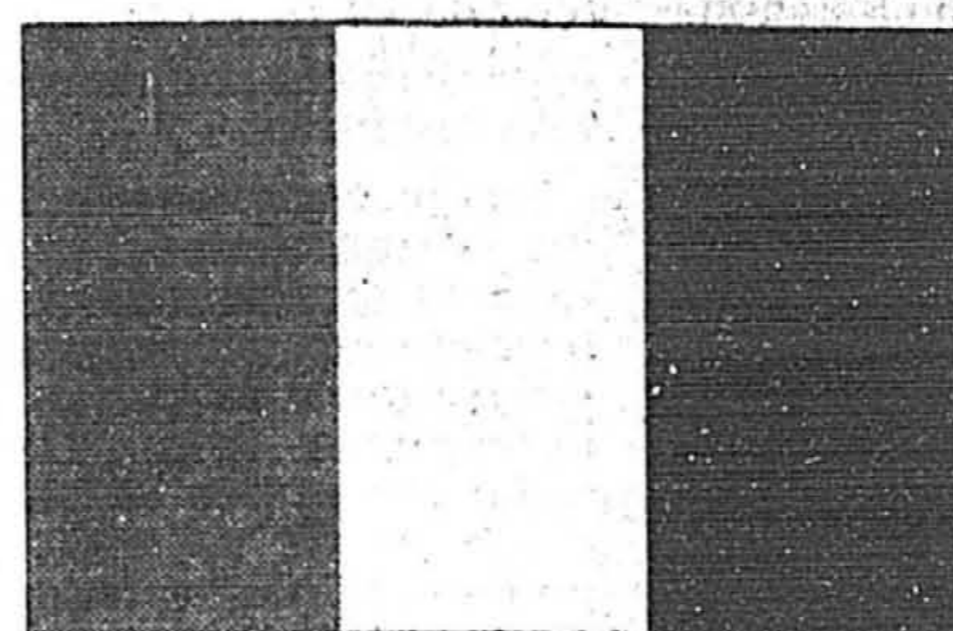
Si l'aspirine peut prévenir les

accidents cardiaques et cérébro-vasculaires chez les 50-64 ans, la prévention de la maladie n'est pas encore au point chez les personnes plus âgées et celles-ci devraient éviter de prendre l'aspirine sans auparavant avoir consulté leur médecin qui aura vérifié leur facteur de coagulation du sang. L'aspirine est connue comme pouvant provoquer des saignements à l'estomac mais aussi au cerveau. Chaque année 10 000 Québécois, surtout des personnes âgées de plus de 65 ans sont victimes d'accidents cérébro-vasculaires. Vingt p. cent des personnes meurent, 50 p. cent sont hospitalisées pour des soins de courte durée avant d'être retournées à la maison, 20 p. cent doivent être

placés en institution tellement leur paralysie est sévère, et à peine 10 p. cent de ces malades peuvent compter sur un programme de réhabilitation.

«Le nombre d'accidents augmente chez les personnes âgées, indique Mme Mayo, et ce fait est troublant parce que la population du Québec vieillit très vite : dans 40 ans, 25 p. cent de la population aura plus de 65 ans. À l'heure actuelle, les physiothérapeutes sont débordés dans les hôpitaux. Le gouvernement devrait se donner des cliniques externes pour améliorer, par la réhabilitation, la qualité de vie de ces gens et pour désengorger ses lits réservés aux maladies chroniques.»

DÈS LE 25 MAI TOUS, CES PAYS VOUS DÉVOILERONT LEURS VRAIES COULEURS



FRANCE



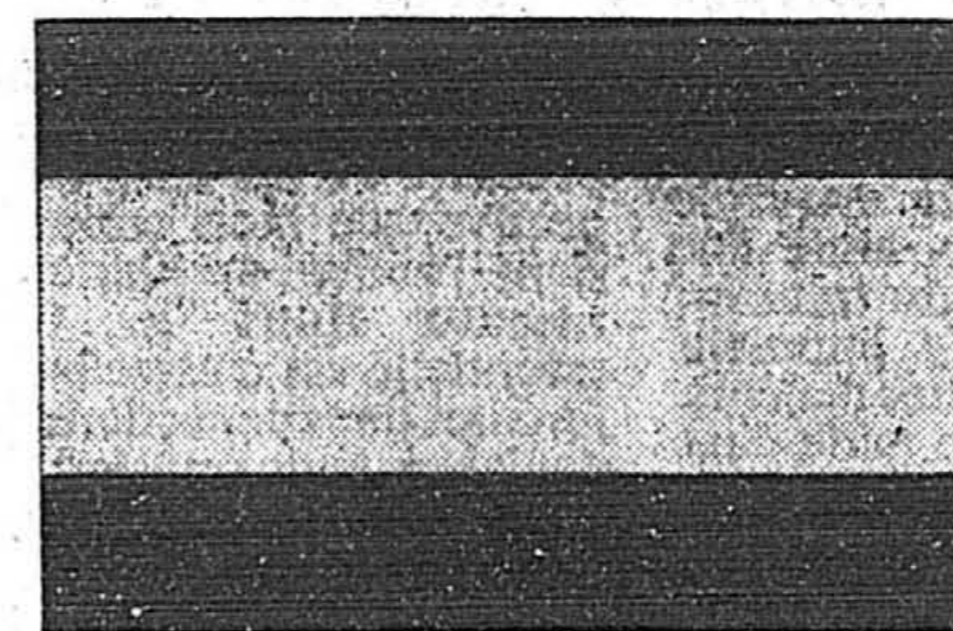
HOLLANDE



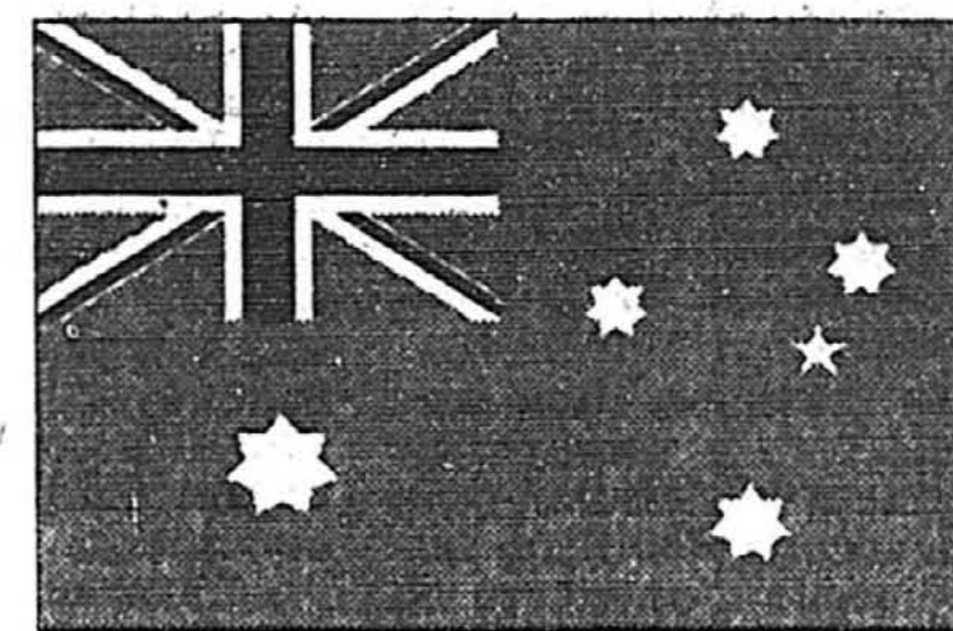
ÉTATS-UNIS



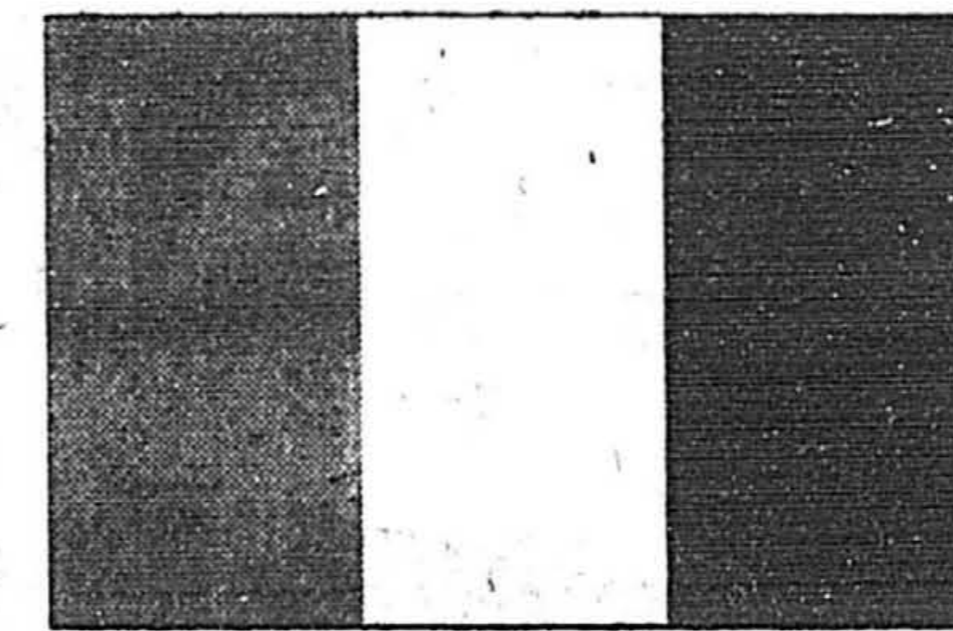
CANADA



ESPAGNE



AUSTRALIE



ITALIE



LA RONDE

Voici la VII^e édition du plus prestigieux concours d'art pyrotechnique au monde !

Dès le 25 mai, les Montréalaises et les Montréalais se rendront à La Ronde admirer et applaudir les plus beaux spectacles pyromusicaux du monde entier. Sept pays rivaliseront de créativité, de finesse et de talent pour charmer le public de Montréal et les juges de ce grand concours international.

Qui remportera le Jupiter d'or, celui d'argent et celui de bronze ? Quelle équipe d'artificiers saura le plus vous éblouir, vous troubler, vous conquérir ? Celle de la France, de la Hollande, des États-Unis, du Canada, de l'Espagne, de l'Australie ou de l'Italie ?

Sept pays passés maîtres en pyrotechnie, sept soirées de compétition « son et lumière », plus un spectacle grandiose pour clôturer ce septième concours de l'International Benson & Hedges Inc.

Le samedi 25 mai : La France
Le samedi 1^{er} juin : Les États-Unis
Le samedi 8 juin : L'Espagne
Le samedi 15 juin : L'Italie

Le mercredi 29 mai : La Hollande
Le mercredi 5 juin : Le Canada
Le mercredi 12 juin : L'Australie
Le mercredi 19 juin : La Ronde

Réservez vos places dès maintenant, car les plus beaux feux sont à La Ronde et pas ailleurs ! Billet de siège réservé (COMPTOIR ADMISSION) : 20,50 \$* Tél. : (514) 522-1245 ou 1 800 361-4595

Tarif pour une journée à La Ronde sans siège réservé pour le feu : Admission (12 ans et plus) : 18,25 \$* Admission enfant (moins de 12 ans) : 8,50 \$* - Admission famille** : 41 \$*

*Toutes taxes incluses
**2 personnes de 12 ans et plus et 2 personnes de moins de 12 ans ou 1 personne de 12 ans et plus et 3 personnes de moins de 12 ans



L'INTERNATIONAL
BENSON & HEDGES INC.
du 25 mai au 19 juin à La Ronde



SI VOUS NE CONNAISSEZ QUE LES HOT-DOGS ET LES POGOS, IL EST GRAND TEMPS POUR VOUS DE DÉCOUVRIR LA VRAIE SAUCISSE.

CHEZ BETTER, nous servons des saucisses européennes qui n'ont rien à voir avec ce que vous connaissez déjà. Ni grasses ni lourdes, elles sont accompagnées de choucroute ou de frites maison et d'un choix d'environ 45 bières importées.

Découvrez un resto délicieusement différent. Et découvrez la vraie saucisse!

BETTER RESTAURANT
SAUCISSES EUROPÉENNES ET BIÈRES IMPORTÉES

POUR DÉCOUVRIR la vraie SAUCISSE. 795\$ OFFRE SPÉCIALE «DÉCOUVERTE DE L'ANNÉE!»

Avec ou sans ce coupon, obtenez une assiette de 3 saucisses (Debreziner, Weisswurst et Schubig) accompagnées de choucroute et de frites maison et de notre bière en fil Better Brau pour 7,95\$ seulement.

Prix régulier 9,95\$ Jusqu'au 30 juin 1991.

MONTREAL
4382, boul. St-Laurent
tél.: 845-4354

1310, de Maisonneuve est
tél.: 523-9632

1430, rue Stanley
tél.: 848-9858

160, rue Notre-Dame est
tél.: 861-2617

5400, Côte-des-Neiges
tél.: 344-3971

BROSSARD
6150, boul. Taschereau
tél.: 443-3992

ST-SAUVEUR
61, rue de la Gare
tél.: 227-9591

Le septuagénaire trouvé mort à Ahuntsic a été assassiné

MARCEL LAROCHE

Le septuagénaire retrouvé sans vie, lundi soir, à l'intérieur de sa résidence d'Ahuntsic, dans le Nord de la ville, a bel et bien été victime d'un assassinat.

C'est ce qu'a démontré une autopsie pratiquée hier, à l'Institut médico-légal de Montréal, sur le cadavre de René Dagenais, un rentier de 71 ans décédé des suites de coups multiples reçus à la tête.

Le vieil homme avait déjà succombé à ses blessures lorsque des membres de sa famille l'ont découvert baignant dans son sang, vers 21 h lundi, gisant sur le plancher du salon de sa maison unifamiliale sise au 240, rue Somerville, dans un quartier résidentiel d'Ahuntsic.

Alertés par l'un des fils de la victime, les premiers policiers de

la CUM ont constaté des marques évidentes de blessures se situant surtout au niveau de la tête.

Comme l'hypothèse d'une chute semblait peu probable pour expliquer cette mort suspecte, les policiers ont immédiatement fait appel à leurs collègues de la section des homicides de la CUM.

Le docteur Roger Michaud, coronar-investigateur de Montréal, s'est également rendu sur les lieux de cette macabre découverte pour entreprendre ses recherches sur la cause probable de la mort du septuagénaire.

Les sergents-détectives Jacques D'Astous et Rodrigue Dionne, travaillant sous la supervision du lieutenant-détective Yvan Gauvreau, des homicides de la CUM, ont passé plusieurs heures à scruter la scène du crime avant que le cadavre ne soit transporté pour autopsie à la morgue de Montréal.

Cette expertise médicale a clairement démontré que René Dagenais, un ex-homme d'affaires ayant longtemps évolué dans le domaine de la construction et de l'immobilier, avait été mortellement frappé à la tête avec un objet contondant.

Quelques heures avant d'être assassiné, René Dagenais avait rendu visite à ses enfants dans les Laurentides, en après-midi, pour ensuite regagner la luxueuse résidence où il vivait seul depuis février dernier.

Le septuagénaire aurait-il surpris des voleurs en rentrant chez lui? C'est à cette question que tenteront de répondre, au cours des prochains jours, les policiers chargés d'élucider les circonstances entourant ce 24e homicide commis depuis le début de l'année dans la Communauté urbaine de Montréal.

La SQ arrête six braqueurs qui ont cambriolé 22 banques en six mois

MARCEL LAROCHE

Six spécialistes du vol à main armée qui auraient récolté une somme globale de plus de 100 000 \$ en dévalisant pas moins de 22 institutions bancaires dans la grande région métropolitaine au cours des six derniers mois, ont tous été appréhendés en moins de 24 heures par les policiers de la Sûreté du Québec.

L'arrestation de ces six individus, dont cinq profitaient d'une libération conditionnelle pour des crimes antérieurs de même nature, a permis aux policiers de découvrir du même coup l'existence de deux gangs évoluant parallèlement dans le même milieu.

Les bandits auraient même cambriolé à tour de rôle, les 13 et 14 mai dernier, la succursale de la Banque Nationale de la petite municipalité de Bellefeuille, près de Saint-Jérôme!

Les enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la SQ de Montréal ont procédé en deux étapes pour mettre le grappin sur ces braqueurs de banques qui frappaient surtout à l'extérieur du territoire de la CUM.

Ce double coup de filet de la SQ s'est d'ailleurs soldé par la capture sans bavure du premier trio de voleurs composé de Christian Rivière, 28 ans, Marc Hallée, 27 ans, et Gilles Duchesneau, 47 ans, tous issus d'une maison de transition de l'Est de Montréal.

Les trois individus ont été surpris par les policiers de la SQ, jeudi soir dernier, au moment où ils s'approprièrent à commettre un vol à main armée dans une institution bancaire de la rue Mousseau, à Joliette. Les policiers ont retrouvé en leur possession un fusil .12 et un pistolet de calibre .32.

Suspecté de 112 vols commis à pied et à vélo

ANDRÉ CÉDILOT

La population de Drummondville et des environs commence à souffrir depuis que les policiers ont mis le grappin sur un individu soupçonné d'avoir cambriolé pas moins de 112 résidences au cours des neuf derniers mois.

Accusé de 18 vols dès le lendemain de son arrestation, René Duval, 30 ans, qui demeure à Grantham-Ouest, a été ramené en Cour du Québec, hier, à Drummondville, pour répondre de 94 autres délits du même genre.

Le suspect, qui a déjà été condamné à trois ans de prison pour des affaires de vols, a été surpris en flagrant délit, jeudi soir, dans une maison de la rue Auguste, à Grantham-Ouest, après avoir été pris en filature par des policiers de la Sûreté du Québec de Drummondville.

Après une enquête conjointe avec la police municipale de l'endroit, les limiers provinciaux ont établi qu'il aurait commis la grande majorité de ses vols — on parle d'une centaine — depuis le début de la présente année.

Selon la police, Duval se déplaçait à pied ou à bicyclette, choisissant ses cibles au hasard dans les différents quartiers de la ville. Assez costaud, il pénétrait dans les maisons en enfonçant une porte. Il s'emparait surtout d'argent liquide ou de bijoux qu'il revendait à bas prix, généralement dans des établissements licencés.

Les enquêteurs n'ont retrouvé qu'une infime partie des biens volés. Les pertes des victimes sont estimées à quelque 100 000 \$.

En février, a-t-on appris, Duval avait été arrêté une première fois par la police de Drummondville après avoir été trouvé en possession de diverses marchandises volées. Accusé de recel, il avait été remis en liberté en attendant la fin de son procès aux Assises d'automne.

Les trois autres voleurs, Daniel Bonnette, 29 ans, Robert Latour, 43 ans, et Serge Denobile, 23 ans, tous de Longueuil, ont été arrêtés vendredi soir par les policiers de la SQ.

Denobile et Latour, deux individus au dossier judiciaire bien garni, ont été interceptés à bord d'une automobile circulant rue Masson, à Rosemont, tandis que Bonnette a été cueilli à son appartement de Longueuil.

Ce dernier groupe de braqueurs de banques aurait surtout été très actif, entre le 11 décembre 1990 et le 14 mai 1991, en s'attaquant à une bonne vingtaine d'établissements situés dans autant de villes de la grande région métropolitaine, dont Longueuil, Beloeil, Saint-Lambert, Saint-Hubert, Saint-Hyacinthe, Varennes, Candiac, Greenfield Park, Deux-Montagnes, l'Assomption, Saint-Eustache et Terrebonne.

Aujourd'hui, j'y regarde à deux fois avant d'acheter.



Chez LUNETTERIE NEW LOOK la politique est tout à fait claire: vous choisissez parmi plus de 3 000 montures dans les plus grandes marques exclusives; vous commandez 2 paires de lunettes complètes, verres et montures, et vous

ne payez que la plus chère des deux. L'autre paire est tout à fait gratuite, qu'elle soit pour vous ou pour quelqu'un d'autre. Chez LUNETTERIE NEW LOOK, une enseigne québécoise, le 2 pour 1, c'est clair, net et sans ambiguïté.

La T.P.S. ne s'applique pas à l'achat de lunettes sur prescription.

MONTRÉAL
Place Versailles
Niveau 2
354-1220

POINTE-CLAIRE
Complexe Pointe-Clair
Angle Trans-Canada
et St-Jean
694-7773

ST-HYACINTHE
1280, des Cascades O.
774-7188

ROSEMONT
2695, Beaubien Est
Angle 3^e Avenue
593-8840

LAVAL
1125, boul. St-Martin O.
Angle boul. Industriel
629-9800

GREENFIELD PARK
901, boul. Taschereau Est
466-2166

ÉGALEMENT À

Sherbrooke
Trois-Rivières
Drummondville
Québec (3)
Chicoutimi
Gatineau
Rimouski (avril 91)



J'suis allé en voyage!



La MPV peut être équipée d'un moteur V6 de 3L, de 2 ou 4RM, de freins à disques assistés à l'avant, de freins ABS à l'arrière et peut accueillir 5 ou 7 passagers.

Climatiseur gratuit* ou rabais de 1500\$.

J'te cré pas.

En MPV 4RM!

Ah ben là j'te cré.

LES CONCESSIONNAIRES MAZDA

VOTRE GARANTIE



L'offre «climatiseur» s'applique sur de nombreux autres modèles Mazda. Voyez votre concessionnaire!
*Climatiseur gratuit ou remise de 1 500 \$ maximum offert sur la MPV. L'acquisition du véhicule doit être effectuée selon l'inventaire disponible chez le concessionnaire dès le 6 mai 1991. (Le climatiseur à double sortie également offert gratis sur la MPV vaut 2 000 \$). Offre de durée limitée qui ne peut être combinée à aucune autre.

Association des concessionnaires Mazda du Grand Montréal.

Albi Automobiles Ltée
3300, boul. Ste-Marie
Masouche, Québec
474-2481-2 J7K 1P5
Ari Auto Inc.
276, boul. d'Anjou
Châteauguay, Québec
692-9600 J6K 1C6
Armand Guérin
Automobiles Ltée
1530, boul. Chomedey
Chomedey, Laval
688-4787 H7V 3N8

Autonor Inc.
2344, boul. Labelle
Lafontaine, Québec
436-8211 J7Z 5T5
Avo Auto Inc.
4815, rue Buchanan
Montréal, Québec
737-7373 H4P 1S4
Blondin Automobiles Ltée
6464, boul. Henri-Bourassa Est
Montréal-Nord, Québec
324-9100 H1G 5W9

Charles Gareau Inc.
10175, rue Papineau
Montréal, Québec
381-3987 H2B 2A1
Désirée Auto Ltée
2815, rue Sherbrooke Est
Montréal, Québec
523-1122 H2K 1H2
Fabreville Auto Inc.
4010, boul. Dagenais
Fabreville, Québec
622-3434 H7R 1L2

Fort Chambly
Automobiles
830, boul. Périgny
Chambly, Québec
658-6623 J3L 1W3
Garage Blanchettes Inc.
900, rue St-Laurent Ouest
Longueuil, Québec
677-6347 J4K 1C5
Jac Auto Lavaltrie
651, rue Notre-Dame
Lavaltrie, Québec
588-4141 J0K J40

Jac Auto Ltée
3612, boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux, Qc
626-8120 H9G 1X1
Lachine Mazda
2895, rue Notre-Dame
Lachine, Québec
637-1153 H8S 2H3
Lacroix Automobiles Ltée
990, route 117
Case postale 1020
Val-David, Québec
322-3937

Le Domaine De l'Auto
P.A.T. Ltée
12210, rue Sherbrooke Est
Pointe-aux-Trembles, Qc
645-1694 H1B 1C7
Mazda de Blainville
738, boul. Labelle
Blainville, Québec
437-8000 J7C 2K2
Mazda 2-20
1, boul. Don Quichotte
Île Perrot, Québec
453-7220 JFV 7X4

Mazda Gabriel
5333, rue St-Jacques Ouest
Montréal, Québec
484-7777 H4A 2C9
Mazda St-Hyacinthe
3190, rue Cusson
St-Hyacinthe, Québec
774-1345 J2S 8N9
Quintin Automobiles Inc.
490, rue Jacques-Cartier Sud
St-Jean, Québec
346-9445/658-9042
J3B 4K9

St-Constant Auto Ltée
48, rue St-Pierre
St-Constant, Québec
632-0700 J0L 1X0

Moi, cet été
c'est mon poulet
que je veux



pas mes
poumons!

Ça, est, je m'inscris
au programme

Cessons
de fumer

La méthode qui a fait ses preuves!

(514) 694-1660



Plus de 400 recenseurs ont prêté serment hier à Montréal.

Le recensement a d'énormes répercussions économiques

Montréal compte sur la participation massive
des résidents pour obtenir ses
quotas-parts des gouvernements supérieurs

CONRAD BERNIER

La présidente du comité exécutif de la Ville de Montréal, Mme Léa Cousineau, exhorte tous les Montréalais et Montréalaises à participer au recensement canadien du 4 juin en affirmant que «les retombées financières de ce recensement sont exceptionnellement précieuses et indispensables pour les administrateurs et les planificateurs qui ont la responsabilité de concevoir et de réaliser le Montréal de l'avenir».

La présidente du comité exécutif a fait cette déclaration, hier, lors d'une cérémonie à l'hôtel de

ville de Montréal, alors que plus de 400 recenseurs ont prêté serment en vue du recensement de Statistique Canada qui se déroulera le 4 juin prochain.

«La Ville de Montréal, a expliqué Mme Cousineau, est avant tout une entreprise de services publics à la population. Pour assurer des services adéquats à plus d'un million de citoyens dans les domaines des travaux publics, de l'habitation, du développement urbain, économique et culturel, des loisirs, il faut planifier, tenir compte des ressources financières et humaines, percevoir correctement les sommes provenant du gouvernement provincial par le biais de programmes de compensation et de subventions calculées au prorata de la population des villes.»

Bref, les chiffres du recensement du 4 juin auront une importance considérable pour les revenus de la Ville de Montréal et de l'État québécois, puisque le nombre de résidents, tel qu'établi par le recensement, servira au calcul de divers types de paiements versés aux provinces par le gouvernement fédéral, ou encore aux municipalités par le gouvernement du Québec.

De même, les retombées financières des divers programmes provinciaux de compensation et de subvention ne sont pas négligeables. Avec le programme de compensations «télécommunications, électricité, gaz», par exemple, le gouvernement du Québec répartit plus de 250 millions entre les villes de la province.

Ainsi, pour chaque tranche de 1000 ménages participant au recensement, la Ville de Montréal reçoit annuellement, en vertu de ce programme, quelque 90000\$. Mais Montréal n'aura droit à ces revenus que si les Montréalais s'inscrivent au recensement du 4 juin. «En fin de compte, conclut Mme Cousineau, être recensé, c'est payant pour les Montréalais et les Québécois.»

Pour la directrice régionale de Statistique Canada, Mme Nicole Montreuil, le recensement de 1991 doit refléter l'évolution démographique de Montréal. Déjà, en 1986, lors du dernier recensement, Statistique Canada décelait des changements majeurs dans les régions d'origine des nouveaux arrivants, et constatait que 32 p. cent d'entre eux venaient d'Asie, dépassant ainsi largement le nombre d'Européens qui s'établissaient à Montréal.

Aujourd'hui, Montréal compte plus de 80 communautés culturelles. Statistique Canada et la Ville de Montréal mettent tout en oeuvre pour les rejoindre afin qu'elles participent massivement au recensement. Le questionnaire du recensement est d'ailleurs offert en 32 langues.

Statistique Canada met aussi à la disposition des communautés culturelles un service d'aide multilingue. De plus, 89 organismes connus sous le nom de centres d'aide pourront aider les membres de ces communautés à remplir leur formulaire.

La Ville de Montréal consacre aussi d'importants efforts à promouvoir une forte participation. Plusieurs centaines de points de service à la population — les BAM, les bibliothèques, les bureaux d'aide sociale — distributeur de la documentation sur le recensement.

2 000 abonnés privés du téléphone à cause d'un vol raté

Presse Canadienne
ROUYN-NORANDA

Environ 2000 abonnés sont toujours privés de téléphone à Rouyn-Noranda où des malfaiteurs ont sectionné des câbles du réseau de Télébec, en fin de semaine dernière, dans le but de neutraliser le système d'alarme d'un grossiste en alimentation. Les voleurs n'ont cependant pas réussi à prendre la fuite avec les cigarettes qu'ils convoitaient même si, afin de créer une diversion, ils avaient aussi lancé un faux appel à la bombe.

«Les cigarettes sont presque devenues une mine d'or», a affirmé l'agent Gilles Larouche, de la Sûreté municipale de Rouyn-Noranda, qui a de plus déclaré que ce genre de vol connaissait une augmentation notable. A un peu plus de 6\$ le paquet, le chargement d'une simple camionnette constitue un butin valant plusieurs milliers de dollars.

Le responsable de l'enquête à Rouyn-Noranda est d'ailleurs en contact avec la police de la région montréalaise où le même scénario, c'est-à-dire des vols associés au sabotage de lignes téléphoniques, se serait répété depuis quelques semaines.

LES AMÉRICAINS TRAVERSENT LA FRONTIÈRE POUR PROFITER DES MÉGA-RABAIS COHOES!

LIQUIDATION DE FIN DE SAISON **90%** RÉDUCTIONS ALLANT JUSQU'À

FEMMES		FEMMES		FEMMES	
ROBES D'ÉTÉ Tricot / style nautique. *ord. 55\$	12\$	T-SHIRTS BRODÉS Très chics. *ord. 45\$	18\$	BLOUSES FLEURIES Tout coton. *ord. 45\$	9\$
LEGGINGS IMPRIMÉS *ord. 30\$	13\$	CHEMISIERS Imprimés & brodés. *ord. 40\$	12\$	BLAZERS Modèles variés *ord. jusqu'à 200\$	30\$-45\$
ROBES EN LYCRA & COTON *ord. 45\$	15\$	CHANDAILS Tout coton. *ord. 65\$	12\$	SOLDE DE SOIE *ord. jusqu'à 120\$	ROBES HAUTS BAS 30\$ 20\$ 20\$
CARDIGANS Tout coton. *ord. 40\$	10\$	PANTALONS MATELOT TOUT COTON *ord. 35\$	3\$	"HOT PANTS" Tout coton. *ord. 40\$	8\$
DÉBARDEURS PURE SOIE *ord. 38\$	10\$	T-SHIRTS TOUT COTON *ord. 12\$	5\$	JEANS Garnis de cuir. CHEMISIERS ASSORTIS. *ord. 55\$ ch.	12\$ ch.
HOMMES		HOMMES		HOMMES	
ENS. COORDONNÉS EN COTON Shorts et hauts imprimés. *ord. 36\$ ch.	12\$ ch.	PANTALONS SPORT EN COTON Style rugby. *ord. 45\$	8\$	POLOS Tricot Lacoste ou interlock en coton. *ord. 28\$	9\$
SHORTS AVEC CEINTURE Tout coton. *ord. 36\$	12\$ ch.	CHEMISES EN RAYONNE Manches courtes / imprimés ou rayures. *ord. 38\$	12\$	CHEMISES BLANCHES À MANCHES COURTES *ord. 35\$	7\$
CHEMISES FLEURIES EN COTON *ord. 45\$	12\$	CEINTURES EN CUIR *ord. jusqu'à 40\$	6\$ ch.	CHEMISES TOUT COTON Manches courtes / 2 poches *ord. 40\$	12\$

*prix de vente suggéré par la concurrence

Tous nos magasins n'offrent pas nécessairement le même choix

OUVERTS LE DIMANCHE
Les dimanches, au Complexe Pte. Claire, au 409, Notre Dame O., aux Centres Le Bazar et Côte St. Luc on vend des "chiffons" et des vêtements neufs.

11 POUR 11

Apportez vos vêtements usagés!
Nous offrons un rabais de 1\$ contre chaque livre de vêtements que vous apporterez.
(limit de 10lb. par client.)

Fabricant et Importateur
de prêt-à-porter de qualité pour hommes et femmes

409, rue Notre-Dame O.
OUVERT 7 JOURS
TOUT À 10\$

Visitez les comptoirs Cohoes "TOUT À DIX" où rien ne coûte plus de 10\$! Au 409, Notre-Dame O. 2e étage (ouvert 7 jours) et au 36, Ste-Catherine O. seulement!

Cohoes

Décès du photographe Gaby

Ses photos «pensaient et nous parlaient»

JEAN-PIERRE BONHOMME

Gaby, photographe, n'est plus! Il s'est éteint lundi soir à Montréal, à l'âge de 65 ans, à l'hôpital Général. Il était atteint d'un cancer du foie.

Quel Québécois adulte ne se souviendra de ce prénom?

Gaby, avec son art d'approcher et de flatter les grands de ce monde, tant ici qu'à l'étranger, a toujours été très présent dans notre inconscient collectif.

La magie de ses photos expressives du premier ministre Duplessis, du cardinal Léger et du maire Drapeau y était pour quelque chose. Le sourire qu'il a donné au général de Gaulle; la forte présence qu'il accordait aux vedettes de cinéma d'Hollywood, aussi.

Gabriel Desmarais, de son nom tout au long, se trouvait donc, avec Yousuf Karsh, d'Ottawa, à la tête du peloton de nos portraitistes. Le magazine de *La Presse*, dans les années soixante, en profitait abondamment du reste.

Gaby vivait à Montréal avec sa femme, Lorraine, depuis cinq ans. Il était alors revenu de ses longs périples à travers le monde. *La Presse* annonçait, le 21 juillet 1978, que Gaby partait pour Beverly Hills. Il s'en allait colliger ses photos de vedettes. Il s'est installé par la suite à Monaco avant de revenir au Québec.

C'est justement à Hollywood, que la carrière de Gabriel a démarré. Cecil B. de Mille, le fameux producteur, avait fort apprécié la photo que l'artiste avait faite de lui. Il lui avait par après ouvert les portes du vedettariat.

Gaby avait trois enfants dont deux filles, Norma et Evelyn. Son fils, Ronald, nous rappelle que le



Gaby (Gabriel Desmarais) a photographié les plus grands de ce monde, tant au Québec qu'à l'étranger. On le voit ici, en 1954, au cours d'une séance avec le premier ministre, Maurice Duplessis.

meilleur témoignage de la valeur des oeuvres de Gaby vient de Jean Cocteau.

Les travaux des grands photo-

graphes, écrivait un jour Cocteau, sont des «miroirs qui pensent». Ceux de Gaby ont une qualité supplémentaire: «ils parlent».

MARIE-VICTORIN
pour
une formation
de qualité

**Vous désirez
travailler auprès
des personnes
âgées ?**

Le Collège Marie-Victorin offre une formation en gérontologie favorisant une meilleure compréhension du vieillissement.

Ce programme vous permettra aussi d'intervenir directement auprès des personnes âgées au cours d'un stage pratique qui fait partie de votre formation.

ENSEIGNEMENT AUX ADULTES

RENCONTRE D'INFORMATION

328-3800

OU

325-0150

Le mardi 28 mai 1991
de 14 h à 20 h

au campus centre-ville
550, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (métro McGill)

Les cours sont offerts

- au 7000, rue Marie-Victorin, Montréal (jour et soir)
- au 550, rue Sherbrooke Ouest (jour et soir)
- au Centre Véronneau
365, rue St-Jean, Longueuil (jour seulement)

Le Collège Marie-Victorin offre également des cours aux adultes de 18 ans et plus qui désirent compléter leur D.E.C. en formation générale ou professionnelle.

C O L L È G E
MARIE-VICTORIN

MARIE-VICTORIN
pour
une formation
de qualité

**50 ANS
ET PLUS ...**
l'âge
des nouveaux défis

Le Collège Marie-Victorin a pensé aux personnes de 50 ans et plus qui désirent relever de nouveaux défis. Il leur offre des programmes de formation et des cours adaptés à leurs besoins qui leur permettront de réussir en beauté ce nouveau départ vers une vie intellectuelle active et enrichissante.

ENSEIGNEMENT AUX ADULTES

RENCONTRES D'INFORMATION

328-3800

OU

325-0150

Le mardi 28 mai, de 14 h à 20 h
Centre-ville (métro McGill)
550, rue Sherbrooke Ouest
Montréal

Le Collège Marie-Victorin offre également des cours aux adultes de 18 ans et plus qui désirent compléter leur D.E.C. en formation générale ou professionnelle.

Les cours sont offerts à Montréal, Longueuil, Brossard, Saint-Jean-sur-Richelieu et Laval.

Le jeudi 30 mai, de 13 h 30 à 16 h
767, rue Bélanger Est, Montréal
(métro Jean-Talon)

C O L L È G E
MARIE-VICTORIN

HYUNDAI

L'HEURE "H" A SONNÉ!



SONATA 91

11995\$*

QUANTITÉ LIMITÉE



Sonata GL



Excel L de base 3 portes

EXCEL 91

6995\$*



Fabricant automobile de l'année

Emission 'Driver's Seat' du réseau anglais de Radio-Canada

Venez voir pourquoi!

*P.D.N.E. pour la Sonata GL 1991 (12 995\$ moins remboursement de 1 000\$ remis aux concessionnaires) Excel L de base 1991 (7 995\$ moins remboursement de 600\$ remis aux concessionnaires) TV.P., T.P.S., transport, immatriculation et préparation en sus. Excel en quantité limitée. Édition spéciale Excel exclue de la promotion. Renseignements sur les frais de transport et préparation chez votre concessionnaire participant. Pour un temps limité.

Qualité
La qualité des voitures Hyundai découle de l'attention apportée au moindre détail de fabrication.
La qualité engendre la confiance
Garantie de base limitée, pare-choc à pare-choc, 3 ans/60 000 km, 5 ans/100 000 km sur les composantes principales.

Équipement
Presque toutes les rivales des Excel et des Sonata vous coûteront des milliers de dollars de plus si vous les équipez des mêmes accessoires.

VOS PARTENAIRES
HYUNDAI

On n'a pas fini de vous étonner

ADRESSES DES CONCESSIONNAIRES HYUNDAI

QUEST
Safari Automobiles Inc.
300, rue Lafleur
LaSalle 364-3124
Automobiles Ulsan Ltée
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702
Jaykol Hyundai
133, 1ère avenue
Ile Perrot 453-6363
Jean-Talon Hyundai
3900, Jean-Talon ouest
Montréal 733-0026
SUD
Les Automobiles
Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

Automobiles Corée
Longueuil Ltée
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080
Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 443-8557
Hyundai Rive-Sud
34, boul. Taschereau
LaFrenaye 444-4244
Moteurs Châteauguay
83, St-Jean-Baptiste
Châteauguay 692-9630
NORD
Chamedey Hyundai
2480, boul. Curé-Labelle
Chomedey 682-6000

Les Automobiles Gagné
et Deschamps Inc.
275, rue Belhays
Lachute 562-7935
Desnoles Hyundai
1237, boul. des Laurentides
Laval 668-6393
Hyundai Rive Nord
1990, chemin Gascon
St-Louis-de-Terrebonne
471-7669
Excellence St-Eustache
Hyundai
885, boul. Arthur-Sauvé
St-Eustache, 974-0440

Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. des Laurentides
Saint-Antoine 432-4252
Hyundai de Lanaudière
1165, de Lanaudière
Joliette 759-7669
EST
Pointe-aux-Trembles
Hyundai
12150, rue Sherbrooke est
Montréal 645-2233

Coteaux Hyundai
5187, avenue Papineau
Montréal 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre-Dame
Repentigny 582-3182
Métropolitain Hyur dal
4352, Métropolitain est
Montréal 374-9110
Excellence Hyundai
1250, boul. Marie-Victorin
Tracy 743-1244

HYUNDAI
L'achat intelligent!

Les circulaires des grands de l'alimentation remplacées par l'électronique?

MICHEL VAN DE WALLE
de la Presse Canadienne

Trois des quatre grandes chaînes d'alimentation québécoises participeront à l'automne à une expérience avec Vidéotron qui pourrait conduire au remplacement des circulaires imprimées par des circulaires électroniques. Le président et chef de la direction de Vidéotron, André Chagnon, a indiqué hier que 35 000 foyers d'une communauté de la région de Montréal recevraient le système Vidéoway afin de participer à l'étude.

«Les grandes chaînes veulent

vérifier si une circulaire électronique pourrait remplacer les circulaires écrites distribuées aux portes chaque semaine», a déclaré M. Chagnon à l'issue d'une allocution devant le Canadian Club de Montréal. Il a souligné que les circulaires imprimées coûtent 110 millions par année aux grandes chaînes.

Il n'a pas voulu préciser dans quelle localité se tiendrait cette opération, se contentant de signaler que ce serait une «collectivité facilement identifiée» de la région de Montréal. Les gens non abonnés au câble le seront gratuitement et seront équipés du décodeur vidéo.

Actuellement, quelque 80 000 unités de ce décodeur sont installées à Montréal et dans la région de Québec, depuis un peu plus d'un an. M. Chagnon reconnaît qu'au cours de cette même période, il y a eu aussi environ 15 000 débranchements.

Vidéotron se prépare également à l'implantation de la télévision à la carte. Le câblodistributeur continuera d'offrir un service de base mais à moindre coût et l'abonné qui voudra utiliser un canal spécialisé pour visionner par exemple un film ou une partie de baseball se verra facturer en fonction de l'utilisation. Il a précisé que le service à la carte

devrait être disponible à compter de juin.

Selon M. Chagnon, depuis l'implantation de vidéoway, la télévision payante a connu une croissance de clientèle de 30 pour cent. Le nombre d'appels aux services d'entretien de Vidéotron a diminué de 12 pour cent tandis que le taux de débranchement aurait diminué de 73 pour cent.

Une étude réalisée par l'Université de Montréal et citée par M. Chagnon révèle que le choix entre trois films est le service le plus utilisé par les abonnés de vidéoway, 90 pour cent de la clientèle ayant déclaré s'en prévaloir. Viennent ensuite les services de

vidéotexte et la télé interactive qui sont utilisés dans 72 pour cent des foyers.

Et parmi les services de vidéotexte offerts par vidéoway, ce sont les jeux qui recueillent la faveur des abonnés, avec un taux d'appréciation de 48 pour cent. Puis ce sont les services de météorologie ainsi que les résultats de loterie, avec 13 pour cent d'intérêt respectivement.

Les jeux font-ils semblant de

mordus puisque la moyenne d'utilisation de ce service est de quatre heures et 55 minutes par semaine. Vient ensuite loin derrière le service d'astrologie, utilisé néanmoins en moyenne de 55 minutes par semaine. Au total, les abonnés utilisent le système vidéoway pendant près de sept heures chaque semaine. M. Chagnon se félicite de ce taux d'utilisation, qu'il a comparé aux 58 minutes par mois pour le Minitel en France.

Les producteurs de cigarettes partent en guerre contre Ottawa

Presse Canadienne
OTTAWA

Les producteurs de cigarettes lanceront prochainement une campagne de protestation contre les hausses de taxes sur les cigarettes.

Les fumeurs trouveront bientôt dans leurs paquets de cigarettes une petite carte qu'ils pourront remplir et envoyer sans frais au premier ministre Brian Mulroney, a annoncé le Conseil canadien des manufacturiers de tabac. Mais le Conseil canadien sur le tabagisme et la santé estime que cette campagne est illégale. Selon le directeur de l'organisme, M. Vitor Lachance, insérer des cartes dans les paquets de cigarettes contrevient à la Loi sur le contrôle des produits du tabac qui régit la publicité sur les cigarettes.

La loi dit que les paquets de cigarettes ne peuvent contenir des informations qui n'ont pas été préalablement approuvées par le gouvernement fédéral, explique M. Lachance.

«Ils (producteurs de cigarettes) n'ont tout simplement pas le droit d'écrire des choses sur les paquets, souligne M. Lachance. Ils semblent prêts à contrevioler la loi dans leur propre intérêt.»

Le gouvernement fédéral et plusieurs provinces ont annoncé dernièrement des hausses de taxes sur le tabac faisant grimper le prix des paquets de cigarettes d'environ 30 pour cent. On prévoit que ces augmentations de taxes réduiront de 10 pour cent la consommation de cigarettes.

Le président du Conseil canadien des manufacturiers de tabac, M. Bill Neville, affirme que «les fumeurs ont contacté les compagnies de cigarettes pour protester contre les hausses de taxes sur le tabac dans les récents budgets gouvernementaux».

Il déclare, dans un communiqué, que ces cartes adressées au premier ministre Mulroney, «se veulent avant tout un message à tous les gouvernements et politiciens, fédéraux et provinciaux, pour dire que les fumeurs en ont assez».

Environ 50 millions d'encarts seront distribués dans le cadre de cette campagne, qui coûtera deux millions de dollars.

Selon M. Neville, dans certaines provinces, les taxes représentent jusqu'à 75 pour cent du prix du paquet de cigarettes. Un fumeur qui brûle 20 cigarettes par jour, dépense environ 1 300 \$ par année en taxes, ajoute-t-il.

Parrot accuse des anciens membres du Syndicat des postiers de faire du maraudage en sous-main

Presse Canadienne
OTTAWA

D'ex-membres du syndicat des facteurs, aujourd'hui disparu, seraient derrière la vaste campagne de maraudage lancée auprès des membres du Syndicat des postiers du Canada par un syndicat international.

Le président du SPC, M. Jean-Claude Parrot, a porté ces accusations hier, imputant la campagne organisée par la Fraternité internationale des ouvriers en électricité à de «mauvais perdants», anciennement à la direction de l'Union des Facteurs du Canada.

En 1989, l'Union des facteurs a été amalgamée au syndicat des postiers, qui représente 46 000 syndiqués, à la suite d'une décision du Conseil canadien des relations du travail. Depuis, le syndicat des facteurs a tenté de se rebeller contre sa nouvelle direction, mais il a échoué.

En conférence de presse aux bureaux du syndicat, M. Parrot a affirmé hier que d'ex-membres du bureau de direction de l'Union des facteurs appuyaient la campagne de maraudage dans l'espoir de récupérer leurs postes.

Et selon lui, la Fraternité des ouvriers en électricité a désespérément besoin de recruter de nouveaux membres, à cause des nombreux départs qui ont clairement ses rangs au profit de syndicats affiliés au Congrès du travail du Canada. «Ils veulent leur revanche et je pense qu'ils s'imaginent que le SPC est une bonne cible», a-t-il lancé.

Le syndicat des travailleurs en électricité, qui a son siège à Washington, compte 64 000 membres au Canada. Il s'agit du plus grand syndicat affilié à la Fédération canadienne du travail.

Le président de la section locale 2228 du syndicat des ouvriers de l'électricité, Gary Meyers, affirme que le SPC n'a pas bien défendu les intérêts de ses membres, et que le mariage forcé des facteurs et postiers a engendré des rivalités internes, au détriment de la défense des droits des syndiqués.

Le syndicat de Washington doit obtenir l'adhésion de 50 pour cent des membres du SPC, plus un membre, pour forcer la tenue d'un vote qui déterminera qui représentera l'ensemble des syndiqués des postes au pays.

Des économies à coup sûr

PRIX PAYEZ ET EMPORTEZ en vigueur jusqu'au 1^{er} juin 1991

Cooper
Gant de frappeur Franklin. Conçu pour les pros. Gant durable d'excellente qualité.
Aussi disponible: Gant de frappeur Easton, en Cabretta et Spandex. Très souple et résistant... \$3.95

Bâton 511. Nouveau bâton révolutionnaire pour la balle-molle. Léger et puissant, aluminium Easton.

69⁹⁵

49⁹⁵

29⁹⁵ JUNIOR

39⁹⁵ JUNIOR

Mizuno

mitre

excellence sport

- MONTRÉAL ET LES ENVIRONS
- JOLIETTE: JULIETTE SPORT MODE, 153, rue Lapize Sud (514) 759-1615
 - ST-BRUNO: SPORTS BOUT-ST-BRUNO, 1484, MONTARVILLE (514) 441-1484
 - ST-JEAN-SUR-RICHÉLIEU: ROBERT SPORTS, 223, rue St-Jacques (514) 347-6533
 - ST-HYACINTHE: GÉRARD LALINE, 15845, rue St-Louis (514) 773-6534
 - L'ÉPIPHANIE: FREDERICK PIERRE SPORTS ENR., 134, Notre-Dame (514) 588-5121
 - BEDFORD: ROBERT SPORTS, 1702, route 235 (514) 248-3374
 - ST-FRANÇOIS-DE-LAVAL: ROCHE SPORTS, 600, montée du Moulin (514) 665-3737
 - VALLEYFIELD: LAVIGNE SPORTS, 221, Madon (514) 371-1633
 - ST-CONSTANT: SPORTS ROUSSILLON, 77A, St-Pierre (514) 638-5927
 - ST-JEROME: DEMERS SPORTS, 670, St-Georges (514) 432-4658
 - BOISBRIAND: DEMERS SPORTS, 359, Chemin Grande-Côte (514) 437-8844
 - FARREVILLE: DEMERS SPORTS, 3124, boul. Dagenais Ouest (514) 625-1322
 - CRAUTREE MILLS: J.B. SPORTS, 49, St-Rue (514) 754-2322
 - MONTRÉAL: GRATTON SPORTS ET CAMPUS 1978 INC., 1982, rue Ste-Catherine Est (514) 524-3671
 - CHIROUGAMAU: CENTRE ZMRC, 191, St-Rue (418) 748-2137
 - OUTAOUAIS: LAC DES ECORCES: ROYALME DES SPORTS, 103, boul. St-François (819) 585-2242
 - HULL: DUBUAY SPORTS, 400, boul. Tache (819) 771-3512
 - L'ANNONCIATION: LE COUREUR DES BOIS, 170, Principale Sud (819) 275-1242
 - CENTRE DU QUÉBEC: VICTORIANVILLE: HERO SPORTS, 236, Notre-Dame Est (819) 762-6331
 - ASBESTOS: SPORTSEC, 525, 1^{re} Avenue (819) 879-2568

MAÎTRISE EXCEPTIONNELLE

Ottawa et des camionneurs indépendants ne réussissent pas à s'entendre

Presse Canadienne
OTTAWA

Le gouvernement fédéral et un groupe de camionneurs indépendants n'ont pu parvenir à s'entendre hier sur les moyens à prendre pour aider les routiers à demeurer en affaire.

Le ministre des Transports, Jean Corbeil, a déclaré que des rencontres additionnelles ne donneraient que peu de résultats aussi longtemps que les camionneurs refuseront de participer aux études sur les problèmes de concurrence avec les États-Unis.

Mais M. Don Wood, porte-parole des camionneurs indépendants, affirme que la coalition de propriétaires de camions et de camionneurs qui discute avec le gouvernement «ne nous représente pas; ils ne veulent tout simplement pas écouter nos problèmes».

Les routiers indépendants conduisant des camions de marchandises et transportant du gravier continueront leur manifestation devant le Parlement tant que le ministère des Transports n'aura pas laissé entrevoir une lueur d'espoir afin de sauvegarder les emplois, a affirmé M. Wood.

Les manifestants affirment qu'ils ne peuvent concurrencer les camionneurs américains à cause du coût élevé de l'essence, des camions et des assurances. Selon eux, les taxes sur l'essence décréées par les gouvernements fédéral et provinciaux, la TPS, le libre-échange et la déréglementation sont la source de leurs difficultés.

Plus tôt dans la journée, le ministre des Transports a rencontré le président de la coalition nationale, M. Pierre Miller, qui représente, en principe, ceux qui possèdent ou louent des camions ou travaillent à contrat pour des compagnies.

M. Miller a déclaré que les membres de la coalition ont les

mêmes préoccupations que ceux qui protestent sur la Colline parlementaire.

Mais le ministre Corbeil dit que les demandes des camionneurs changent constamment et sont de plus en plus exigeantes, parce qu'ils n'ont pas de représentants officiels qui peuvent parler en leur nom. «Chacun veut donner sa propre opinion sur la question», déclare-t-il.

M. Corbeil estime que les camionneurs devraient retourner au travail. «Ils doivent se rendre compte que nous étudions leurs problèmes», a-t-il déclaré à la suite d'une rencontre avec M. Wood. «Ils doivent aussi se rendre compte qu'il n'y a pas de solution rapide à leurs problèmes.»

Cambrioleurs en culotte courte

Agence France-Presse
LONDRES

Un gang de quatre cambrioleurs âgés de 3 à 8 ans ont dévasté une école pour s'emparer de crayons de couleur et de stylos, a révélé hier la police d'Alnwyck, en Écosse.

Les cambrioleurs en herbe ont été arrêtés la main dans le sac par

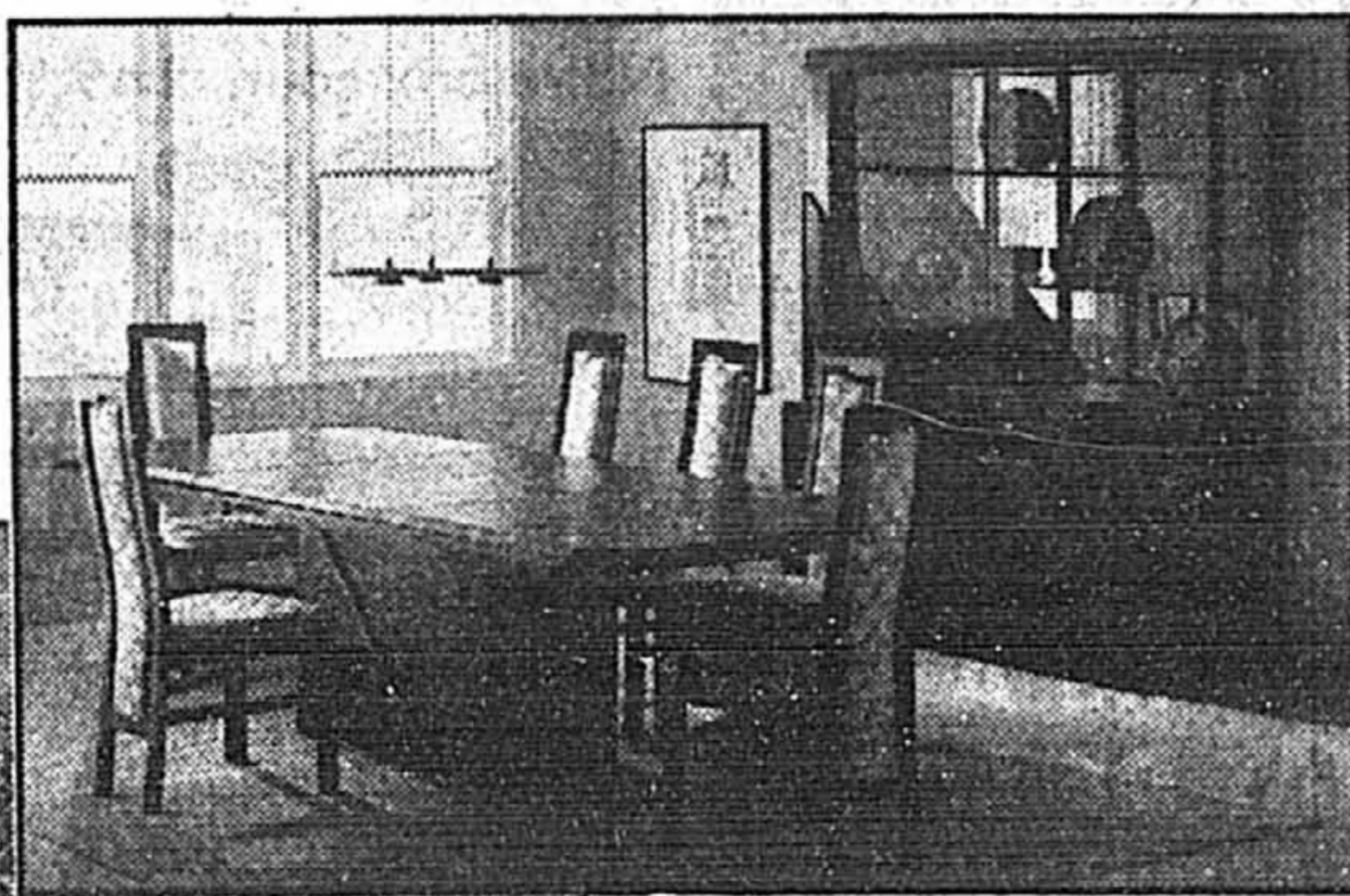
le gardien de leur école primaire. Ils avaient eu le temps de renverser du sable dans les classes, de casser des vitres et des portes et de mettre en pièce les travaux réalisés par les 80 élèves de l'école.

«Les enfants ont été grondés devant leurs parents, mais c'est tout ce que nous pouvons faire, parce qu'ils n'ont pas l'âge de la responsabilité criminelle», a déclaré un porte-parole de la police.

FAILLITE DE 2 MILLIONS

Nous devons quitter les lieux dans 3 semaines
AMEUBLEMENT DORION

CARRIER
JUSQU'À 50%*



KROEHLER
JUSQU'À 50%*

LIQUIDONS EN BAS DU PRIX COÛTANT
1 SEUL ENDROIT — 4 ÉTAGES DE MEUBLES ET D'APPAREILS ÉLECTROMÉNAGERS DE MARQUES CONNUES

LA TPS EST INCLUSE DANS NOS PRIX

*JUSQU'À 50% DE RÉDUCTION DU PRIX DE DÉTAIL

127, boul. Harwood, Dorion
Lundi, mardi, mercredi, samedi 9 h à 18 h,
jeudi, vendredi 9 h à 21 h.

MONTRÉAL DORVAL DORION
AUTOROUTE 20 OUEST
20 MINUTES DE MONTRÉAL

FAILLITE • FAILLITE • FAILLITE • FAILLITE • FAILLITE

ST-HUBERT

UN QUARTIER PARTIELLEMENT BOISÉ, À L'ÉCHELLE HUMAINE... D'UN CHARME INSOUFFRABLE!



111 500 \$

ACHÉTEZ AUJOURD'HUI VOTRE TERRAIN
70 TERRAINS
BOISÉS
6 \$ le p.c.

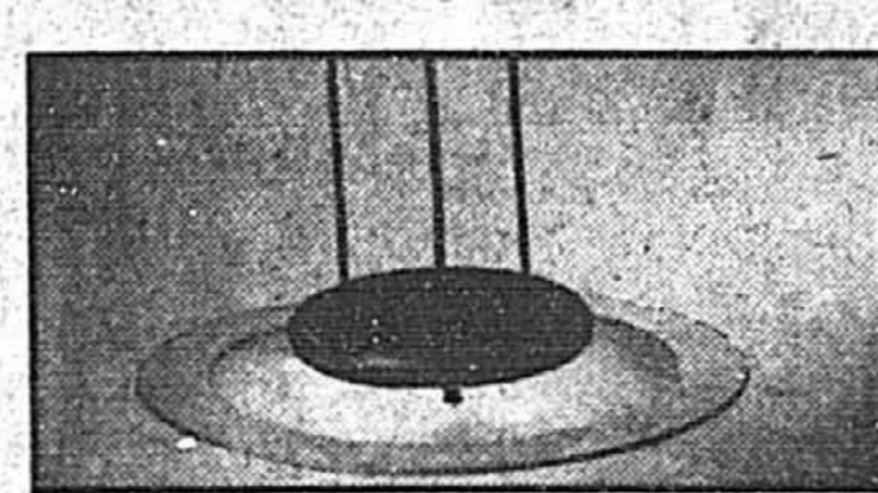
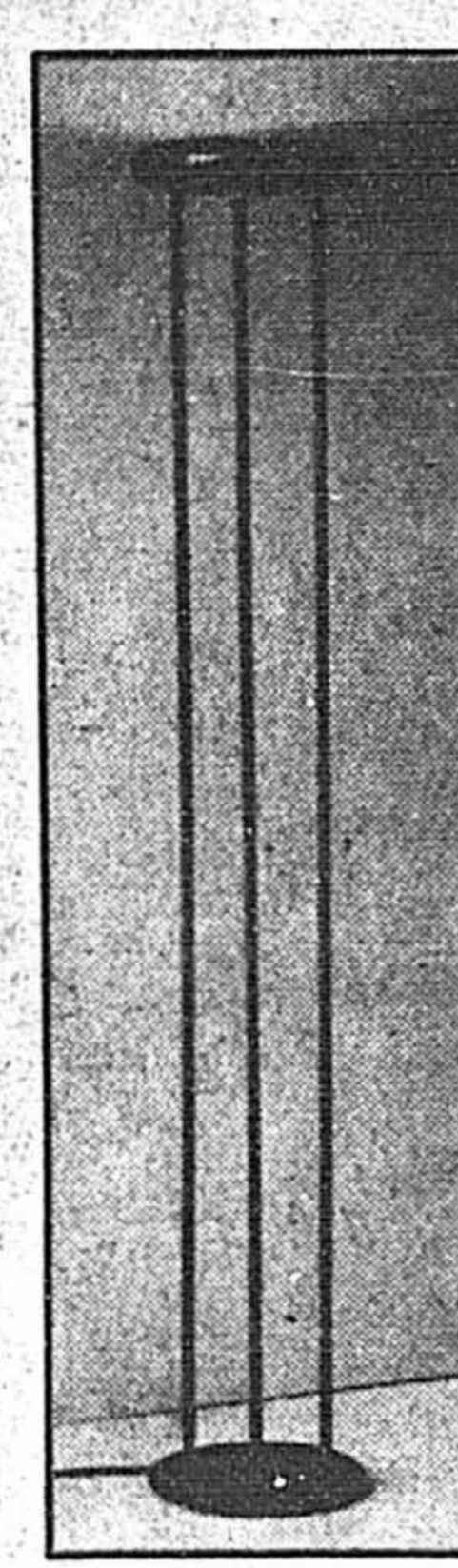
Mon taux Mon job
8 1/2 %

habitation
CARBONNEAU
groupe EDM

112
BOUL. CARBONNEAU
BOUL. HUBERT
BOUL. JULIEN BOUTHILLIER

Bureau de ventes: 7260, boulevard Julien Bouthillier, Saint-Hubert, tel.: 443-4044

LIQUIDATION DE 500 000 \$ DU MANUFACTURIER

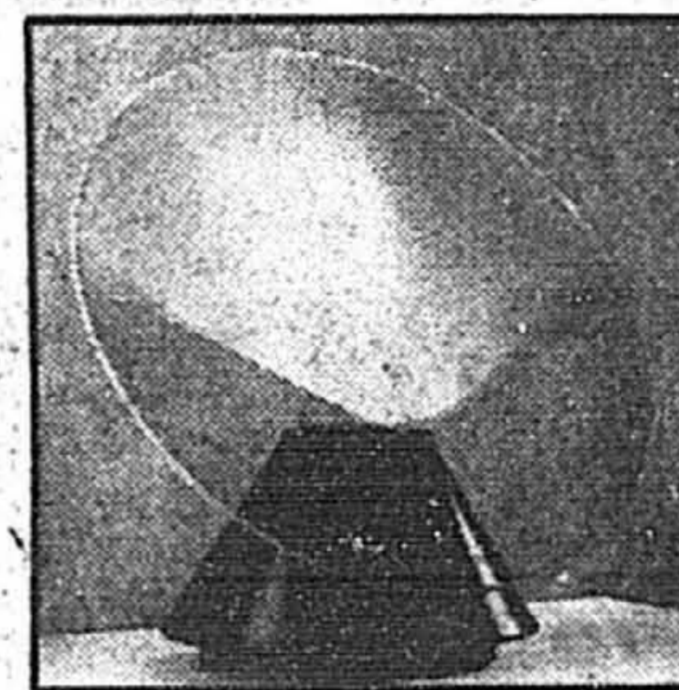


Halogène 150 watts

Ord. 219,99 \$
99,99 \$*

NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX

Torchère 300 W
Ord. 229 \$
109,99 \$*

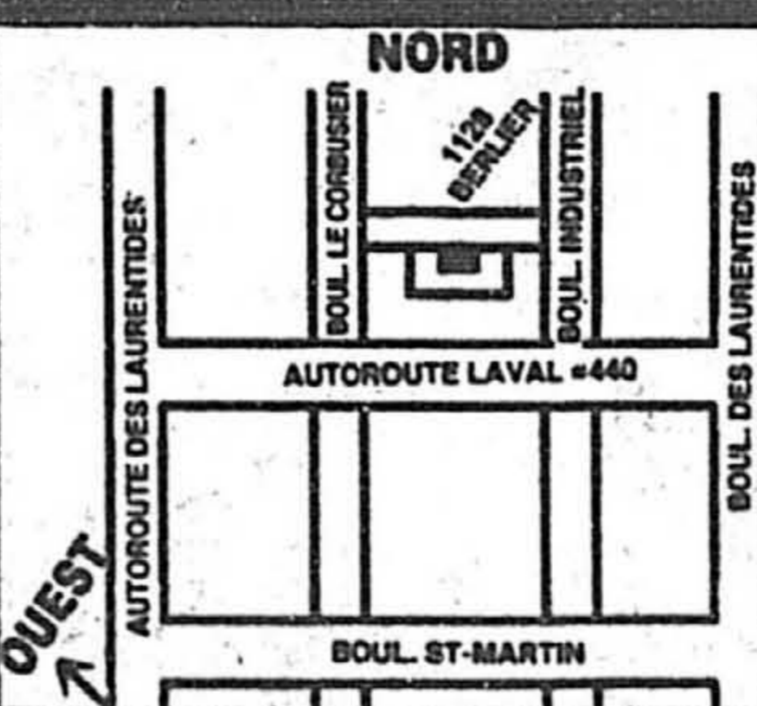


Ord. 189,99 \$
150 watts

49,99 \$*

2 pour **69,99 \$***

* Ampoules en sus



Elic
1128, rue BERLIER - LAVAL
669-3335

VISA • MASTERCARD
CHÈQUE PERSONNEL ACCEPTÉ

HEURES D'OUVERTURE
Lundi au mercredi: 10h à 17h
Jeudi et vendredi: 10h à 21h
Samedi: 10h à 17h

LIQUIDATION • LIQUIDATION • LIQUIDATION • LIQUIDATION • LIQUIDATION

Audi Pour ceux qui n'ont pas encore fait l'expérience de la conduite d'une Audi, voici une chance remarquable. La nouvelle Audi 80. Une Audi à part entière. La technologie allemande et le luxe, la traction avant et notre

VOICI LA AUDI 80

5 cylindres de 2.3 litres : tout cela contribue à l'intense satisfaction du conducteur. Un sentiment de maîtrise - en dépit des éléments. Et comme toutes les Audi, la 80 vous laisse le contrôle total de vos finances, grâce aux conditions inégalées offertes par La carte Audi : entretien et réparations gratuits pour 4 ans ou 100 000 km. Pas de frais cachés ni de mauvaises surprises.**

Découvrez les remarquables qualités routières de la Audi, à un prix non moins remarquable. La nouvelle Audi 80.



* Prix de détail maximum suggéré par le constructeur. TPS, TVP options, frais de livraison et de préparation en sus. Un concessionnaire peut offrir un prix moindre. Jantes montées, en option. ** Pas de surprises ici non plus. Mais pour plus de détails concernant La carte Audi, voyez votre concessionnaire.



27 995 \$*

PRIX EXCEPTIONNEL

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

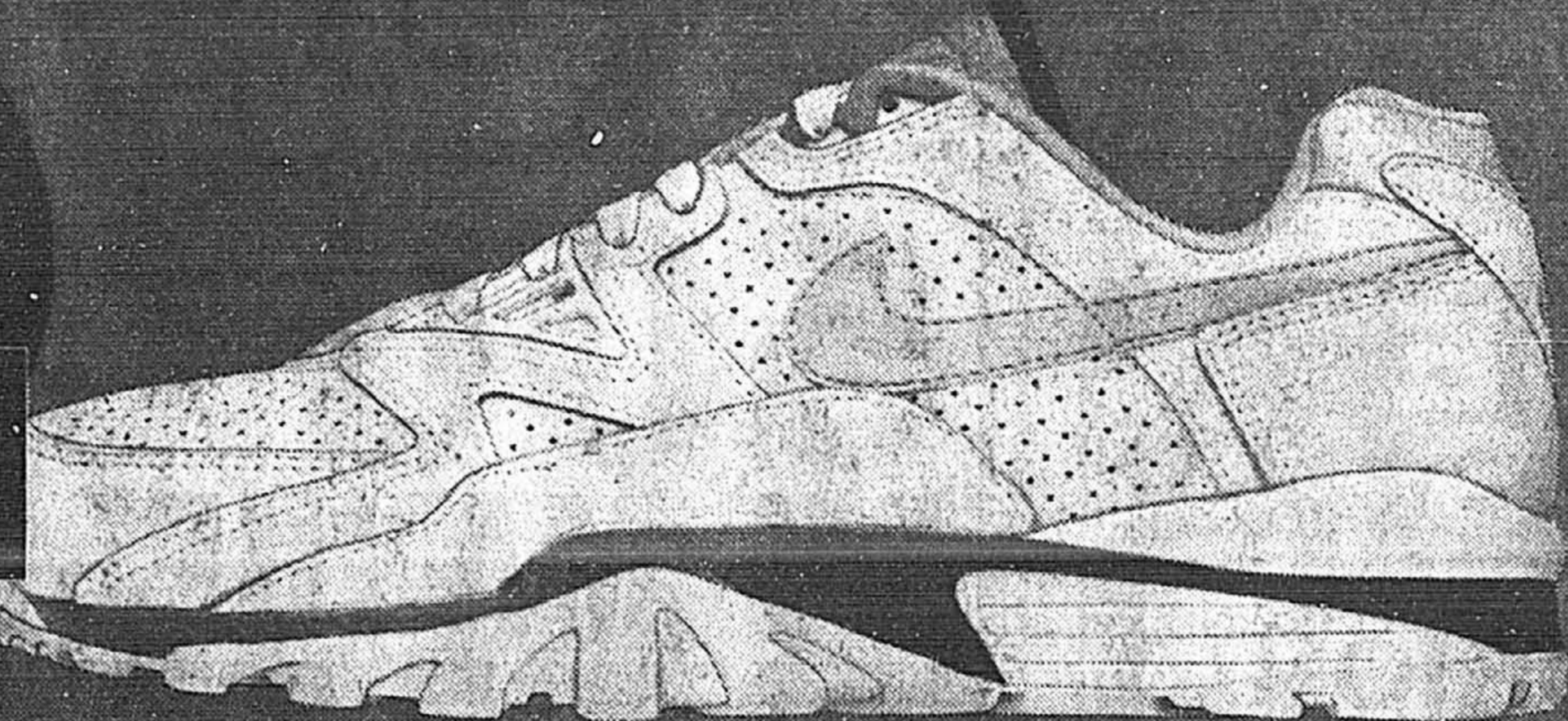
SOLD EDES

LES MARCHANDS SPORTS EXPERTS SE SONT RÉVOLTÉS

CHAUSSURES

20%

DE RABAIS À L'ACHAT DE LA PREMIÈRE PAIRE



25%

DE RABAIS À L'ACHAT DE LA DEUXIÈME PAIRE (à prix égal ou inférieur)

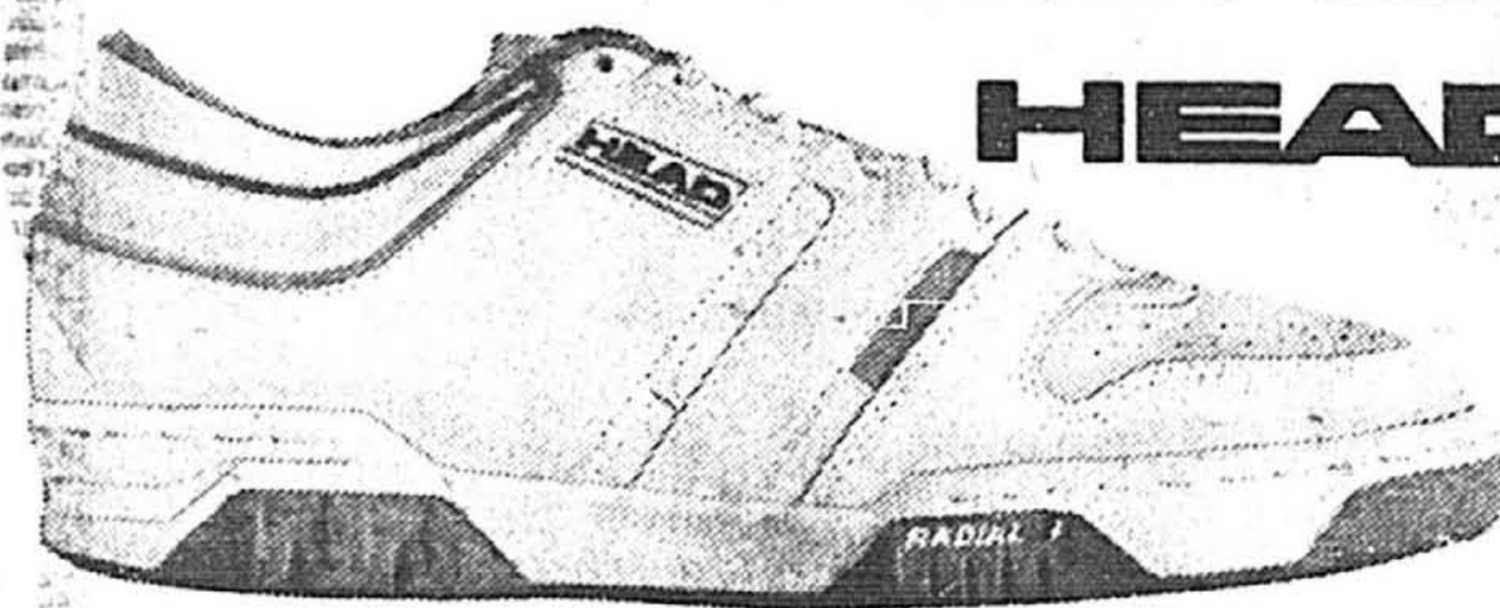
40%

DE RABAIS À L'ACHAT DE LA TROISIÈME PAIRE (à prix égal ou inférieur)



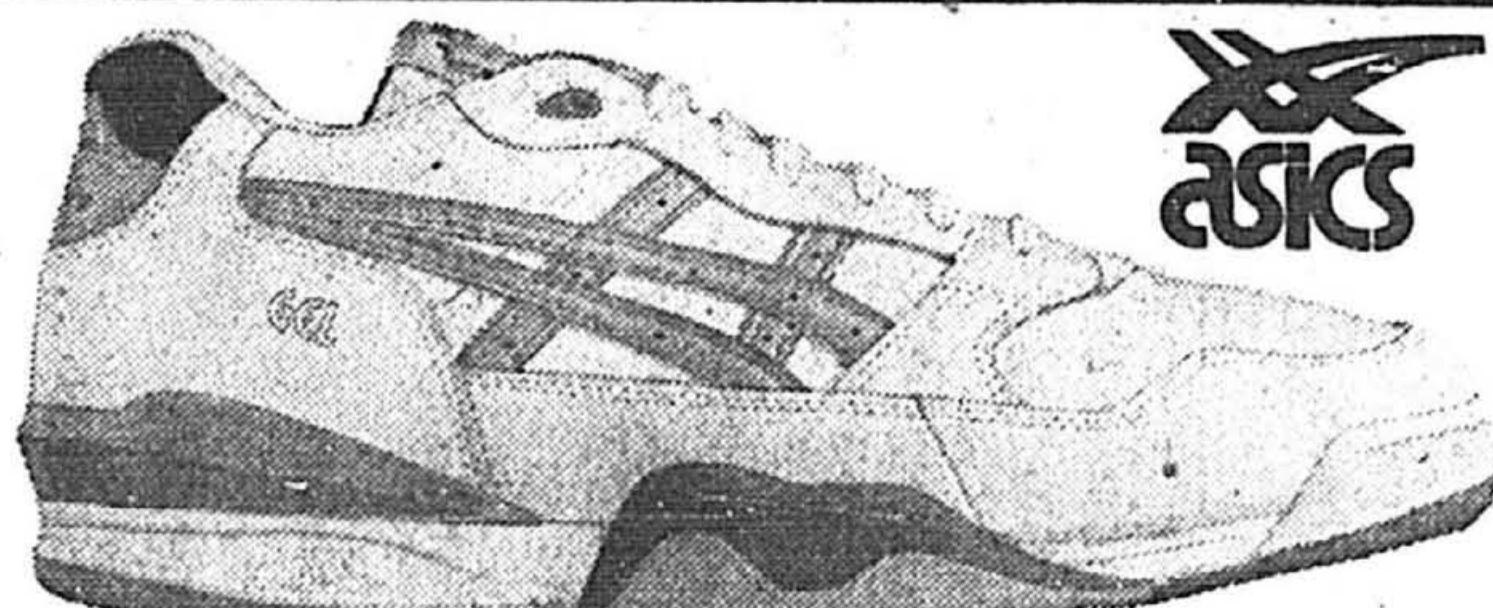
adidas **ASICS** **BROOKS** **AVIA** **NIKE** **Reebok**

Et beaucoup, beaucoup, beaucoup d'autres modèles en magasin. Cette offre s'applique sur la marchandise à prix courant



HEAD RADIAL 500
Chaussure de tennis
Notre prix cour. 109,99

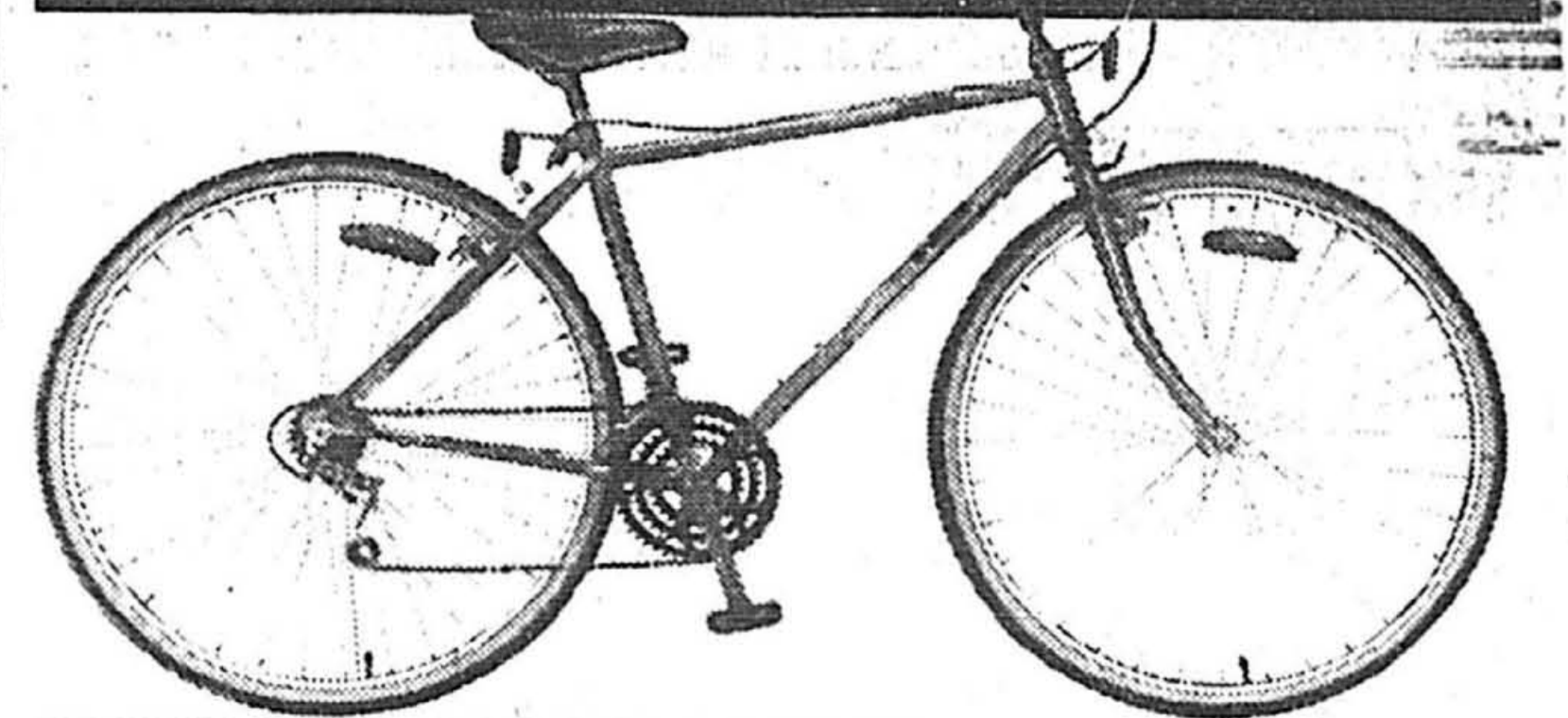
59⁹⁹ 50\$ de rabais



ASICS GEL MULTI
Chaussure multisport en cuir
Notre prix cour. 109,99

59⁹⁹ 50\$ de rabais

VÉLO



MCKINLEY COUNTRY 250
• Vélo type hybride • Cadre: "Hi-tensile"
• Dérailleur: Shimano Tourney
• 18 vitesses SIS • Freins: Cantilevier
• Grandeurs: hommes - 18", 20", 22"
femmes - 18"
Notre prix cour. 259,99

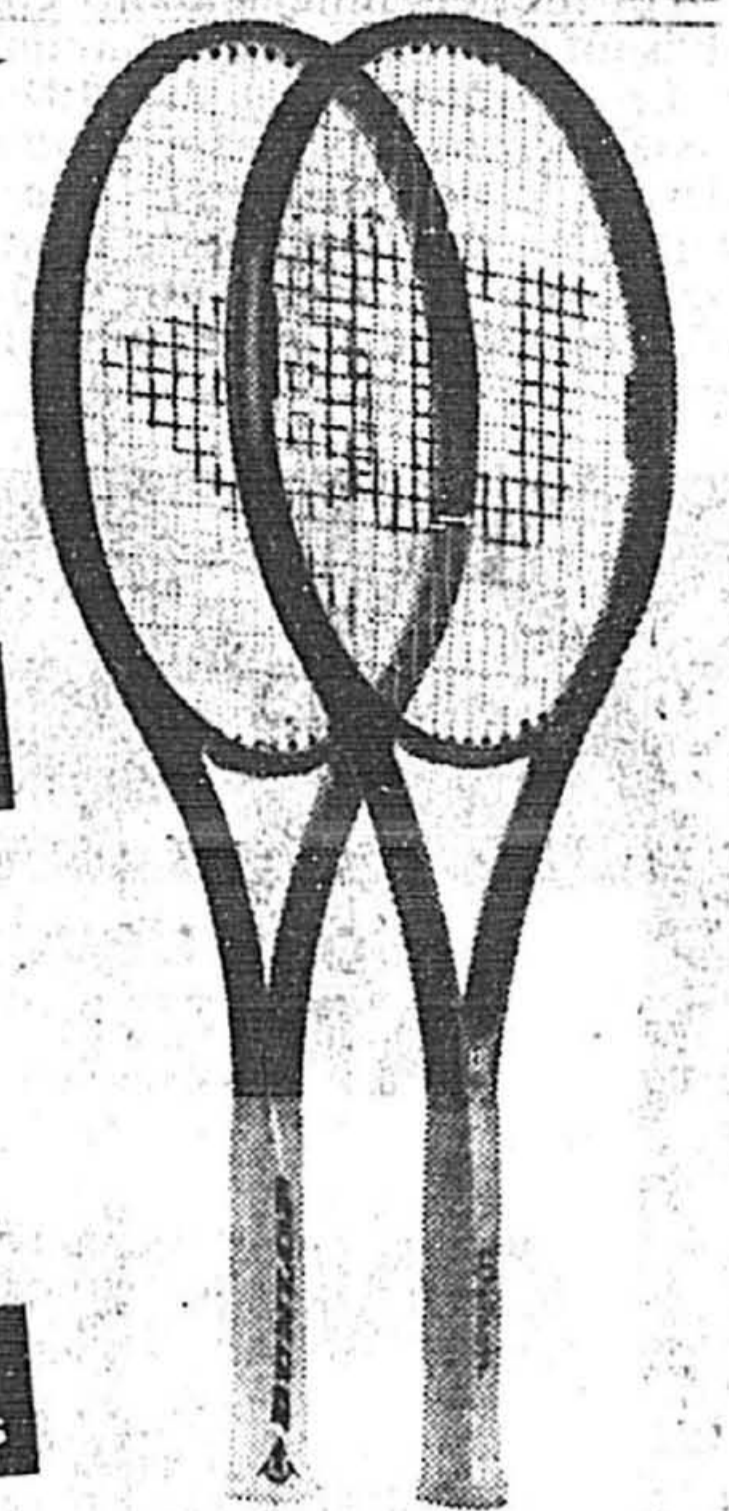
219⁹⁹ 40\$ de rabais

TENNIS

DUNLOP

- En graphite
 - Construction à flexibilité moyenne.
 - Profil large.
- Notre prix cour. 149,99

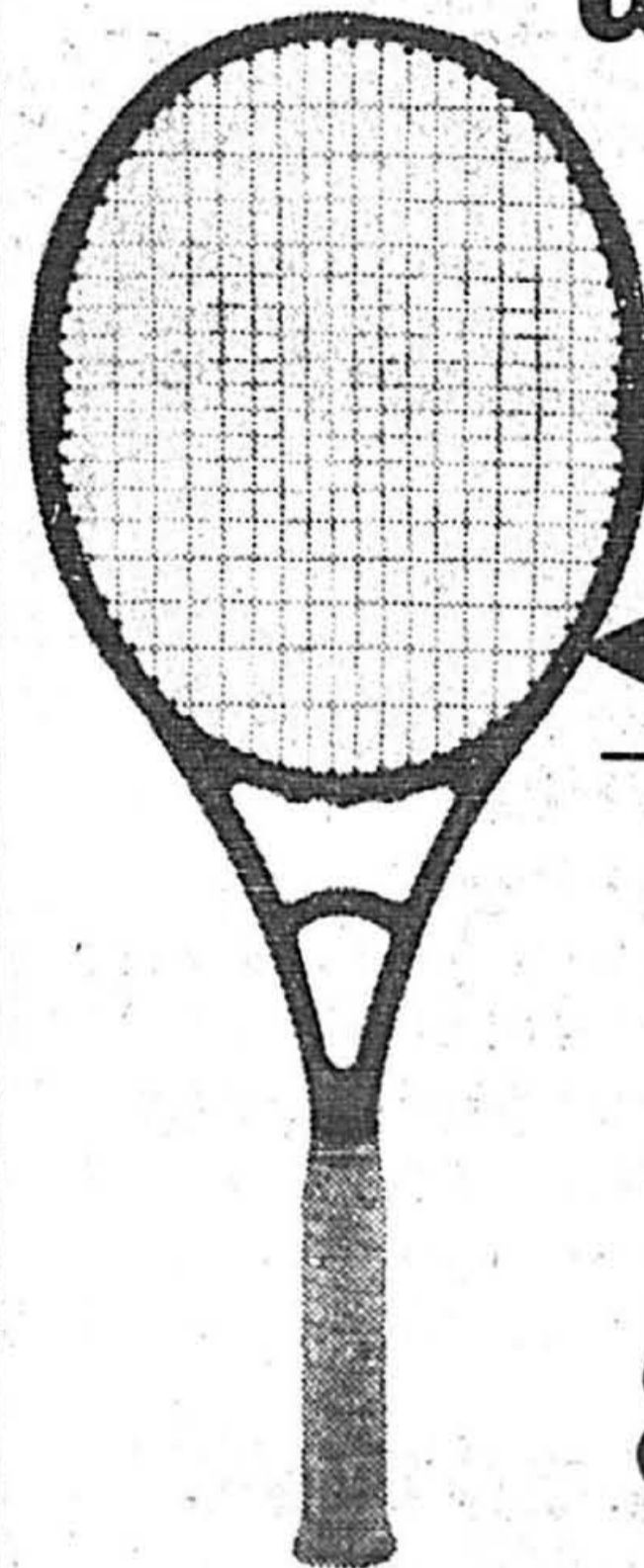
99⁹⁹ 50\$ de rabais



- En graphite.
 - "Beta Gel" dans le manche
- Notre prix cour. 149,99

99⁹⁹ 50\$ de rabais

Wilson



- En graphite
 - Construction rigide
 - Profil large
 - Pont double
- Notre prix cour. 189,99

129⁹⁹ 60\$ de rabais

- En graphite
 - Profil large
 - Système PWS
 - Beta Gel dans le manche
- Notre prix cour. 159,99

89⁹⁹ 70\$ de rabais

DISPONIBLE UNIQUEMENT À PARTIR D'AUJOURD'HUI

4 JOURS SEULEMENT

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

RÉVOLTES

ET ONT ACHETÉ TOUT L'INVENTAIRE DE L'ENTREPÔT!

GOLF



MIZUNO
 • Classic Lite,
 • Master
 • Prolite
 Notre prix cour.
 de 89,99 à 119,99

de
44⁹⁹
 à
59⁹⁹
1/2 prix

SPALDING

399⁹⁹
150\$ de rabais

SPALDING Centurion
 • Ensemble 11 bâtons
 • Bois et fers lestés
 Notre prix cour. 549,99

MacGregor

150\$ de rabais

MACGREGOR Curtis Strange
 • Ensemble 11 bâtons
 • Bois et fers en acier inoxydable
 • Tige True Temper "TT-Lite"
 Notre prix cour. 549,99

399⁹⁹

DYNATOUR

249⁹⁹
150\$ de rabais

DYNATOUR Open
 • Ensemble 11 bâtons
 • Bois en aluminium
 • Bois et fers lestés
 Notre prix cour. 399,99

VÊTEMENTS



O'CELSIUS

asics

50%

DE RABAIS SUR UNE SÉLECTION SPÉCIALE DE VÊTEMENTS DE GOLF ET LOISIR O'CELSIUS ET DE VÊTEMENTS ATHLÉTIQUES ASICS

VÉLO



NAKAMURA Rodéo
 • Vélo de montagne • Cadre: Tri-Moly
 • Groupe: Shimano 200 GS - 21 vitesses avec système STI, Biopace
 • Grandeurs: 42 cm, 46 cm, 50 cm, 53 cm
 Notre prix cour. 449,99

50\$ de rabais

399⁹⁹

VÊTEMENTS

SPEEDO

VUARNET

50%

DE RABAIS SUR UNE SÉLECTION SPÉCIALE DE MAILLOTS SPEEDO ET VÊTEMENTS MODE ÉTÉ VUARNET



Wilson

50 A 60%

DE RABAIS SUR UNE SÉLECTION SPÉCIALE DE CHEMISES DE GOLF WILSON

DANS NOS **42** MAGASINS DU GRAND MONTRÉAL!

sports experts

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise et jusqu'à la fermeture, le samedi 25 mai 1991.
 Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, soustraits ou grandeur, ne sont pas nécessairement disponibles dans tous les magasins.

- | EST | CENTRE | OUEST | RIVE NORD | RIVE SUD | | | |
|--|--|---|---|--|---|---|--|
| Anjou
Les Galeries d'Anjou
354-2995
7201, boul. les Galeries d'Anjou
353-8000
Place Versailles
355-2330
Maisonneuve
251, rue Sherbrooke Est
522-5108
St-Léonard
Centre d'achats Boulevard
727-1344 | La Salle
Carrefour Angrignon
365-1266
Montréal centre-ville
930, rue Ste-Catherine O.
866-1914
St-Laurent
la Place Vertu
745-3202
Verdon
3901, rue Wellington
766-2900
Ville Mont-Royal
Centre Rockland
735-4751 | Dorval
Galeries des Sources
(Mail West Island)
683-8400
Jardins Dorval
831-3508
Pointe-Claire
Centre d'achats Fairview
694-8181 | Joliette
50, rue Gauthier
756-1645
Laval
Carrefour Laval
682-0032
Centre Laval
688-1021
Centre d'achats Duvernay
661-5310
St-Dorothée
367, rue Hôtel de Ville
969-2000
Masouche
3320, boul. Ste-Marie
474-6188 | Repentigny
Les Galeries Rive-Nord
581-3220
Rigaud
168, rue St-Pierre
451-4771
Rosebère
Galeries des Mille-Îles
437-1833
St-Eustache
200, boul. Arthur-Sauvé
472-5485
St-Jérôme
408, Place du Marché
432-9777 | St-Jérôme
Carrefour du Nord
432-9400
St-Sauveur
30, rue Goyer
227-4617
Ste-Adèle
Promenades Ste-Adèle
228-2812
Terrebonne
Les Galeries Terrebonne
471-3688 | Belœil
185, boul. Sir Wilfrid Laurier
467-7201
Boucherville
Promenades Montarville
655-6003
Brossard
Mail Champlain
671-7275
Chambly
1617, boul. Périgny
658-0561
Châteauguay
279, boul. d'Anjou
691-5030
Longueuil
Place Longueuil
463-3452 | St-Bruno
Les Promenades St-Bruno
653-1364
St-Jean-sur-Richelieu
La Carrefour Richelieu
348-0357
Ste-Julie
Centre Commercial Ste-Julie
648-0444
Sorel
Promenades de Sorel
746-1213
Tracy (Sorel)
402, route Marie-Victorin
742-8433
Valleyfield
277, rue Victoria |

sports experts sports experts sports experts sports experts sports experts

Un journaliste a le droit de ne pas divulguer ses sources

C'est ce que vient de reconnaître le Comité de la déontologie policière, un tribunal administratif

YVES BOISVERT

Le Comité de la déontologie policière a reconnu, hier, à un journaliste qui témoignait devant elle, le droit de taire l'identité d'une source d'information confidentielle.

Ce droit à la confidentialité des sources (dans certains cas), au sujet duquel la Cour suprême ne s'est pas encore prononcée définitivement, n'a jamais été reconnu formellement par les tribunaux québécois. Même si le comité de déontologie n'est qu'un tribunal administratif, il s'agit d'une première jurisprudentielle qui n'est pas sans importance, ont fait valoir des experts.

Le comité de trois membres, présidé par Me Gilles Migneault, entend une plainte contre l'ex-policier de la CUM François Fortin, qu'un citoyen accuse d'avoir

illégalement transmis son casier judiciaire à l'Association canadienne des banquiers.

Le plaignant, Pierre Bourgeois, avait déposé, au printemps de 1988, une requête pour recours collectif contre les banques canadiennes pour les frais qu'elles facturent sur certaines transactions.

Dans un article paru dans Le Journal de Montréal, le journaliste Michel Auger avait fait état de cette poursuite, mais avait exposé au long le casier judiciaire bien garni de Bourgeois.

«Le trouvais essentiel de dire au public que celui qui poursuivait les banques avait lui-même un casier judiciaire», a dit M. Auger, hier, devant le comité.

Mais Bourgeois, qui avait eu un pardon pour certains des actes criminels dont Auger avait fait état, considère que le journaliste n'avait pas à faire ces révélations. Ce que Bourgeois ne savait pas,

toutefois, c'est que son pardon avait été révoqué en raison de crimes qu'il avait commis subsequmment. Au moment où Michel Auger a écrit son article (avril 1988), donc, il n'y avait plus de pardon qui tenait (depuis, Bourgeois a obtenu un nouveau pardon).

Quoi qu'il en soit, Bourgeois a porté plainte contre Michel Auger devant le Conseil de presse (l'affaire n'est pas réglée) et contre le policier Fortin, qu'il accuse d'avoir communiqué son casier judiciaire à l'Association des banquiers, ce qui serait contraire à la Loi d'accès à l'information.

Hier, l'avocat de Bourgeois, Me Eric Belhassen, a tenté de savoir qui était la source d'information d'Auger. M. Auger s'est contenté de dire qu'il ne s'agissait pas de Fortin (qu'il connaît par ailleurs), ni d'un policier.

Quand Me Belhassen a tenté

d'identifier la source, l'avocat de Québecor, Me Serge Sasseville, a soulevé une objection.

Me Sasseville a réussi à convaincre le comité que les conditions étaient réunies pour que le journaliste ait le droit de garder secrète sa source d'information: la divulgation de cette source romprait la relation entre Auger et son informateur, elle viendrait compromettre la relation du journaliste avec ses autres sources et l'empêcherait de faire son travail de la même façon, en privant le public d'informations importantes. Enfin, a conclu le comité, il est préférable, dans ce cas, de préserver le droit du public à l'information plutôt que de divulguer cette source (qui n'apporterait pas grand chose au débat entre Bourgeois et l'ex-policier Fortin).

Michel Auger, un journaliste de 27 ans d'expérience affecté aux faits divers et à la justice, a

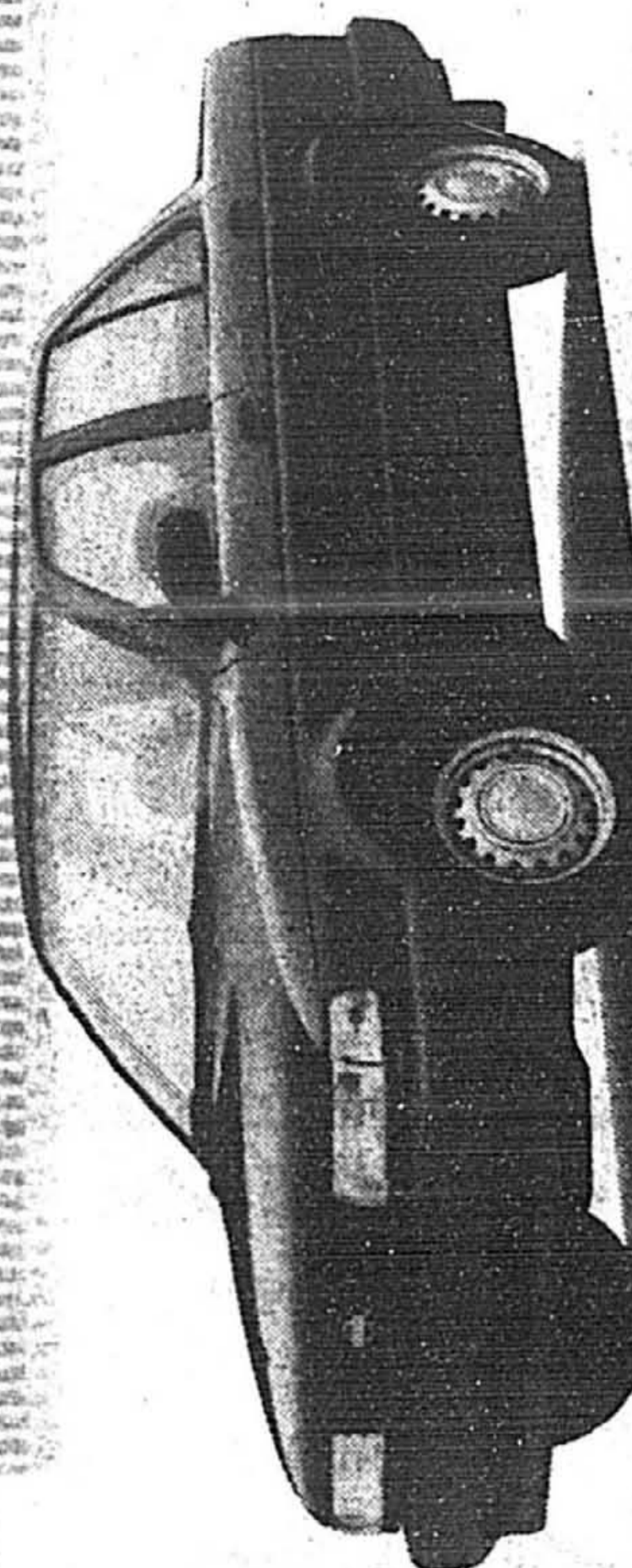
expliqué que les sources anonymes sont précieuses parce qu'elles permettent d'avoir accès à de l'information de première main d'intérêt public, qui autrement ne serait pas disponible, ou tout cas pas aussi vite.

Me Belhassen a plaidé qu'il convient pas de reconnaître quelconque immunité aux journalistes, même si la liberté de la presse est consacrée dans la Loi. Il a comparé cette situation à celle d'une prostituée appelée à témoigner qui refuserait de dévoiler l'identité d'un client, un trafiquant de drogue qui tenterait de sauvegarder l'identité de ses complices.

Après une courte délibération, le comité a conclu qu'il y a lieu de protéger la source de Michel Auger. Le comité continuera à entendre, ce matin, la plaignante contre le policier à la retraite François Fortin.

* Rabais de 700\$ jusqu'au 30 juin!

10 690\$



Sentra DLX



Votre très sympathique concessionnaire



SOLDE ANNUEL DE COMPLETS D'ÉTÉ

Économisez jusqu'à 170 \$!

Voici notre meilleure offre de complets de la saison! Tous les complets sont offerts en solde, y compris une sélection de confortables complets d'été en laine fraîcheur et en mélange de laine. Venez vite, pendant que le choix est à son meilleur... chez Tip Top, où le rabais est dans la poche!

Prix courant 300 \$.
Maintenant à partir de

129⁹⁹ \$

TIP TOP



Implants mammaires: pas d'enquête indépendante

Presse Canadienne
OTTAWA

Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Benoit Bouchard, refuse de commander une enquête indépendante sur la procédure d'évaluation des implants mammaires utilisés dans les chirurgies reconstructives du sein.

Dans une lettre envoyée à la députée néo-démocrate, Joy Langan, M. Bouchard souligne qu'il y a des informations négatives non confirmées qui circulent au sujet de la prothèse Meme.

Il rappelle que le ministère s'appuie sur les conclusions d'une enquête menée par le Dr Kerrigan en mai 1989, selon lesquelles les risques associés à l'utilisation de l'implant du type «Meme» ne sont pas plus élevés que ceux d'autres implants.

La prothèse Meme a «l'avantage de réduire la douleur» provo-

quée par la contraction de la capsule fibreuse du tissu autour de la cicatrice, écrit M. Bouchard.

Le ministre a ajouté qu'un comité d'experts réexaminera la procédure d'évaluation des appareils médicaux, ce qui n'a pas semblé satisfaire Mme Langan.

«Une enquête interne n'est pas suffisante, a-t-elle souligné à l'issue de la période des questions. Elle ne produira pas les réponses que nous cherchons.»

Le ministre a toutefois signalé que toute nouvelle tentative d'introduction de cette prothèse sur le marché canadien sera assujettie à des contrôles rigoureux. Ce type d'implant à revêtement de polyuréthane ne pourra être vendu, à moins qu'il soit prouvé sans danger, a précisé le ministre.

De nombreux implants mammaires actuellement en vente sur le marché canadien, y compris le Meme, ont été exemptés de ces contrôles parce qu'ils étaient dis-

ponibles avant l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Règlement sur les instruments

médicaux de la Loi sur les aliments et drogues. La prothèse Meme a été retirée

du marché canadien le 17 avril à la suite de nouvelles données peu rassurantes sur son emploi.

ARGENT DISPONIBLE
Problèmes de liquidités, d'expansion?
Compagnies établies seulement.
Finance Rapide Cie Ltée
342-4488

Le relief et les vents avivent le feu du parc des Grands-Jardins

Presse Canadienne
BAIE-SAINT-PAUL

L'incendie qui dévaste depuis dimanche après-midi une partie du parc de conservation des Grands-Jardins, dans Charlevoix, demeure hors de contrôle du côté sud-ouest parce que le relief accidenté de cette zone et les vents puissants bloquent le travail des avions-citernes CL-215 et des équipes d'arrêt sur terre.

Plus de 250 hectares de boisé, en partie ravagé par la tordeuse, ont déjà brûlé.

La route 381 qui traverse ce territoire communément appelé le «Petit Parc» est restée partiellement fermée à la circulation, jusqu'à 17 h hier soir, en raison de la proximité des flammes, qui ne progressaient cependant plus sur les autres flancs de la réserve. La

fumée dense qui enveloppait cette voie de montagne ne s'est dissipée qu'en fin de journée et la Sûreté du Québec ne l'a rouverte qu'en début de soirée.

C'est surtout la persistance de vents forts qui a empêché le survol de l'incendie durant toute la journée, expliquait, hier soir, M. Denis Hamelin, inspecteur général aux opérations de la Société de conservation de la région de Québec-Mauricie.

Lors d'une tentative d'arrosage, en milieu d'après-midi, les avions-citernes ont dû rebrousser chemin devant la puissance des vents.

Pendant ce temps, les équipes d'arrêt au sol tentaient de retenir les flammes du côté est de la route, mais le feu a finalement franchi la 381 sur un front d'environ un quart de mille par 3 km de profondeur.



VOICI LES JOURS DOLLARS DE RÊVE TOYOTA!

Votre concessionnaire Toyota vous fait une offre tout à fait révolutionnaire: les jours Dollars de rêve Toyota. Ils peuvent transformer vos rêves en réalité. Voici comment:

À VOUS DE CHOISIR.

À l'achat de certains modèles Toyota 1991 neufs, vous obtiendrez jusqu'à 1000 Dollars de rêve Toyota. Vous pouvez utiliser vos Dollars de rêve Toyota à votre choix, pour de l'équipement optionnel extraordinaire (climatiseur, lecteur de disque compact, et autres), de superbes cadeaux (ordinateur portatif, bâtons de golf, et autres), et même des voyages exotiques (et ce n'est pas tout!). Vous n'avez qu'à laisser la Brochure de rêves Toyota qui guider.



PROCUREZ-VOUS LA BROCHURE DE RÊVES TOYOTA DÈS AUJOURD'HUI!

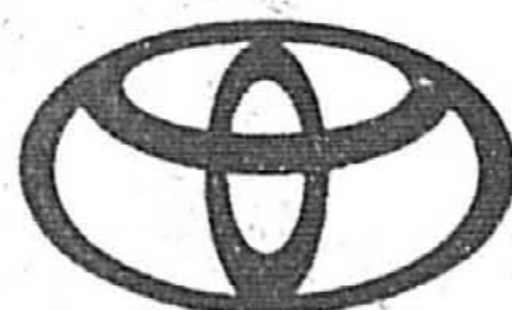
Tous les détails se trouvent dans la Brochure de rêves Toyota que vous recevrez par la poste ou que vous pouvez obtenir dès aujourd'hui chez votre concessionnaire Toyota participant. Voyez par vous-même comment les jours Dollars de rêve Toyota peuvent transformer vos rêves en réalité.

* Les clients doivent acheter et prendre livraison de leur véhicule entre le 2 mai et le 2 juillet 1991 pour avoir droit aux Dollars de rêve Toyota. Cadeaux sujets à leur disponibilité. Aucune substitution permise. Les Dollars de rêve Toyota n'ont pas de valeur de rachat au comptant.

BOUCHERVILLE Toyota Duroil 1175, Ampère 655-2350	BROSSARD Brossard Toyota 8855, Taschereau 445-0577	CANDIAC Candiact Toyota 185, de l'Indus. rd 659-6511	CHAMBLY Chambly Toyota 2269, Chamby 658-4334	CHATEAUGUAY Châteauguay 25, Industriel 692-1200	COWANSVILLE Cowansville Toyota 397, Rivière 263-8888	DRUMMONDVILLE Toyota 1750, Mercuro 477-1777	GRANBY Estrie Toyota 6, Irwin 378-8404	ÎLE PERRÔT Île Perrôt Toyota 430, Grand Boulevard 453-2510	JOLIETTE Joliette Toyota 357, Bernier 759-3449
LACHUTE Lachute Toyota 1070, Principale 562-6662	LAVAL Chesnoy Toyota 3645, Saint-Martin O. de la Roche 747-9811	Vimont Lexus Toyota 255, St-Martin E. 668-2710	MAGOG Toyota Magog 224, route 112 843-9683	MONT-LAURIER Claude auto 330, Poquette 623-5511	MONTRÉAL MÉTRO Alix Toyota 6807, de l'Ormeur 376-9191	Cheslé Toyota 819, Rachel E. 527-3411	Fairview Toyota 12, Auto Plaza Pointe-Clara 694-1510	Houde Toyota 9080, Hochelaga 351-5010	Longueuil Toyota 839, Taschereau 679-1890
Pointe-aux-Trembles Toyota 11700, Sherbrooke E. 640-1474	St-Laurent Lexus Toyota 3333, chemin Côte de la Roche 747-9811	St-Léonard Toyota 7665, Lacordaire 252-1373	Spécial Lexus Toyota 501, Saint-Joseph Lachine 634-7171	Toyota Centre-Ville Toyota 1922, Ste-Catherine O. 935-6354	Toyota Pio IX 9350, Pio IX 329-0909	Woodland Toyota Verdun 1000, Woodland 761-3444	REPENTIGNY Repentigny Toyota 142, Notre-Dame 581-3540	RICHMOND Toyota Richmond 153, route 116 826-5923	ST-EUSTACHE Toyota 150, Dubois 473-1872
SAINTE-HYACINTHE Angers Toyota 3393, Lefrançois 774-9191	SAINTE-JEAN Diery Toyota 1055, Séminaire N. 871-3817	ST-JÉRÔME Toyota St-Jérôme 1150, des Laurentides 438-1255	STE-AGATHE Toyota 2350, route 117 326-1044	SAINTE-THÉRÈSE Béliveau Toyota 120, Desjardins E. 435-3685	SHAWINIGAN Aurica Toyota 8853, des Hêtres 539-8393	SHERBROOKE Béliveau Toyota 2059, King O. 563-6622	SOREL Automobile Pierre Lafleur 210, Poliquin 742-4596	TERREBONNE Automobiles L.G. Lavoie 501, Terrebonne 471-4117	TROIS-RIVIÈRES Trois-Rivières Toyota 5110, Jean XXIII 374-5523
VALLEYFIELD O. Couillard Automobile 460, Laroque 373-0850	VICTORVILLE Toyota Victoriaville 163, Bois-Franc S. 758-8235								

On tient nos promesses

Vos concessionnaires



TOYOTA

SALON D'ANTIQUITES
A L'HÔTEL DELTA DE MONTRÉAL
Porcelaine, bijoux, art déco, verrerie, livres, objets d'art et collectibles, etc.
LE DIMANCHE 26 MAI 1991 de 10h30 à 17h.
HÔTEL DELTA MONTRÉAL, 475, av. Président Kennedy
Renseignements: (514) 284-4322 ou Lana Harper (514) 489-1735

ALCOOL - DROGUE
un problème dans ta vie?
le Père **Paul Aquin** s.j.
veut t'aider
(514) 229-3426
DEPUIS 1978
PAVILLON GRAND ÉLAN
C.P. 119, Mt-Rolland, Qué., J0R 1G0

THERMOPOMPE/CLIMATISEUR
UN CONFORT INÉGALÉ, DU BOUT DES DOIGTS
Garantie de 5 ans sur toutes pièces et main-d'œuvre
• Sans conduite d'air
• Silencieux
• Télécommande unique en son genre
• Efficacité énergétique
• Installation facile
• Confort assuré pour toute la maison
Mr. SLIM
CLIMATISEURS & THERMOPOMPES
MITSUBISHI ÉLECTRIQUE
CONTACTEZ LE SEUL CENTRE DE THERMOPOMPES A RABAIS A MONTRÉAL
ECONOTECH 733-1414

Un cahier spécial à ne pas manquer samedi dans La Presse

ÉTÉ 91 AU QUÉBEC

L'été 91 au Québec, ce sera tout un été! Dans un cahier spécial de 52 pages publié le 25 mai, La Presse vous présente un tableau complet des principales activités auxquelles vous pourrez assister, tant dans la région de Montréal qu'un peu partout au Québec, des théâtres d'été aux festivals populaires, des expositions aux spectacles pour enfants, des concerts au cinéma. Pour ne rien manquer, pour être au courant de tout, conservez ce cahier qui vous sera utile tout l'été, TOUT UN ÉTÉ.

Des condamnés à vie consacrent leur dimanche à la prière



SUZANNE COLPRON

■ Loin, très loin dans le bois peuplé d'ours et de loups, à des centaines de kilomètres de Montréal, Denis Fréchette, Serge Lefebvre, Normand Guérin, Gilles Pimparé purgent leur peine.

Rappelez-vous. Le couple maudit, l'ex-policier de Sainte-Foy et ces deux gars qui, en juillet 1979, ont violé une adolescente de 15 ans avant de la balancer en bas du pont Jacques-Cartier avec son copain.

Ils sont là. Au pénitencier à sécurité maximale de Port-Cartier. Environ 60 des 200 détenus de cet établissement, qui a ouvert ses portes en novembre 1988, appartiennent au «groupe vie», comme disent les gardiens.

Ils auront les cheveux blancs et des poches sous les yeux quand viendra le jour de leur mise en liberté. Leurs femmes et amis les auront pour la plupart oubliés. Mais en attendant, ils prient.

Réunis dans la chapelle du pénitencier tous les dimanches matins, ce sont eux qui assistent à la messe célébrée par l'aumônier de l'établissement, Nick Boucher. Un gars qui leur parle de l'évangile à sa façon. Sans décorum. Avec simplicité et chaleur.

Debout, près de son tableau blanc, il questionne les détenus sur le sens des paroles de l'apôtre saint Luc et note leurs réponses, comme un professeur de poésie qui analyserait avec ses étudiants le texte d'un auteur.

Ce dimanche-là, son propos se résume en une phrase: «Il faut garder l'espoir parce que Jésus est revenu parmi nous.» Mais pour livrer son message, l'abbé prend de longs détours. Couvre d'encre verte son tableau, efface le tout d'un coup de brosse et reprend ses explications.

À la fin, il invite la dizaine de détenus présents à lui poser des questions. Et engage la conversation sur les textes bibliques, tandis que des gardes armés, postés derrière de hautes fenêtres, au deuxième étage du pénitencier, surveillent les faits et gestes de l'assistance.

60 entrevues par jour

Nick Boucher connaît bien ses gars. De tous les «intervenus» de Port-Cartier, il est un des plus anciens. Et un des seuls qui a su gagner la confiance des prisonniers. Chaque jour, ils sont environ 60 à solliciter une entrevue dans son bureau. Psychologues et agents de «gestion de cas» ne peuvent en dire autant.

Une quinzaine de détenus assistent régulièrement à la messe. Serge Lefebvre, 46 ans, cet ex-sergent de Sainte-Foy, condamné le 7 avril 1986 pour le meurtre de deux policiers de Québec, est au nombre des fidèles. Rarement manque-t-il à son devoir de catholique pratiquant.

Les autres jours, Lefebvre occupe son temps entre le travail, la lecture et l'écriture. «Ma femme vient me voir tous les trois mois, souligne-t-il, d'une voix basse. Elle ne peut venir plus souvent à cause de son travail.»

Pour tenir le coup, Serge Lefebvre maintient une correspondance soutenue avec des gens de l'extérieur. Plus de 150 lettres par mois. Depuis son apparition à la télévision, dans le cadre d'un reportage sur sa vie en prison, il reçoit un abondant courrier. Et se fait une obligation d'y répondre.

Non seulement ces lettres lui remontent-elles le moral, mais elles lui donnent l'impression de faire quelque chose d'utile. Pour se faciliter la tâche, Lefebvre a ré-

cupéré et remis en état un vieil ordinateur du pénitencier. Il écrit son courrier sur son appareil de traitement de texte et travaille aussi à la rédaction d'un ouvrage.

«Un jour, promet-il, je vais publier mon histoire.»

Le 3 juillet 1985, Lefebvre, surpris en flagrant délit de cambriolage, avait abattu les agents Jacques Giguère et Yves Têtu de la police de Québec. Il a tenté de se suicider deux jours plus tard en se tirant une balle dans le ventre. Ce policier d'expérience a admis devant la Commission de police du Québec avoir commis au moins 450 vols entre 1969 et 1985.

Plus de 80 noms figurent sur sa liste de visites au pénitencier de Port-Cartier. Mais ils ne sont qu'une poignée à venir le voir de façon régulière. Lefebvre, contrairement à la majorité des détenus, ne se fait pas d'idée. Il sait qu'il va faire son temps... Il avait d'ailleurs plaidé coupable lors de son procès.

«Je prends les jours un à la fois, dit-il. Autrement, ma vie n'aurait pas de sens.»

Des soeurs fort bien informées mais très discrètes

SUZANNE COLPRON

■ Soeur Jeanne Gauthier ne fait pas de train dans une cuisine. De tempérament timide et effacée, c'est tout juste si elle ose interrompre les conversations de ses hôtes pour les convier à table.

«Vous prendrez bien une soupe Thérèse?» demande-t-elle d'une voix à peine audible, tandis que les convives prennent place autour de l'une des deux tables rondes de la salle à manger qui donne sur la mer.

Une atmosphère de calme et de sérénité règne dans la maison où les familles et les proches des détenus sont toujours les bienvenus. Ici, on ne se met pas le nez dans les histoires des prisonniers.

Mais on se tient informé.

La maison d'hébergement de Port-Cartier, qui a ouvert ses portes en juillet 1989, est administrée par trois soeurs de la Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur. Trois soeurs qui travaillaient autrefois à Pierrefonds pour venir en aide aux gens dans le besoin.

«On ne connaissait rien de l'univers des détenus avant de venir à Port-Cartier», explique soeur Colette Touchette, 66 ans, qui assure la liaison entre le pénitencier et la maison d'hébergement. Tous les jours de la semaine, elle organise le voyage des proches en autobus notifié depuis Montréal et leur assure une chambre pour la durée de leur séjour.

Des liens d'amitié se nouent

«Mais, depuis notre arrivée, on fit les journaux... Allô et Photo Police. On suit avec plus d'intérêt tout ce qui se rapporte à la justice», ajoute-t-elle.

Les soeurs entretiennent aussi d'étroites relations avec leurs visiteurs. À la longue, des liens d'amitié finissent par se développer avec les femmes qui constituent la presque totalité de leur clientèle.

MARI

L'amour peut-il changer un criminel en mari idéal?

SUITE DE LA PAGE A 1

«Voudrait m'écrire?» demandent-ils.

Thérèse, elle, a suivi les conseils d'une copine de son âge qui avait une liaison avec un détenu. À l'entendre, Maurice Michel, 36 ans, condamné pour le meurtre de deux gardiens de prison en janvier 1983, à Archambault, lui a donné les plus belles années de son existence.

Plusieurs fois grand-mère et même arrière-grand-mère, Thérèse ne vit plus que pour lui. Deux fois par mois — toutes les semaines quand sa santé le lui permet — elle fait le voyage Montréal-Port-Cartier-Montréal pour aller partager quelques instants en sa compagnie.

Elle profite aussi des unités familiales privées (les roulotte) mises à la disposition des prisonniers et de leurs familles pour un séjour de 96 heures, à tous les 40 jours de détention.

Au cours des deux dernières années, Thérèse a souvent songé à déménager sur la Côte-Nord. Mais Maurice Michel l'en a dissuadée. Il pourrait obtenir sous peu un transfert dans un autre pénitencier, plus près de Montréal. Ainsi, Thérèse n'aurait plus à faire 12 heures de route pour aller le visiter.

Croît-elle vraiment son union durable? «Non, avoue-t-elle tristement. Au fond, je ne souhaite pas qu'il sorte de prison avant la fin de son temps. Je suis certaine que les choses seraient différentes si seulement j'avais 30 ans de moins...»



Entre deux visites au pénitencier, Thérèse Fortin va se sustenter à la maison d'hébergement de Port-Cartier. Soeur Jeanne lui sert des côtelettes de porc au riz et à la tomate.

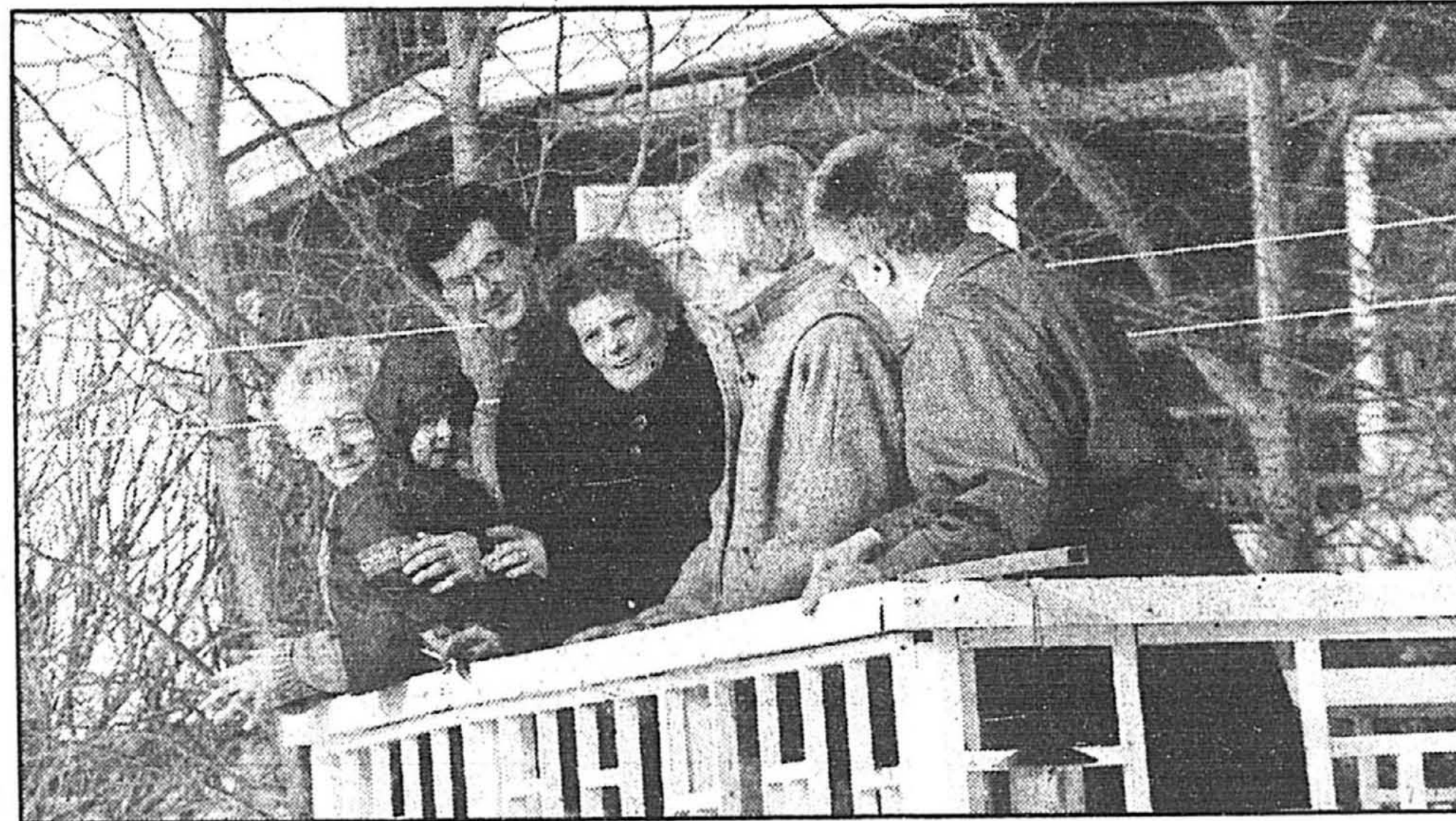
Une vingtaine de personnes fréquentent avec assiduité leur maison. Pour les autres, il s'agit souvent d'un visite annuel dont le but consiste à s'acquitter d'une tâche auprès d'un parent détenu.

Les Soeurs du Bon Pasteur, parainées par le gouvernement fédéral, ont fait l'acquisition de leur maison d'hébergement, rue McCormick, le 6 avril 1989. En arrivant sur place, soeur Clémence Payette, 71 ans, a fait exécuter de gros travaux pour augmenter la capacité d'accueil.

Pour 5 \$ par jour

En tout, 18 personnes peuvent résider à cet endroit chaque semaine pour un coût dérisoire de 5 \$ par jour, incluant trois repas. Soeur Jeanne se fait un devoir de ne pas décevoir ses hôtes en leur servant de bons petits plats et des desserts gourmands.

Au menu ce jour-là : soupe aux légumes, saumon de l'Atlantique farci, accompagné de brocoli et de riz, suivi d'une mousse au café et de biscuits à l'orange.



La belle maison, achetée par les Soeurs de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, rue McCormick, offre une vue splendide sur la mer. De gauche à droite : soeur Clémence Payette, Richard Desbois et son fils, Jean-François, Thérèse Fortin, soeurs Jeanne Gauthier et Colette Touchette.



Le minibus notifié par les Soeurs de Bon Pasteur fait la navette Louise Boissé (à gauche), Micheline Verreault, Diane Gobeil et Rose Conway sont presque toujours du voyage. PHOTO ARMAND TROTTER, La Presse

«Le tsar de la cocaïne» à la prison de Matamoros

Agence France-Presse
MEXICO

■ Il a 30 ans et il est surnommé le «tsar de la cocaïne». Depuis son luxueux appartement de la prison de Matamoros, Oliverio Chavez Araujo contrôle par téléphone l'un des plus puissants réseaux de trafiquants de drogue entre la Colombie et les États-Unis.

Jusqu'à la semaine dernière, il coulait des jours tranquilles dans le «centre de réhabilitation sociale», la prison de Matamoros (700km au nord-est de Mexico) où il est incarcéré depuis 1986 pour homicides et trafic de stupéfiants: cocaïne, héroïne, morphine.

Vendredi dernier, une bande rivale a tenté de l'assassiner déjouant la vigilance de sa garde privée. Il a été blessé par balle à la mâchoire lors de l'affrontement qui a fait 18 morts, presque tous dans le camp adverse.

Depuis ce jour, les autorités tentent à nouveau de le transférer dans un autre établissement avec ses gardes du corps, une quarantaine d'hommes dont une douzaine puissamment armés de revolvers, de fusils automatiques et d'armes blanches.

Mais il tient tête. «Je ne sortirai que mort», avait-il dit lors d'une précédente tentative de la police pour le transférer, le 27 avril dernier. Un policier avait alors été tué.

Moustachu, portant fréquemment des lunettes noires et un chapeau de cow-boy texan, «Don Oliverio» comme l'appellent ses subordonnés jouit de l'appui de 800 cept des quelque 1200 détenus, selon Mario Diaz Vargas directeur du journal *Diario de Matamoros*. Il est protégé par «un véritable bouclier humain», dit-il.

La police affirme qu'en août dernier il a distribué de l'argent aux détenus qui se sont mutinés afin d'empêcher sa comparution le jour même au tribunal de Matamoros. Il était accusé d'avoir constitué près de la prison un dépôt d'armes et de cocaïne.

Pour distraire les autres détenus, il offre des combats de boxe dans la prison où il a fait installer un ring. Chaque semaine, il fait tuer un ou deux boeufs qu'il fait servir à ses compagnons de captivité pour agrémente l'ordinaire.

Don Oliverio n'est décidément pas un détenu comme les autres. Ses visiteurs ne sont pas astreints aux horaires strictes de la prison. Amis, femmes, parents peuvent lui rendre visite quand bon lui semble et rester plusieurs jours avec lui, selon les divers témoignages.

Pour accéder à son appartement il faut franchir plusieurs barrages établis par sa garde personnelle qui veille 24 heures sur 24. Sa chambre, tapissée de moquette dispose de l'air conditionné, d'un téléphone cellulaire, d'un bureau et d'une télévision avec magnétoscope.

Le 25 avril dernier, le ministère fédéral de la Justice annonçait la saisie de 692 kilos de cocaïne pure dans un avion sur une piste clandestine à Tecpan, au nord d'Acapulco sur la côte du Pacifique. Les sept trafiquants arrêtés lors de l'opération avouèrent travailler pour le compte du «tsar» qui donnait ses ordres depuis la prison de Matamoros.

Ces témoignages ont permis à la police d'arrêter quelques heures plus tard deux individus qui pénétraient dans la prison pour remettre à leur chef 20000 dollars.

Un autre complice a avoué que depuis plusieurs mois il introduisait des armes dans la prison. Selon les autorités judiciaires, elles étaient achetées dans une armurerie de Brownsville, au Texas, propriété du tsar.

Il est aussi propriétaire de stations-service, de multiples résidences, de ranchs et de terres au Mexique comme aux États-Unis, selon la police.

Chavez Araujo a été arrêté en avril 86. Un an plus tard, des complices armés le délivrent de la prison de Matamoros. En septembre 89, il est à nouveau capturé. Il entre ensuite en conflit avec son épouse Martha Palacios Rodriguez qui semble le supplanter à la tête du réseau de trafiquants. Elle est assassinée par des pistoleros quelques mois plus tard.

Apparemment impuissantes, les autorités judiciaires admettent que Chavez Araujo qui n'a pas encore été condamné, dirige «un réseau international de stupéfiants à grande échelle». Bien qu'incarcéré il continue d'être «un des principaux contacts du Cartel de Medellín au Mexique pour les opérations de transport, d'achat et de revente de cocaïne entre la Colombie et les États-Unis, reconnaît le ministère de la Justice.

VAS-Y! PLEINS GAZ!

GRATUIT
500 LITRES D'ESSENCE ULTRAMAR

Jusqu'au 31 mai, votre concessionnaire GM vous offre gratuitement une valeur* de 500 litres d'essence en bons Ultramar à l'achat d'une Cavalier ou d'une Sunbird 1991. Allez-y! Pleins gaz!




RABAIS-CHÈQUE DE
1 000 \$
DE GM
OU UN TAUX DE CRÉDIT AVANTAGEUX DE GMAC**.



CAVALIER



SUNBIRD

FAITES VITE! CETTE OFFRE PREND FIN LE 31 MAI!

*Basée sur le prix moyen au 29 avril 1991 de l'essence sans plomb régulière d'Ultramar dans la région métropolitaine de Montréal. Tous les détails chez vos concessionnaires GM.
**L'offre d'un rabais-chèque de 1000 \$ de GM ou d'un taux de crédit avantageux de GMAC et d'une valeur de 500 litres d'essence gratuits en bons Ultramar s'adresse uniquement aux particuliers achetant au détail et est valable pour toutes les Cavalier et les Sunbird 1991 achetées et livrées à partir du stock d'un concessionnaire avant les dates suivantes : le 31 mai 1991 pour profiter de l'offre combinée et le 5 juin 1991 pour profiter de l'offre d'un rabais-chèque de 1000 \$ de GM ou d'un taux de crédit avantageux de GMAC.

Vos concessionnaires GM



NUMÉRO UN SUR LA ROUTE

Le lancement de la navette spatiale Columbia reporté au 1er juin

Associated Press
CAP CANAVERAL, Floride

La NASA a décidé de reporter au 1er juin le lancement de la na-

vette spatiale Columbia, qui devait décoller aujourd'hui pour une mission de neuf jours consacrée à la recherche biomédicale avec à son bord, 30 rats, 2478 bébés méduses et sept astronautes.

Le report est dû à une série de problèmes de dernière minute: défaillances sur deux ordinateurs de bord, doutes concernant la fiabilité de capteurs thermiques.

Selon Bruce Buckingham, porte-parole de l'agence spatiale

américaine, le lancement est désormais prévu le 31 mai ou le 1er juin.

Les techniciens, confrontés à ces problèmes depuis lundi soir, ont décidé de remplacer tout le matériel douteux, dont l'ordinateur de transmission des ordres. Il faudra également remplacer neuf capteurs thermiques, fournissant des opérations sur la température des trois principaux moteurs de la navette.

Les astronautes vont rentrer au centre spatial de Houston pour y reprendre leur entraînement quotidien. Les animaux sont restés dans leurs laboratoires.

Parmi les astronautes, trois médecins et un spécialiste de biologie cellulaire doivent effectuer des tests médicaux les uns sur les autres mais aussi étudier le comportement des animaux en apesanteur.

Sur les 30 rats blancs de 340 grammes de la mission, 20 seront logés individuellement dans une cage fixée sur un mur du Space-lab, un laboratoire spatial de la taille d'un autobus. Les 10 autres rats iront sur le pont moyen dans des conteneurs fermés, tout comme les méduses qui seront ensuite transférées au laboratoire.

Les animaux devaient être embarqués mardi à bord de la navette.

La première et la dernière fois que la NASA avait utilisé les ca-

ges à rongeurs dans une navette, en 1985, des aliments et des excréments s'étaient échappés des cages et avaient flotté dans le laboratoire. Les astronautes avaient alors tenté d'aspirer les débris.

«Cela représentait moins d'une cuillère à café de matière», explique Kenneth Souza, un responsable de la recherche biologique. «Mais si on se trouve à bord d'une navette et que l'on doit se préoccuper de respirer, il est normal de se faire du souci à ce propos.»

«C'est pourquoi, poursuit-il, des mesures ont été prises pour nous assurer qu'il n'y aura pas de fuites. Ces dernières années, 10,5 millions \$ US ont été consacrés à des améliorations diverses.»

Deux ventilateurs supplémentaires ont été installés pour aspirer les miettes. Les cages ont été renforcées et les barres de nourriture à base de protéines ont été rendues plus compactes.

CAMP DE-LA-SALLE

COLONIE DE VACANCES

sous la direction des Frères des Écoles chrétiennes

Sur les bords du Lac Rouge à Saint-Alphonse de Joliette, Région de Lanaudière.

39^e saison

Filles et garçons de 7 à 14 ans

Activités nombreuses et variées au CHOIX de l'enfant

Plage particulièrement bien organisée sous la responsabilité d'animateurs qualifiés.

Possibilité de location pour les organismes.

(514) 449-4826

Secrétariat - C.P. 26, Varennes, J3X 1P9

CAMP DE JOUR DES CHAMPIONS
GARÇONS ET FILLES 4-14

ANIMATION EN ANGLAIS, ANIMATEURS BILINGUES

SPORTS, BEAUX-ARTS, HOCKEY, GYMNASTIQUE, NATATION

TERRAIN SPACIEUX DU COLLÈGE NOTRE-DAME, PRÈS DU MONT-ROYAL, OUTREMONT

9H À 16H LUN. AU VEN. - JUILLET ET AOÛT

739-3721 ACCUEIL ET SURVEILLANCE DE 8H À 18H. 739-3423

VOICI

SEARS A ACQUIS SA RÉPUTATION SES PRODUITS DE QUALITÉ ET SA



MOITIE PRIX

NOTRE PLUS BAS PRIX DE L'ANNÉE!

Ens. matelas/sommiers Sears-O-Pedic^{MD} Chiro-Genic^{MD}. Certifié par l'association des chiropracteurs. A ressorts ou en mousse. Lits 1, 2 places, G. 2 pl. ou TG 2 pl. No 71380.

Sears ord. 869,58\$ - 1801,70\$. L'ens. 419\$ - 849\$

497\$[†]

ch. CANAPÉ-LIT STANDARD

Un prix judicieux! Recouvrement résistant avec motif à formes diagonales. Le matelas à ressorts de ce canapé donne confort et durabilité. Les quantités sont limitées. No 48880.

544\$[†]

ch. CANAPÉ MODULAIRE 2 PIÈCES

Tout un achat! Choix de jolis imprimés en mélange de coton ou tissu jacquard très contemporain... tous deux parfaits pour votre décor. Nos 55859/55189.



RABAIS 336\$

RÉFRIGÉRATEUR KENMORE

Modèle côte-à-côte 18 pi.cu. idéal pour la cuisine achalandée! Sans givre, tablettes réglables dans la porte, clayettes/tablettes en porte-à-faux dans la section réfrigérateur. Blanc. No 466 790 140. Ord. 1455,08\$. Ch. 1119,08\$

Couleur amande plus cher

RABAIS 40\$

PRÉPARATEUR CULINAIRE

Notre plus bas prix de la saison! Modèle électronique de Braun offre une gamme de caractéristiques avantageuses.

No 81407. Ord. 197,94\$. Ch. 157,94\$

RABAIS 100\$

MAGNÉTOSCOPE VHS 4 TÊTES

Avec télécommande unifiée 41 boutons et affichage du menu à l'écran.

No 30120. Ord. 492,40\$. Ch. 392,40\$

MOITIÉ PRIX

CRISTAL À MOTIF "SOLEIL"

Ens. en cristal 24% de plomb. Sears ord. 69,09\$. Ens. de 4. 34,54\$

En prime! À l'achat de 4 verres, vous obtenez 2 flûtes à champagne sans frais supplémentaires.

Limite 1 prime par client, jusqu'à épuisement des stocks. La prime doit accompagner tout retour

RABAIS 40%

NAPPES "CLASSIQUE"

Les plus bas prix de la saison! Toutes les dimensions en couleurs variées.

Ord. 24,50\$ - 34,25\$.

Ch. 14,70\$ - 20,55\$

Napperons assortis aussi en réclame

CLUB SEARS

c'est tout à votre avantage.

Les membres accumulent des points avec les achats portés à leur compte. Détails en magasin.

†Les prix annoncés ne comprennent ni la TPS ni la taxe provinciale de vente.

PRIX DE RÉCLAME EN VIGUEUR JUSQU'AU 1^{ER} JUIN 1991,

SAUF AVIS CONTRAIRE, DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

Les Montagnais de Mingan accueillent Sirros avec un scepticisme poli

Le conseil de bande a rappelé au ministre les engagements non tenus par un de ses prédécesseurs et présenté des recommandations

ANDRÉ BELLEMARE
Presse Canadienne
MINGAN

« Sans vouloir vous offusquer, nous devons honnêtement vous dire que nous sommes sceptiques devant la démarche que vous faites actuellement car d'autres ministres avant vous sont venus nous rencontrer et discuter mais ils sont repartis et, malgré de bonnes intentions, leur démarche n'a pas donné les résultats escomptés. »

C'est de cette manière polie, directe et sans équivoque, et aussi sans méchanceté que le chef montagnais Philippe Piétacho a reçu hier, dans son village de Mingan, le ministre délégué aux Affaires autochtones, Christos Sirros, qui poursuivait sa tournée de consultation auprès des autochtones en vue de l'élaboration d'une politique globale pour le mieux-être des Amérindiens.

Ces paroles de « bienvenue » n'ont pas été prononcées cependant par le chef indien lui-même mais plutôt par Desneiges Mollen, membre du conseil de bande, dans un texte de 10 pages qu'elle a lu, la voie hésitante mais dans un beau français, après que le ministre et sa suite eurent mangé de la perdrix dans une salle à dîner improvisée au garage municipal.

Pendant la lecture des griefs et recommandations du conseil de bande de ce village de 360 habitants, le ministre approuvait des passages du texte et le chef Piétacho, 65 ans et racé, demeurait immuable.

Tous semblaient avoir frais à la mémoire le passage et surtout les engagements (non tenus) d'un prédécesseur de M. Sirros, le ministre Raymond Savoie, en août 1988. En tout cas, Desneiges n'a pas manqué de le rappeler.

La porte-parole du conseil de bande, lequel manifestement

avait pris un grand soin dans la rédaction de son mémoire, a mis beaucoup de pression sur le ministre et le gouvernement Bourassa en fixant des échéanciers à sa principale recommandation:

Non au paternalisme

Le conseil de bande suggère, en effet, la formation d'un comité mixte composé de deux représentants des Montagnais de Mingan et de deux porte-paroles du Secrétariat des affaires autochtones qui aurait pour mandat de:

— trouver d'ici au 15 juin 1991 une solution au problème de la pêche libre à l'embouchure de la rivière Mingan;

— identifier et mettre en oeuvre d'ici au 31 décembre 1991 des solutions adéquates concernant l'intégrité de la réserve de Mingan (coupée en deux par un tronçon de la route 158);

— identifier d'ici au 31 décem-

bre prochain les mesures à prendre sur le territoire pour protéger la pratique des activités traditionnelles.

« Ce que nous recherchons, et que vous semblez rechercher aussi, c'est un nouveau mode de relation fondé sur le partenariat au lieu du paternalisme inscrit dans les lois qui nous régissent... », a ajouté Desneiges au nom du chef Piétacho.

Le ministre s'est rendu au micro pour d'abord remercier ses hôtes de leur hospitalité, comme il se doit, et avouer aussi franchement que la proposition de la formation d'un comité conjoint le prenait de court.

« Laissez-moi d'abord vous remercier de l'image précise que vous avez présentée de la situation ici. Je me doutais bien aussi d'un certain scepticisme de votre part au sujet de cette autre démarche en matière de politique au-

tochtone, a d'abord dit le ministre, se faisant humble.

« À votre suggestion d'un comité conjoint, je ne peux maintenant répondre ni par oui ni par non. En principe, je l'accepte, bien sûr, mais j'aimerais bien savoir, avant d'aller plus loin, combien de ces comités on pourrait former. Je ne veux pas de 43 comités mixtes (il y a 43 réserves indiennes du Québec) », a dit encore M. Sirros.

Celui-ci a ajouté, léger sourire aux lèvres: « J'espère au moins que vous n'avez pas dit que vous ne croyiez pas du tout au projet d'élaboration d'une politique globale en matière autochtone. »

Le ministre s'était fait dire plus tôt par la représentante du conseil de bande que « votre voyage en aura valu la peine si vous repartez avec la ferme conviction que les seuls moyens de régler les difficultés des relations de nos peuples sont la volonté politique,

l'urgence de l'action et le travail conjoint ».

Le ministre a peut-être laissé une lueur d'espoir en indiquant ses hôtes qu'il aurait peut-être « des nouvelles » à son retour Québec au sujet de la pêche publique dans l'embouchure de la rivière Mingan.

Le problème c'est que le gouvernement fédéral n'a pas inclus cette partie de la rivière dans le territoire cédé aux Montagnais avec le résultat que n'importe quel pêcheur peut aller y pratiquer son passe-temps favori.

Les autochtones de la réserve, qui se sont imposé une sévère discipline depuis 1984 pour protéger le saumon et les autres espèces de la faune aquatique, voient d'un mauvais oeil l'homme blanc venir impunément vider la rivière. Ils ne s'opposeraient pas à la pêche sportive mais à la condition qu'elle soit contrôlée.

LES FAITS

GRÂCE À SON SERVICE HORS PAIR, GARANTIE DE SATISFACTION



RABAIS
140\$

TÉLÉCOULEUR 21" STÉRÉO

Télécommande 22 boutons, affichage heure/canal à l'écran, minuterie et prises A/V. No 14910. Sears ord. 587,17\$. Ch.....447,17\$*

RABAIS
140\$

ASPIRATEUR-TRAÎNEAU

Modèle Kenmore de 1100 watts, avec électrobrosse Power-Mate^{MD} 11 5/8". No 206 732 650. Sears ord. 432,62\$. Ch.....292,62\$*

RABAIS
30%

COUVRE-MATELAS

Motif populaire matelassé. Plateau et côtés matelassés, ou plateau matelassé, côtés lisses. Sears ord. 35,75\$ - 71,37\$. Ch.....25,02\$ - 49,95\$*

RABAIS
140\$

CUISINIÈRE 30" KENMORE

Minuterie électronique et dossier quadrillé noir. A nettoyage facile. Blanc. 226 765 010. Ord. 802,81\$. Ch.....662,81\$* Couleur amande, porte en verre noir, ou modèle autonettoyant à prix plus élevés.

SEULEMENT
688\$

OFFRE DE LANCEMENT!

Rabais sur autres dimensions aussi! Après le 2 juin 1991.....3,49\$ - 18,99\$* Ch.....2,79\$ - 14,88\$* Jusqu'au 2 juin 1991

MAINTENANT
31 99\$†

la ver. ca. 38,26\$ le m²
Ord. 41,97\$ ver. ca.

TAPIS, SOUS-TAPIS, ET POSE! **

Offre 3 en 1! Tapis "Luxury Tradition" velours bouclé 100% nylon traité Stainmaster Luxura^{MC}. Avec notre garantie* 6 + 10 ans. No 11050. Tapis velours "Luxury Supreme".

Ord. 48\$ ver. ca. La ver. ca.....33,99\$† (40,65\$ le m²)

** Dans la plupart des régions, Sears fait faire la pose par des entrepreneurs qualifiés. Offre valable sur main-d'oeuvre, pour surface plane seulement. Préparation de la surface, déplacement des meubles, etc., non inclus. Frais supplémentaires pour escaliers. Achat minimum de 20 ver. ca. *Tous les détails de la garantie en magasin.

288\$†

FAUTEUIL SUSPENDU

Dos style "Windsor". Carcasse en bois dur au fini laqué blanc ou fini érable de style rustique. Choix de recouvrements. Nos 44010/060.

RABAIS 280\$

sur ens.

Rabais 140\$ sur sècheuse de très grande capacité offrant beaucoup d'avantages, dont le système Chaleur Douce^{MD}. 266 780 300. Blanc. Sears ord. 557,57\$. Ch.....417,57\$* Rabais 140\$ sur laveuse 9 programmes très grande capacité avec filtre à charpie autonettoyant. 3 niveaux de lavage. 266 740 300/8. Blanc. Sears ord. 738,51\$. Ch.....598,51\$* Ton amandé plus cher

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT

SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA

LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA

LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions "Ord." ou "Était" de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Région de Montréal: Anjou: 353-7770, Brossard: 465-1000, LaSalle: 364-7310, Laval: 682-1200, Repentigny: 582-5532, St-Bruno: 441-6603, Ste-Marthe-sur-le-Lac: 491-5000, Ville St-Laurent: 335-7770. Région de Québec: Québec: 529-9861, Lévis: 833-4711, Ste-Foy: 658-2121. En province: Alma: 662-2222, Arthabaska: 357-4000, Chicoutimi: 549-8240, Drummondville: 478-1381, Granby: 375-5770, Rouyn-Noranda: 797-2321, St-Jean: 349-2651, St-Jérôme: 432-2110, Sherbrooke: 563-9440, Sorel: 746-2508, Trois-Rivières: 379-5444. Copyright Canada, 1991, Sears Canada Inc.

Tous les articles, couleurs ou tailles de cette page n'ont pas été offerts dans tous les magasins Sears.

Si vous rougissez d'envie d'y goûter...

Venez au Bifthèque. Vous pourrez savourer deux homards préparés à la perfection et délicieusement farcis de crevettes, de crabe, d'oignons et de céleri. Ou si vous préférez deux homards à la vapeur, pas besoin d'en rougir. Ils sont tout aussi parfaits.

Et peut-être aurez-vous un petit penchant pour notre nouveau pâté de homard. Si c'est le cas, vous serez ravi par ses succulents morceaux de

homard bien rose recouverts d'une appétissante croûte dorée.

Et tous nos plats sont accompagnés d'un petit pain chaud, d'une généreuse salade, de frites dorées ou d'une pomme de terre au four nappée de crème bien sure.

Alors ne rougissez plus... Au Bifthèque, nous sommes parfaitement heureux de vous servir à la perfection.

Rive-Sud
100, boul. Mortagne,
Boucherville
449-3388

LE BIFTHEQUE

St. Sauveur
86 rue de la Gare
227-2442

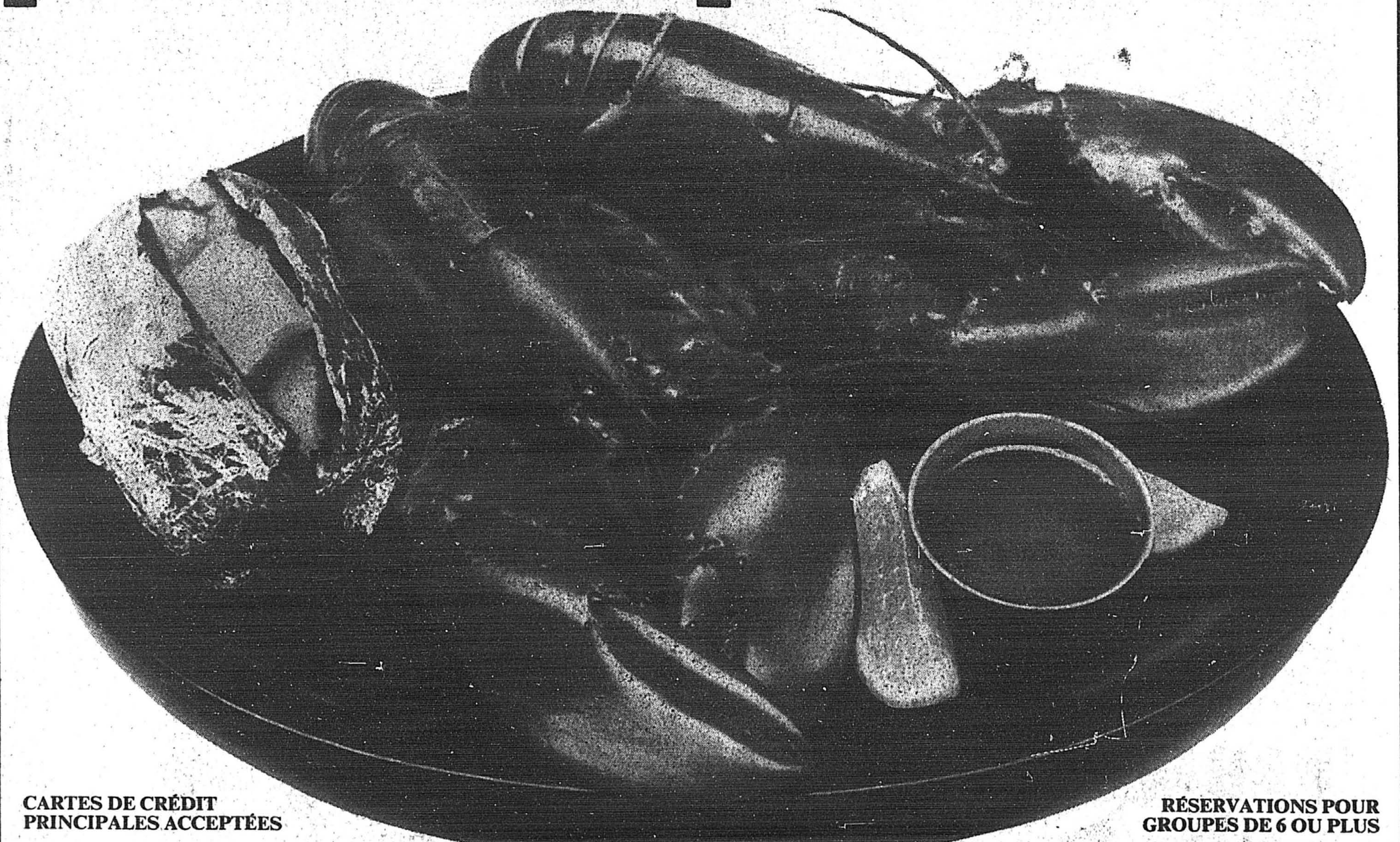
La plus grande maison du bifteck en ville.

6705, ch. Côte-de-Liesse, St. Laurent 739-6336

Deux homards parfaits à la vapeur

11.95\$

AVEC TOUTES LES GARNITURES



CARTES DE CRÉDIT
PRINCIPALES ACCEPTÉES

RÉSERVATIONS POUR
GROUPES DE 6 OU PLUS

LE BIFTHEQUE
la Boucherie
Filet mignon
Superbe morceau de bœuf de première qualité, vieilli à la perfection. Tout à fait tendre et délicieux.
899\$ lb 1982\$ kg

LE BIFTHEQUE
la Boucherie
Boston (surlonge désossée)
Tendre et savoureux morceau de bœuf de 12 à 14 lb, âgé de 21 jours. Délicieux en rôtis ou biftecks.
379\$ lb 836\$ kg

NOS SPÉCIAUX EN VIGUEUR DU 22 MAI AU 28 MAI 1991

LE BIFTHEQUE
la Boucherie
Poitrine de bœuf marinée (bœuf sale)
Un mets traditionnel. Succulent, servi chaud ou froid.
259\$ lb 571\$ kg

LE BIFTHEQUE
la Boucherie
Boeuf bourgignon
Succulent et cuisiné à la perfection. Contenant de 2 livres
599\$ chacun